

A NOS LECTEURS

PROCES DES QUATRE MILITANTS TROTSKYSTES : CASSATION DU JUGEMENT

Comme nos lecteurs le savent, quatre militants ouvriers : Gérard Bloch, Stéphane Just, Pierre Lambert, Daniel Renard avaient été renvoyés devant le tribunal permanent des forces armées de Paris. On leur reprochait exclusivement des articles parus dans « La Vérité », à l'époque hebdomadaire, en 1956 et 1957. Leur renvoi devant le tribunal militaire avait été décidé par un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rendu le 25 février 1960.

Cet arrêt, contre lequel les accusés s'étaient pourvus en cassation, a été cassé, le 27 octobre 1960, par la chambre criminelle de la cour suprême.

Celle-ci précise dans son arrêt que l'inculpation d'« *entreprise de démoralisation de l'armée* », lorsqu'elle se fonde sur des articles de presse, doit, pour être fondée, comporter la preuve que les journaux en cause ont été systématiquement et essentiellement diffusés en direction de l'armée ; alors que l'arrêt de la chambre d'accusation ne cherche pas à se légitimer de telle manière, mais se contente d'affirmer que l'« *entreprise de démoralisation de l'armée* » « *transparaissait* » à travers toute l'activité politique des accusés.

L'affaire doit maintenant revenir devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, le tribunal étant composé différemment.



POUR LA LIBERATION DE RAPTIS (M. PABLO) ET DE SANTEN

Raptis (M. Pablo) et Santen sont emprisonnés en Hollande.

L'organisation à laquelle ils appartiennent s'est élevée contre le caractère de provocation des accusations dont ils sont l'objet.

« La Vérité », revue trotskyste, malgré ses divergences avec la fraction à laquelle appartiennent Raptis et Santen, s'associe sans réserves à la campagne menée pour leur libération.



Le prochain numéro de « La Vérité » (printemps 1961) paraîtra courant avril. La brochure qui paraît en même temps que chaque numéro, en supplément de la revue, est désormais tirée à part. Elle sera adressée à nos abonnés sans supplément. Ceux-ci recevront en même temps que ce numéro la réédition de « Le marxisme et notre époque », de Léon Trotsky, qui vient de paraître à la S.P.E.L. Nos lecteurs non abonnés peuvent recevoir cette brochure franco contre 1 NF en timbres ou au C.C.P. de la S.P.E.L.

L'Algérie, de Gaulle et la "gauche"

« **L** E général a rappelé qu'il appartenait en propre à sa personne, en tant qu'incarnation de l'état, de régler le problème comme il estimait conforme à l'intérêt supérieur de la nation.

Les inconvénients de cette doctrine, l'histoire se charge de les éclairer.

Si tout tourne bien, on dresse des arcs de triomphe et l'on allume des feux d'artifice. Si les choses tournent mal, le détenteur de l'exécutif en est rendu responsable ; il est pris à partie, et l'on tombe dans une crise de régime, avec tous les phénomènes regrettables qu'entraîne le plus souvent ce genre d'accident. »

C'est par cette conclusion désabusée qu'André François-Poncet terminait un article du Figaro du 7 novembre dans lequel il appelait la bourgeoisie à s'unir autour de la politique algérienne du général de Gaulle. Un appel résigné, sans enthousiasme, comme on peut le voir.

En effet, ce n'est jamais de gaieté de cœur que la bourgeoisie accepte la solution bonapartiste, le pouvoir fort. Elle sait par expérience que c'est toujours une aventure, même pour sauver l'essentiel, que de s'en remettre aux mains d'un homme qui devient le seul maître des méthodes à employer pour sauver cet essentiel. Elle sait aussi que c'est un grave risque à prendre que d'éliminer de la lutte politique et sociale le frein parlementaire et le jeu des partis. Mais il faut pourtant sauver l'essentiel...

Ce qui se manifeste justement avec éclat dans le discours prononcé le 4 novembre par le général de Gaulle, c'est le caractère personnel et autoritaire du régime. C'est sans réticence ni gêne qu'il est proclamé. Contre d'éventuelles oppositions au sein même de la bourgeoisie, on a recours à l'arsenal classique du bonapartisme : dissolution des assemblées, plébiscite. A tous ceux qui songent à porter atteinte à la stabilité et à l'autorité de l'état, une seule réponse : la répression, si la menace de la répression ne suffit pas.

Peu à peu, les événements obligent le régime né du 13 mai à affirmer son véritable caractère, tandis que sa façade de libéralisme s'estompe progressivement. Le régime de Gaulle, c'est l'exercice direct du pouvoir par l'appareil d'état, élevé au-dessus de la société et imposant son autorité aux diverses composantes de cette société grâce aux forces de coercition et de répression. Il faut ajouter que l'évolution récente ne cesse d'accentuer ces traits.

A l'origine, le régime gaulliste pouvait apparaître comme exprimant la volonté de l'écrasante majorité de la classe dominante. Tous ses politiciens, suivis en cela par leurs « lieutenants ouvriers », s'en remettaient à l'homme providentiel pour éviter le pire. Mais aujourd'hui qu'il est contraint, brutalement, de proposer ses solutions, il est clair que s'il prend en charge les intérêts fondamentaux de cette classe, tels qu'il les comprend, il n'hésite pas, au nom de cette mission, à se heurter avec violence aux uns et aux autres. Cela est apparu clairement, et dans l'affaire de la « force de frappe », et au sujet de l'Algérie.

Certains n'ont voulu voir dans le débat autour de la « force de frappe » qu'une fronde parlementaire sans grande portée. Il s'agit de bien davantage. Le pouvoir a montré à cette occasion

qu'il n'accordait aucune importance et fort peu de droits à la « représentation parlementaire », c'est-à-dire au personnel politique de la bourgeoisie. Il se réserve le droit exclusif de décider ce qui est bon et ce qui est mauvais pour le « pays ». Il a aussi montré qu'il n'hésitait pas à défier, au nom de sa politique générale, des groupes importants de capitalistes.

••

Pour ce qui est de l'Algérie, la politique gaulliste est claire — ce qui ne signifie pas qu'elle soit simple. Par delà les variations tactiques, une ligne droite unit la déclaration du 16 septembre 1959 à celle du 4 novembre 1960, en passant par le discours du 29 janvier, les déclarations faites lors de sa visite à l'armée, la conférence de presse du 5 septembre. On peut la résumer ainsi : les temps de la colonisation directe en Algérie sont révolus ; pour sauvegarder l'essentiel, il faut construire un état bourgeois algérien, sous le contrôle de l'impérialisme français. Si le F.L.N. accepte le cadre fixé par l'impérialisme français, il pourra s'associer à la construction de cet état ; s'il le refuse, on cherchera à construire cet état sans lui, à l'écraser militairement, en même temps qu'à l'isoler en réalisant contre lui toute une partie de son programme — la république algérienne. Les deux possibilités sont simultanément maintenues ; d'où, d'une part, l'invite répétée à une négociation (à partir du préalable fixé par la France : cessez-le-feu d'abord, c'est-à-dire que le G.P.R.A. renonce à être un gouvernement nationaliste ayant arraché par les armes la reconnaissance de la souveraineté nationale de son pays, pour accepter d'être une « tendance » associée à la construction de « l'Algérie algérienne »), et, d'autre part, les commissions d'élus, le plan de Constantine, la préparation d'un exécutif algérien et la poursuite de la « pacification ».

Mais cette politique n'a pas encore pu aboutir, et cela, d'abord parce que le peuple algérien en armes, en dépit d'une répression sans précédent, de la présence d'une armée de 400.000 hommes, des camps de regroupement dans lesquels près du quart de la population sont parqués, n'a pas abandonné la lutte.

La prolongation de la guerre a d'abord eu pour conséquence d'approfondir encore la crise au sein de la bourgeoisie. Ce sont les problèmes non résolus qu'a soulevés, pour l'impérialisme français, la révolution dans les colonies — dont la révolution algérienne n'est qu'un maillon — qui l'obligent à recourir à un bonapartisme de plus en plus manifeste, et c'est aussi parce que l'état fort lui-même s'est, jusqu'à présent, révélé incapable d'imposer une solution, que la crise au sein de la société française s'approfondit. Entendons-nous : nous ne disons pas qu'une solution provisoire ne peut être trouvée ; la prostration de la classe ouvrière française en laisse ouverte la possibilité. Mais la bourgeoisie française a trop tardé pour espérer liquider « à l'anglaise », en en conservant le contrôle économique, son empire colonial. Le processus révolutionnaire qui commença en Indochine dès 1945 n'est pas prêt de prendre fin.

De plus, sacrifier le colonat algérien, renoncer à la colonisation directe, c'est affronter une douloureuse « reconversion », dont, sans doute, l'oligarchie du capital financier est capable, mais qui déchirera des couches importantes de la bourgeoisie. La 4^e république a toujours reculé devant cette épreuve. Le « pouvoir fort » peut prendre sur lui, maintenant que le péril d'une intervention de la classe ouvrière est écarté, d'y faire face, mais à quel prix ! La société française demeure profondément instable

et tout l'édifice ne peut être maintenu que par le haut : par le pouvoir d'état ; c'est donc à ce pouvoir qu'inévitablement les masses, lorsqu'elles se remettent en mouvement, se heurteront directement...

Mais si c'est l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre, dans le cadre du système parlementaire, ses conflits et ses crises qui a rendu nécessaire pour elle le bonapartisme, c'est la défaite de la classe ouvrière qui l'a rendu possible.

Et le trait dominant de la situation, aujourd'hui comme en juin 1958, c'est ce profond recul de la classe ouvrière, le désarroi qui règne chez les travailleurs. A travers ses organisations, la classe ouvrière n'a pas de politique à opposer au régime, et, après la défaite de mai 1958, préparée par quinze ans de trahisons, de désillusions et d'échecs, la spontanéité, la combativité de la classe ne peuvent aujourd'hui l'émanciper de ses directions traditionnelles.

Cette tragique impuissance de la classe ouvrière a pour effet que l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes de la société française se traduit concrètement par une offensive continue contre les travailleurs, et par le renforcement permanent du pouvoir et de l'arbitraire de l'état aux dépens des libertés les plus élémentaires.

L'offensive contre la classe ouvrière, c'est d'abord l'offensive contre ses conditions de vie, par la hausse constante des biens de consommation, et, surtout, par la vaste rationalisation en cours dans toute l'industrie française, entreprise de surexploitation menée avec un cynisme brutal, dont la plus spectaculaire manifestation jusqu'à présent a été le licenciement de 3.000 ouvriers des usines Renault, à Flins, au Mans et à Billancourt.

Que ces licenciements aient été possibles, qu'ils aient, en définitive, suscité peu de résistance, voilà qui indique, plus que de longs commentaires, ce qu'est aujourd'hui le rapport des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Mais, si la bourgeoisie développe son offensive, la classe ouvrière peut résister, et il ne fait pas de doute que les travailleurs seraient prêts à lutter pour défendre leur pain, pour peu qu'on leur donne les moyens de lutter.

Il n'est pas possible d'assurer qu'un combat mené contre les licenciements chez Renault aurait été victorieux, ni de fixer les limites qu'il aurait eues. Ce qui est sûr, c'est que ce combat était possible : au Mans les ouvriers, spontanément, ont renoué avec leurs traditions de combat, et ont occupé les locaux patronaux. La direction a dû surseoir aux licenciements jusqu'à ce qu'elle ait gagné à l'endroit décisif : à Billancourt. Là aussi, pourtant, les travailleurs étaient prêts à lutter. Ils ne se résignaient pas à accepter sans réagir le coup que leur portait le patronat. Les directions syndicales, quant à elles, n'ont pas voulu permettre que la volonté de combat des travailleurs se transforme en une action efficace. Ils ont canalisé le mouvement par des discours, des meetings, des défilés pacifiques, se gardant bien d'ouvrir une perspective aux travailleurs, de les appeler, par exemple, à se rendre en masse au ministère du Travail. Croit-on que, si des milliers de travailleurs de chez Renault avaient marché sur ce ministère, on aurait pu ignorer leur mouvement ? La solidarité de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne aurait alors pu se manifester. C'est bien cela qu'il s'agissait d'empêcher : le règlement de l'affaire algérienne suppose la « paix sociale », et il est bien évident que tous ceux qui veulent éviter le « chaos » que provoquerait l'échec du général ont à cœur d'y contribuer.

C'est pourquoi les directions syndicales — et d'abord celle de la C.G.T., consciente de ses responsabilités — refusèrent toute action réelle, et dénoncèrent comme des provocateurs les travailleurs qui criaient : « A la direction », et ceux qui pénétrèrent

dans les locaux patronaux. Ce n'est pas que les bonzes risquaient d'être dépassés par le mouvement, c'est tout simplement qu'un combat réel de quelque ampleur obligerait le régime à frapper, conduirait à une lutte ouverte entre le mouvement ouvrier et le régime.

Cette politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, elle s'est aussi manifestée à l'occasion de la manifestation que l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) voulait organiser à la Bastille le 27 octobre. Cette manifestation correspondait aux besoins et à la volonté de toute une fraction de la jeunesse, éveillée à la vie politique par la guerre d'Algérie. Que ce soit l'organisation étudiante qui, du fait de la démission des directions ouvrières, ait été contrainte de prendre sur elle l'appel à une manifestation nationale, cela ne prouve nullement que pareille initiative ait été une aventure. Bien au contraire, cela prouve simplement à quel point il était urgent pour la jeunesse de matérialiser dans l'action son refus de la guerre d'Algérie. Aussi, était-il secondaire que les mots d'ordre mis en avant par l'U.N.E.F. fussent confus et contestables. L'important, c'était l'appel à une manifestation centrale contre la guerre, rompant avec la triste tradition des meetings inutiles, des discours ronflants et des pétitions dérisoires ; c'était aussi l'appel à l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières pour défendre la jeunesse.

Il y avait là une occasion à saisir. Certes, il ne s'agissait pas de renverser d'un seul coup la situation. Mais on pouvait engager contre la guerre un combat sérieux, qui fût un coup d'arrêt aux incessants reculs devant le pouvoir, qui fût aussi un tremplin pour poursuivre l'action. Il ne fait pas de doute que si, unis, les syndicats et les partis ouvriers avaient appelé sans réserve les travailleurs à se joindre aux étudiants, Paris aurait connu une manifestation imposante qui, à tout le moins, aurait fait réfléchir le pouvoir. Au lieu de cela, par crainte de la bataille, par refus de voir remise en cause la neutralité de fait du mouvement ouvrier officiel à l'égard du régime, la C.G.T., ombre fidèle du P.C.F., sabota la manifestation, assurant qu'il s'agissait d'une aventure irresponsable et appelant, de fait, à s'incliner devant l'interdiction gouvernementale.

Quant aux réformistes, ravis de voir les stalinien rompre l'unité d'action, ils cherchèrent à transformer ce qui, à l'origine, devait être une manifestation en un simple meeting d'appui à la politique d'autodétermination. Il ne s'agit pas de savoir ici s'il était juste ou non de se replier, après la brutale rupture de la C.G.T., sur un meeting légal. A priori, c'est là un compromis acceptable : s'ils estimaient les forces dont ils disposaient insuffisantes, on peut comprendre que les dirigeants réformistes n'aient pas voulu risquer une manifestation. Ce qui est inacceptable, c'est la capitulation politique devant le pouvoir, l'alignement sur ses positions, le soutien apporté à ses initiatives. Et si le meeting du 27, en dépit de tout, ne fut pas que cela, ce n'est que grâce aux jeunes.

* *

En Algérie comme en France, c'est l'impérialisme qui passe à l'offensive. Mais, face à cette offensive, il existe des possibilités d'action, ouvertes en particulier par la volonté de lutte de la jeunesse. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la résistance de la classe ouvrière à la poursuite de la guerre, à l'envoi et au maintien du contingent en Algérie, aux atteintes aux libertés démocratiques, à la surexploitation. Ce combat défensif est saboté par les directions faillies, qui sont déjà responsables de la situation actuelle. Aux révolutionnaires de mettre en avant les solutions qui s'imposent, compte tenu de la situation présente de la classe ouvrière, du fait que la majorité des travailleurs organisés regardent encore ces directions comme les leurs.

C'est seulement ainsi qu'il est possible d'organiser la défensive dans le présent, comme de préparer la contre-offensive à venir.

Le 1^{er} décembre 1960

NOTRE POSITION SUR LE REFERENDUM

Le texte ci-dessous a été édité en tract par la rédaction de *La Vérité* en vue de la campagne du référendum.

“ Pourquoi voter **NON** ”

Les journées des 11, 12 et 13 décembre 1960 compteront dans l'histoire de l'Algérie. Non pas tellement parce qu'à ce moment-là, le chef de l'état français randonnait d'Aïn-Temouchent à Bône, mais parce que, à l'occasion de ce voyage, les masses musulmanes, en de puissantes manifestations, ont affirmé leur volonté d'indépendance.

Après six ans de guerre, six ans d'une terrible répression, après le quadrillage, après la « bataille d'Alger », le peuple algérien a fait preuve d'une incroyable combativité. Plus encore, il a spontanément trouvé les moyens d'exprimer sa volonté sans équivoque : face aux provocations des « ultras », il a imposé, dans des villes où régnait pratiquement l'état de siège, la manifestation de masse et la grève générale de fait.

En scandant « Algérie musulmane », en levant bien haut leur drapeau, les manifestants d'Alger et d'Oran ont répondu « Non » à « l'Algérie algérienne associée à la France ». C'est pour l'indépendance qu'ils luttèrent, et, pour eux, l'indépendance, cela signifie l'expropriation des propriétaires fonciers, la nationalisation — c'est-à-dire le retour au peuple algérien — des richesses accaparées par les capitalistes européens... C'est avec crainte que les puissances capitalistes regardaient vers l'Algérie ; elles reconnaissaient dans ces foules soudain mises en mouvement l'ennemie de toujours : la révolution prolétarienne.

En France, par contre, tout restait calme. Les grandes organisations « ouvrières », syndicales et politiques, y veillaient. Il fallait empêcher que la liaison se fasse dans l'action entre les travailleurs français et le peuple algérien. Certes, il y eut des communiqués de protestation contre la répression, des déclarations, mais pas une seule proposition d'action ! Les partis, les syndicats, si prompts, lorsque la V^e République leur semble en péril, à déclencher une grève générale sur ordre, n'ont pas un instant songé à utiliser ce moyen pour s'opposer aux massacres d'Alger, pour montrer qu'ils soutenaient le peuple algérien. Voilà qui juge le sérieux de leur opposition au régime ; une fois encore, c'est clair, comme chaque fois que leur aide est nécessaire, les organisations ouvrières officielles se rangent du côté de l'ordre bourgeois. Quant à « l'intelligence française », si prodigue en manifestes divers, pas un de ses représentants n'a compris que c'était le moment, pour lui, de s'adresser aux syndicats et aux partis qui se réclament de la classe ouvrière, de leur demander d'agir immédiatement pour venir en aide aux travailleurs algériens ! Il reste que les appareils n'ont pas eu à faire de grands efforts pour mener cette politique ; contrairement, par exemple, à ce qui se passa lors du rappel des disponibles en 1956, ils n'ont pas eu à l'imposer. Il n'y a pas eu dans la masse ouvrière une seule manifestation spontanée de solidarité avec le peuple algérien. Plus qu'une longue analyse, cela montre toute l'ampleur du désarroi qui sévit aujourd'hui dans les rangs ouvriers, et quel est le rapport réel des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat.

On a donc pu briser les manifestations d'Alger. Il est d'ailleurs typique que l'on ait dû renoncer à utiliser directement le contingent pour cela. Il a fallu avoir recours aux unités parachutistes : elles pourront désormais inscrire « Casbah 1960 » sur leurs étendards ; c'est là une victoire qu'elles ne doivent pas oublier.

LE REFERENDUM ET LA POLITIQUE ALGÉRIENNE DU RÉGIME

Les événements d'Alger ont clairement montré ce que signifiait la politique gaulliste, ce que voulait dire l'« autodétermination du peuple algérien » assortie de la présence de l'armée. Le voyage en Algérie du président de la république, commencé sous le signe d'un duel avec les ultras, s'achevait sous le signe d'un combat plus fondamental : d'un côté, le peuple algérien dressé pour l'indépendance, de l'autre l'impérialisme français...

Pourtant, la volonté d'en finir avec les ultras, chez le général de Gaulle, était réelle. Son voyage était en quelque sorte une provocation qui lui permette de frapper un grand coup. Et, de ce point de vue, c'est pour lui une réussite : les ultras sont démoralisés, leurs organisations démantelées, désarticulées, leurs alliés hésitants.

Et les cadres de l'armée, dans leur grande majorité, certes sans enthousiasme, mais avec détermination, ont choisi de Gaulle.

L'inattendu, ce fut l'irruption des masses algériennes, sous leur propre drapeau, qui condamna de Gaulle à couvrir une brutale répression, seul moyen d'empêcher le mouvement de s'étendre.

Il est traité par ailleurs, dans ce numéro, de la politique algérienne du régime. Précisons simplement ici que les derniers développements l'ont explicitée.

Maintenant, on en est arrivé à un tournant : face aux « ultras » et à leurs alliés, il s'agit d'imposer l'« Algérie algérienne » ; face au peuple algérien, il faut affirmer que ce n'est que dans le cadre voulu par la France que l'Algérie évoluera ; s'ils s'y refusent, ce sera la guerre. C'est cette double détermination que l'on demande au corps électoral français de cautionner.

Et c'est là la première signification du référendum du 8 janvier : faire approuver la politique algérienne du régime. Ce serait là déjà une raison suffisante pour que les militants révolutionnaires ne ménagent pas leurs efforts pour que le maximum de travailleurs répondent NON ; mais c'est aussi à d'autres titres que le mouvement ouvrier est concerné par le référendum.

S'OPPOSER AU RÉGIME

Le caractère plébiscitaire du référendum est éclatant : il s'agit de faire confiance, de s'en remettre au général de Gaulle. En ce sens, ce qui est en question lors du référendum, ce n'est pas seulement la politique algérienne du régime, mais une nouvelle extension du pouvoir de l'état, ainsi que l'aggravation de son caractère personnel et arbitraire.

Cependant, une fois encore, le mouvement ouvrier est invité, au nom de la « défense républicaine », au nom de la « paix en Algérie » à s'incliner, à capituler de nouveau. Si l'ensemble du mouvement ouvrier, par la voix de ses directions, acceptait de cautionner le régime, c'est sa propre liquidation à froid qu'il préparerait, ce serait un pas décisif de franchi vers une véritable intégration du mouvement ouvrier à l'état, avec, pour prélude, une subordination totale. Il est évident que cette intégration serait facilitée si les plans de de Gaulle en Algérie réussissaient, c'est-à-dire si le peuple algérien était contraint d'accepter ses conditions. On s'en rend compte quand on voit quelles équivoques existent, même au sein du mouvement ouvrier, dans le camp du NON, où beaucoup assurent que « si de Gaulle négociait, nous voterions OUI ».

Il reste que, à l'heure où nous écrivons, le Parti Communiste Français, et, après de longues hésitations, le Parti Socialiste Unifié, ont décidé de mener campagne pour le NON. On ne peut que se féliciter de cette prise de position, et, pour leur part, les révolutionnaires feront tout pour que l'unité se réalise sur ce point, pour que les organisations syndicales prennent position en faveur du NON, pour que la classe ouvrière organisée relève le défi du régime.

Nous savons qu'il ne s'agit pas d'une bataille capitale : nous savons que le régime ne jouerait pas son avenir sur un plébiscite sans avoir toutes les chances de l'emporter. Mais nous savons aussi que l'attitude des organisations ouvrières dans cette affaire est d'une extrême importance. Contraints de mener la bataille sur le terrain choisi par l'adversaire, les ouvriers révolutionnaires doivent la mener responsablement. Les allusions à un boycott que chacun sait aujourd'hui irréalisable ne font que renforcer le courant abstentionniste dans la classe ouvrière — c'est-à-dire le poids du gaullisme dans ses rangs. Les équivoques prises de position de certains pour un « vote nul » ne sont qu'une dérobade pour ne pas dire NON.

Il n'y a qu'une attitude possible : mener campagne pour que, le 8 janvier, les travailleurs et les jeunes disent NON au régime. C'est l'un des aspects d'une politique révolutionnaire qui se donne pour but de faire, lorsque les conditions de la lutte de classes le permettent de nouveau, que la classe ouvrière dise NON au système capitaliste et à son état, autrement que par un bulletin de vote.

Le 20 décembre 1960.

LA RÉDACTION DE « LA VÉRITÉ ».

LÉON TROTSKY

7 NOVEMBRE 1879 — 20 AOUT 1940

IL y a vingt ans tombait, assassiné par Staline, l'homme qui, plus que tout autre, a su, au prix des plus grands sacrifices personnels, préserver, approfondir et enrichir l'incomparable héritage de la pensée de Marx, Engels et Lénine. Léon Trotsky, sous les coups les plus durs de l'adversité, tels que nul autre révolutionnaire n'en a jamais subis (1), se posait souvent à lui-même la question : Aurai-je le temps nécessaire pour transmettre à la nouvelle génération ce capital de pensée et d'expérience accumulé au cours des plus grands combats révolutionnaires ? Au vingtième anniversaire de sa mort, il est possible d'affirmer qu'aux principaux problèmes soulevés par le cours actuel de l'histoire, seul, le marxiste Léon Trotsky a été à même d'apporter des réponses satisfaisantes. C'est ainsi que les transformations structurelles subies par les pays de l'est européen après la guerre ne peuvent être correctement comprises qu'à partir des analyses de Léon Trotsky sur la nature de l'U.R.S.S., développées dans « *La Révolution trahie* », et dans les articles de fin 1939-début 1940 sur l'U.R.S.S. en guerre (2). Ces myopes petits bourgeois, consacrés penseurs, voire « chefs ouvriers », dont l'unique critère, pour juger de toutes choses, est la médiocre et très relative notion de leur réussite personnelle, sont toujours passés prudemment à côté de l'apport de Léon Trotsky à la théorie marxiste et à la pratique révolutionnaire qui lui est liée. Certes, ils ne se sont pas, eux, les ex-prix Staline (honteux), les voyageurs (intéressés) en U.R.S.S., aventurés à discuter des idées, préférant cyniquement légitimer les crimes de Staline au nom d'une prétendue efficacité historique. Certains d'entre eux se sont retrouvés avec d'ex-trotskyistes, qui prétendaient justifier ainsi leur abandon du programme de la Quatrième Internationale, pour faire l'exégèse d'un pronostic historique de Trotsky annonçant la transformation de la seconde guerre impérialiste en guerre civile (3). Ces réalistes, ex-trotskyistes ou non trotskystes, sous le prétexte que la révolution n'avait pas vaincu, au moins en occident, que le développement historique prenait des formes particulières — formes que Trotsky, en déclinant les prémisses dès 1940, avait intégrées dans l'analyse marxiste — concluaient que, le pronostic étant erroné, le programme devait être abandonné ! En adhérant

au mouvement ouvrier, en adoptant la phraséologie marxiste, ces gens prétendaient-ils trouver des valeurs « sûres », leur garantissant un rôle personnel à la mesure de leurs petites aspirations ? Constatons que le mouvement ouvrier a toujours connu, et à toute époque, cette sorte de « militants ». Du marxisme, ils n'ont compris ni la doctrine, ni la méthode. A propos d'un autre pronostic, Trotsky, dans son « *Journal d'exil* », notait :

« Les pronostics d'Engels sont toujours optimistes. Il n'est pas rare qu'ils devancent la marche réelle des événements. Peut-on concevoir, cependant, un pronostic historique qui, selon l'expression française, ne brûle pas quelques étapes intermédiaires ? En fin de compte, Engels a toujours raison. Ce qu'il dit dans ses lettres à Mme Vichniévsky de l'évolution de l'Angleterre et des Etats-Unis ne s'est pleinement confirmé que dans l'époque d'après guerre (4), quarante ou cinquante ans plus tard : mais à quel point confirmé ! Qui, parmi les grands hommes de la bourgeoisie, a prévu si peu que ce soit l'actuelle situation dans les pays anglosaxons ?... Quelle tête de bois faut-il qu'ils aient, tous ces Keynes, pour prétendre démentir les prévisions du marxisme ! »

L'instrument de pensée constitué par la méthode marxiste (la dialectique matérialiste) est inséparable de l'action révolutionnaire ; pensée et action sont supportées par une évolution historique qui met en mouvement des masses de centaines de millions d'êtres humains. Dans les périodes où les masses engagent le combat, cherchent à trouver le chemin de la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste, le marxisme est seul capable d'éclairer les objectifs du combat de classe (encore est-il indispensable qu'il s'incarne dans une organisation révolutionnaire). Dans ces époques de grandes luttes de classes, la méthode scientifique et révolutionnaire du marxisme, se fondant avec le mouvement des masses, est à même, non seulement d'ouvrir des perspectives, mais de fixer des délais ; de fixer l'objectif : la prise du pouvoir dans des délais relativement brefs. (Ce pronostic reste d'ailleurs alternatif : si les révolutionnaires laissent passer le rendez-vous fixé par l'histoire, ils seront rejetés loin en arrière.) Mais, dans les périodes où le prolétariat reflue, où les ouvriers ne voient pas d'issue révolutionnaire, où ils acceptent, contraints et forcés, de vivre dans les conditions habituelles d'exploitation imposées

(1) Ses quatre enfants, notamment, sont morts assassinés par Staline, ou victimes de ses persécutions.

(2) Il s'agit de la guerre avec la Finlande.

(3) Parmi ces ex-trotskyistes, certains rejoignent le réformisme de gauche ou de droite, d'autres les progressistes, quelques-uns, ouvertement ou honteusement, les staliniens ; tous considèrent que l'histoire est faite, non plus par l'action des masses exploitées, mais par les appareils bureaucratiques.

(4) Après la guerre de 1914-1918.

par la bourgeoisie et son état, le marxisme ne peut fusionner avec le mouvement des masses, dont il est l'expression consciente. L'avant-garde révolutionnaire, les marxistes, peuvent encore prévoir les grandes lignes du développement historique; mais ils sont réduits à ne former que de petits groupes (5), n'ayant pas d'influence directe sur la lutte des classes, dans laquelle le prolétariat recule. Le ressort de l'action révolutionnaire faisant alors défaut, le marxisme et les marxistes ne peuvent que se préparer à la prochaine étape, où les masses, mobilisées objectivement par les conditions de leur existence en régime capitaliste, monteront spontanément à l'assaut du pouvoir.

C'est dans de telles périodes que les pronostics concernant les délais risquent de s'avérer erronés. Ainsi, ceux de Marx, Engels, Lénine et Trotsky ne peuvent-ils être appréciés valablement que dans et par l'analyse historique concrète. En 1906-1907, la première révolution russe était en plein reflux, mais le pouvoir tsariste ne s'était pas encore consolidé; toute la stratégie de Lénine restait axée vers la reprise de l'action des masses. Et, pour Lénine, un tel pronostic impliquait la tactique révolutionnaire la plus décidée: grèves de masse, manifestations de rues, insurrection armée. Lénine était « dans l'erreur »; la révolution reculait, le mouvement de masses se désintérait, la contre-révolution tenait bientôt le haut du pavé. A la fin de l'année 1907, il en tirait les conséquences:

« Une ère de contre-révolution est ouverte, déclare-t-il en décembre 1907, et elle durera quelque vingt ans, à moins que le tsarisme ne soit dans l'intervalle ébranlé par une guerre importante. »

Si les délais fixés par Lénine s'avèrent trop courts, la perspective historique tracée était correcte. Dès 1912, une nouvelle montée ouvrière s'amorce, qui sera stoppée par le déclenchement de la guerre. Pourtant, en janvier 1917, Lénine, dans une adresse à la jeunesse socialiste suisse, écrivait que, si sa génération ne vivait pas assez pour voir la seconde révolution russe, les jeunes, eux, verraient son triomphe.

Lénine était encore « dans l'erreur », cette fois en sens inverse. Quelques semaines passent et le tsarisme s'effondre sous les coups du mouvement spontané de dizaines de millions d'hommes, qui transforment la guerre impérialiste en guerre civile, selon le pronostic historique énoncé par Lénine dès septembre 1914. Quelques mois s'écoulent et, avec la fusion du mouvement des masses et de l'organisation marxiste, triomphe la révolution d'octobre.

(5) Les fameuses « chapelles », objet d'ironie pour tout bonze, — bonze, ou valet des bonzes — ceux-là même dont il faut constater que la direction par eux imprimée à leurs « grandes », moyennes ou insignifiantes organisations, a entraîné la classe ouvrière française à ce magnifique résultat: la défaite sans combat de mai 1958!

Ces références historiques permettent d'apprécier l'« erreur » de pronostic de Trotsky en 1940, analogue à celles commises par Lénine en 1906. La seconde guerre impérialiste a effectivement donné naissance à une crise révolutionnaire sans précédent, confirmant le pronostic historique de Léon Trotsky. La victoire de la révolution en Chine et au Viet-Nam, et, dans tous les territoires de l'Asie et de l'Afrique, une tempête révolutionnaire qui ne saurait s'arrêter aux frontières de l'indépendance politique (derrière lesquelles l'impérialisme mondial, aidé par la bureaucratie soviétique, cherche à camoufler ses positions financières, économiques et stratégiques): cette victoire, cette tempête révolutionnaire, ont jailli de la deuxième guerre mondiale. Si, en Europe, les appareils sociaux-démocrates et staliniens, élevant à une hauteur jamais atteinte dans le passé la trahison des intérêts du socialisme, ont pu contenir dans les cadres de l'ordre bourgeois la crise sociale née de la guerre, il reste que les faits ont confirmé l'analyse des forces sociales et la perspective formulées par Trotsky.

Le marxisme, expression et méthode scientifique de la révolution prolétarienne, ne s'accomplit que dans et par l'action de classe, arrivée à son plus haut niveau, dans la période précédant directement la prise du pouvoir. Les plus grands continuateurs de Marx: Lénine et Trotsky, ont dirigé un mouvement historique qui a vérifié les thèses du « Capital », non plus seulement par la confrontation avec le développement objectif de l'économie capitaliste, mais par l'action révolutionnaire, à l'échelle du premier état ouvrier. En même temps, dans la lutte de classes précédant la révolution d'octobre et culminant avec elle, Lénine et Trotsky ont incomparablement appliqué la méthode marxiste (stratégie et tactique), permettant une prévision correcte de la marche concrète des événements. C'est uniquement en ayant à l'esprit ce fait, que les pronostics marxistes du rythme des événements n'acquiescent de certitude que dans et par l'action révolutionnaire, que l'on peut comprendre la signification et la limite des « erreurs » de pronostic, que l'on trouve aussi bien chez Marx et Engels que chez Lénine et Trotsky.

Ainsi, un petit nombre d'années s'est écoulé depuis la mort de Staline, et toutes les immenses ressources de l'appareil n'ont pu empêcher la « personnalité » de Staline d'apparaître sous son véritable jour, comme « la plus sinistre figure de l'histoire ». Pour les besoins spécifiques de la défense des intérêts de la bureaucratie, Khrouchtchev dénonce lui-même les « erreurs et crimes de Staline », ce qui ne l'empêche nullement d'utiliser, contre la révolution hongroise des conseils ouvriers, les méthodes que son maître lui a enseignées. Le mouvement même de l'histoire commence, parallèlement, à donner à l'héroïque figure de Léon Trotsky son ampleur réelle, comparable à celle de Marx, d'Engels et de Lénine. Plus important encore est le fait que « le vrai, le profond tournant », que Trotsky, dans les dernières années de sa vie, n'attendait plus de son vivant, s'est amorcé: les générations nouvelles s'avancent, in-

tinctivement, dans la voie du trotskysme. Sans rien connaître, ou presque, de son œuvre, les travailleurs hongrois, contre la bureaucratie, ont combattu avec les mots d'ordre de Léon Trotsky. Au Japon, de gigantesques combats de classes, est émergé le programme de la Quatrième Internationale. Bien qu'ils s'en défendent avec acharnement, et quelle qu'en soit l'issue, les communistes chinois ne peuvent mener la bataille contre la politique de « *coexistence pacifique* » qu'en y opposant partiellement la stratégie marxiste de la révolution permanente, attachée au nom de Léon Trotsky.

Il serait pourtant erroné de conclure que la voie est déblayée et que, rapidement, à l'échelle des masses, s'opérera la fusion organique de la lutte des classes du prolétariat international avec cette expression la plus achevée du marxisme de notre époque qu'est le programme trotskyste ; car, dans les grands pays occidentaux dont le poids reste décisif, le prolétariat n'a pu encore secouer la tutelle des appareils contre-révolutionnaires. Il reste qu'à travers son incarnation suprême, Staline, l'appareil international du Kremlin a été profondément ébranlé, tandis que, dans un secteur d'avant-garde, la Hongrie, le pouvoir de la bureaucratie a été, à l'échelle de millions d'hommes, ouvertement défié au nom du programme de la révolution politique (6). Réduire la portée de la bataille politique, engagée par Trotsky au nom du bolchévisme contre la caste bureaucratique, à un différend d'ordre personnel, voilà le dernier retranchement auquel sont acculés les réalistes de tout acabit, qui, après avoir couvert les crimes des fossoyeurs de la révolution d'octobre, n'osent plus assumer directement la défense de Staline.

Les médiocres combinards, littérateurs, journalistes, « sociologues » du C.N.R.S. et politiciens de toutes tendances sont incapables de comprendre l'essence révolutionnaire du marxisme qui, seule, permet d'analyser correctement le rôle des individus dans l'histoire. La fonction objective de ces personnages consiste à camoufler sous de nobles hardes la réalité de l'exploitation de classe, à prêcher, derrière un prétendu socialisme moderne, la passivité aux masses, à habiller de brillantes couleurs « démocratiques » la politique de la bourgeoisie. Ils sont évidemment obligés de rechercher l'explication des phénomènes historiques ailleurs que dans l'analyse marxiste, qui ne saurait donner la moindre justification à leur comportement personnel ; d'où le subjectivisme forcené caractérisant ces « personnalités » — comme ils se nomment eux-mêmes — qui s'efforcent de rabaisser au niveau des mesquines préoccupations de « réussite », qui sont les leurs, les grandes questions historiques. Le marxiste conséquent qu'était Léon Trotsky repoussait avec dédain cette explication du combat politique engagé dès 1923 contre Staline. Il n'est pas inutile de rappeler la réponse faite par Léon

(6) C'est-à-dire d'une révolution qui, détruisant de fond en comble l'appareil de la bureaucratie, préserve la nationalisation de l'industrie, instaure la démocratie socialiste des conseils ouvriers, et place l'économie sous le contrôle des masses travailleuses.

Trotsky, à Coyoacan, à une journaliste française qui lui posait l'inévitable question : « *Comment se fait-il que vous, commissaire du peuple à la guerre, ayez perdu le pouvoir ?* » Pour le marxiste Trotsky, le pouvoir n'était pas destiné à la satisfaction personnelle de ceux qui l'exercent ; il servait au prolétariat pour l'accomplissement de sa mission historique ; construire le socialisme. Trotsky aurait pu effectivement « *conserver le pouvoir* », en organisant un coup d'état militaire en 1924, mais, dès lors, c'est Trotsky et non Staline qui

« aurait mené la lutte pour la concentration du pouvoir aux mains de la bureaucratie, qui avait fini par se constituer (en) un milieu tout à fait particulier et indépendant, pour en évincer l'opposition, tandis que nous, nous menions la lutte pour les intérêts de la révolution internationale, nous dressant ainsi contre le conservatisme de la bureaucratie, contre ses aspirations à la tranquillité, au confort. Etant donné le déclin prolongé de la révolution mondiale, la victoire de la bureaucratie et par conséquent de Staline était déterminée à l'avance. Le résultat que les badauds et les sots attribuent à la force personnelle de Staline, ou tout au moins à son extraordinaire habileté, était profondément enraciné dans la dynamique des forces historiques. Staline n'a été que l'expression à demi inconsciente du chapitre deux de la révolution, son lendemain d'ivresse ».

Ceux pour qui l'histoire n'est qu'un vaste décor où s'affrontent des « héros » ne verront dans ces lignes qu'une explication de circonstance. Mais toute l'œuvre de Trotsky, la place qu'il a occupée dans les plus grandes événements historiques, sont là pour témoigner du contraire. L'homogénéité de la pensée et de l'action de Trotsky est si totale, qu'un même fil relie l'ensemble de sa vie et de son action militante, quelque place qu'il ait occupée : dans les prisons, en exil, président du Soviet de Pétrograd en 1905 et 1917, commissaire du peuple, ou pourchassé à travers la planète par Staline et la bourgeoisie mondiale. Ce fil, c'est la conception marxiste des rapports entre l'individu et les masses, la personnalité et l'histoire, le spontané et le conscient, qui lui a permis d'écrire dans son « journal d'exil » :

« Ce sauvage (Staline) a peur des idées, connaissant leur force explosive et sachant sa faiblesse devant elles. Il est assez intelligent, en même temps, pour comprendre qu'en ce moment je n'échangerais pas ma place pour la sienne : d'où cette psychologie d'homme piqué à vif. Mais si la vengeance n'a pas réussi sur un plan plus haut, et ne peut manifester plus réussir, il reste à chercher des compensations, en frappant de mesures policières ceux qui me sont proches. Il va de soi que Staline n'hésiterait pas une minute devant l'organisation d'un attentat contre moi. »

Ces lignes, écrites le 4 avril 1935, annonçaient le sort que Staline lui préparait ; tandis que, le 25 mai 1935, situant sa place dans la marche historique vers la révolution prolétarienne, Léon Trotsky écrivait :

« Aussi je ne peux pas dire que mon travail a été « irremplaçable » (7), même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot « irremplaçable ». Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération par-dessus la tête des chefs de la 2^e et de la 3^e Internationales, c'est une tâche qui n'a pas,

hormis moi, d'homme capable de la remplir. Il me faut au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage ».

Ces cinq années ont été données à Léon Trotsky. La méthode marxiste, qu'il possédait au plus haut point, lui a permis de disséquer les principaux problèmes de la crise historique de l'humanité. Les appareils continuent à manifester leur caractère profondément conservateur, les liens qui les unissent à l'ordre bourgeois. Une nouvelle génération se cherche. Aux questions qu'elle pose, le programme de transition de la Quatrième Internationale, pour l'essentiel, répond.

ANNEXE

Nul marxiste, comme Léon Trotsky, n'a réussi à analyser les problèmes posés par les rapports entre le spontané et le conscient, l'individu et les masses. Dans une page de son autobiographie, rédigée en 1930, Léon Trotsky écrit :

« Ce furent des journées extraordinaires dans la vie du pays, comme dans mon existence personnelle. La tension des passions sociales, ainsi que des forces individuelles, était arrivée au suprême degré. Les masses créaient une nouvelle époque, les dirigeants sentaient qu'ils marchaient les pas dans les pas avec l'histoire. En ces jours-là, des décisions furent prises, des ordres furent donnés, d'où dépendait le sort du peuple pour une longue période. Cependant, ces résolutions n'étaient presque pas débattues. J'éprouverais quelque gêne à dire qu'elles étaient pesées et méditées comme il sied. On improvisait. Cela n'en allait pas plus mal. La pression des événements était si puissante, les tâches étaient si claires, que les décisions les plus lourdes de responsabilité étaient prises sans aucune peine, comme en passant, comme quelque chose qui va de soi, et étaient acceptées de même. La voie à suivre était déterminée à l'avance. Il fallait seulement désigner chaque tâche par son nom ; il était inutile de démontrer ; il n'était presque plus nécessaire de lancer des appels. Sans hésitations, sans incertitudes, la masse s'emparait de ce qui lui était imposé par la situation. Sous le poids des événements les « leaders » formulaient simplement ce qui devait répondre aux besoins de la masse et aux exigences de l'histoire.

Le marxisme est à considérer comme l'expression consciente d'un processus historique inconscient. Mais le processus inconscient — au sens historico-philosophique et non psychologique — ne coïncide avec son expression consciente qu'en ses plus hauts sommets, lorsque la masse, par la poussée de ses forces élémentaires, force les portes de la

routine sociale, et donne une expression victorieuse aux plus profonds besoins de l'évolution historique. La conscience théorique la plus élevée que l'on a de l'époque fusionne en de tels moments avec l'action directe des couches les plus profondes, des masses opprimées les plus éloignées de toute théorie. La fusion créatrice du conscient avec l'inconscient est ce que l'on appelle d'ordinaire l'inspiration. La révolution est un moment exalté dans l'histoire.

Tout véritable écrivain connaît des moments de création où quelqu'un de plus fort lui guide la main.

Tout véritable orateur a connu des minutes où quelque chose de plus fort que lui ne l'était à ses heures ordinaires s'exprimait par ses lèvres. C'est cela l'« inspiration ». Elle naît d'une suprême tension créatrice de toutes les forces. L'inconscient remonte de sa profonde tanière et se subordonne le travail conscient de la pensée, se l'assimile dans une sorte d'unité supérieure.

Les heures où la tension des forces spirituelles est poussée à son plus haut degré s'emparent quelquefois de l'activité individuelle sous tous ses aspects, car elle est liée au mouvement des masses. Telles furent les journées d'Octobre pour les « leaders ». Les forces latentes de l'organisme, ses instincts profonds, tout le flair hérité de fauves ancêtres, tout cela se souleva, rompit les guichets de la routine psychique et — à côté des généralisations historico-philosophiques les plus élevées — se mit au service de la révolution.

Ces deux processus, celui des individus et celui des masses, étaient basés sur une combinaison du conscient avec l'inconscient, de l'instinct, qui donne du ressort à la volonté, avec les plus hautes généralisations de l'esprit.

Extérieurement, cela n'avait pas du tout l'air pathétique : des hommes circulaient, las, affamés, non lavés, les yeux enflammés, les joues hérissées de poils parce qu'ils ne s'étaient pas rasés ».

(7) Dans les lignes précédentes, Léon Trotsky indique que, même sans lui, Lénine étant à la direction, la révolution d'octobre eût été victorieuse.

Les Journées de Juin 1960 au Japon

« L'ÈRE des troubles n'est pas close au Japon. » Telle était la conclusion d'un journaliste américain, après les événements du 18 juin et de la nuit du 18 au 19. De fait, les problèmes qui étaient à l'origine de la mobilisation des masses n'ont pas reçu de solution. Sous une forme ou une autre, un peu plus tôt ou un peu plus tard, les classes ennemies s'affronteront de nouveau. Certes, la bourgeoisie, en violation de toutes les règles de son propre régime parlementaire, a pu,

derrière le dos du peuple, procéder à la ratification du pacte de sécurité avec les Etats-Unis. Le Sénat de Washington l'a adopté le 22 juin, par 90 voix contre 2. Le chef du gouvernement de Tokyo, Kishi, a démissionné, et un nouveau gouvernement bourgeois lui a succédé. Mais l'essentiel demeure : au cours des journées de juin, les travailleurs japonais ont hissé leur lutte à un tel niveau que la prise du pouvoir était à leur portée.

Le prolétariat, la jeunesse ouvrière, les étudiants ont dû reculer. Les forces de répression de l'état bourgeois s'étaient pourtant avérées impuissantes à s'opposer à la marée montante des masses. Mais, comme nous le verrons, ce sont les chefs des partis ouvriers, partis socialistes de gauche et de droite et parti communiste, qui ont imposé le recul. Néanmoins, travailleurs et étudiants japonais ont conservé intact un potentiel de combat énorme, qui continua à s'affirmer, après les journées décisives des 18 et 19 juin, en des manifestations d'une puissance extrême. Le 22 juin, la grève générale décidée par le Sohyo (la plus importante centrale syndicale) était unanimement suivie, et la manifestation devant la diète, organisée par la fédération des étudiants Zengakuren, rassemblait par dizaines de milliers ouvriers et étudiants. Les grèves revendicatives se sont durcies ; les mineurs se sont battus contre la police pour la défense de puits menacés de fermeture. La bourgeoisie, d'une manière ou de l'autre, cherchera à infliger au prolétariat des coups plus décisifs.

Une nouvelle étape s'est ouverte, d'une durée imprévisible. La classe ouvrière parviendra-t-elle, au cours de nouvelles actions spontanées d'une ampleur encore accrue, à déborder les appareils bureaucratiques qui refusent d'engager la lutte pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie ? L'avant-garde révolutionnaire, regroupée dans la Ligue des Communistes Révolutionnaires Japonais (trotskystes), se renforcera-t-elle suffisamment pour être à même d'ouvrir une issue révolutionnaire aux actions spontanées des masses ? Telles sont les questions auxquelles cette nouvelle étape devra répondre.

Une chose du moins n'est guère douteuse : les dirigeants réformistes et staliniens persistent à s'adapter au régime bourgeois. C'est ainsi qu'au len-

demain de la ratification du pacte, le parti socialiste de gauche, dans un communiqué daté du 22 juin, affirmait : « Nous ne reconnaitrons pas le traité ni le gouvernement libéral. » Fortes paroles ! Mais, le 28 juin, le secrétaire général du parti socialiste de gauche, Saburo Eda, déclarait déjà que « son parti luttera pour amender le pacte ». Ce qui, en clair, signifie que ce parti accepte le principe de l'alliance militaire avec les Etats-Unis, contre laquelle, par millions, les travailleurs japonais se sont levés.

Le même parti socialiste de gauche déclarait, le 23 juin, aussitôt après que Kishi eût annoncé son intention de démissionner prochainement :

« La décision du premier ministre est logique, mais insuffisante. Le parti demande la dissolution immédiate de la diète et l'organisation de nouvelles élections. En attendant de nouvelles élections, les socialistes estiment que le gouvernement ne doit pas être monopolisé par le parti libéral démocrate. Un gouvernement de transition doit être formé. »

Un tel gouvernement de « transition », qui ne serait pas « monopolisé » par le parti libéral démocrate, serait, de toute évidence, un gouvernement de coalition entre ce parti bourgeois et les partis ouvriers. Donc, au moment même où la bourgeoisie réorganisait ses forces en vue d'assurer la « défense de l'ordre » contre les travailleurs, les dirigeants socialistes prêchaient la conciliation des classes... Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls : après avoir interviewé le député communiste Shiga Yoshio et le dirigeant socialiste Suzuki Mnosaburo, le journaliste A. Raynaut pouvait écrire (« France-Soir » du 24 juin) :

« Ce qui ressort de ces conversations, c'est que les socialistes et les communistes sont maintenant

avant tout tournés vers les prochaines élections. « Notre implantation en province est mauvaise », me dit M. Susuki ; « c'est pour cela qu'il faut faire venir la province à nous au moyen de slogans de base. Si des élections se faisaient ces jours-ci, j'estime que le parti socialiste pourrait gagner près de 30 sièges, mais les élections n'auront lieu qu'en octobre, quand les paysans seront riches de la nouvelle récolte. Shiga espère qu'elles auront lieu en juillet, avant les travaux des champs. D'ici là, il faut décentraliser l'action du parti communiste. C'est pour cela que les grèves des trains sont essentielles. Elles ont mieux marché que lors de la grève précédente et beaucoup mieux que lors de celle du 4 juin. »

Ainsi, pour le dirigeant du parti communiste japonais, les grèves sont essentielles... parce qu'elles peuvent faire gagner des voix aux élections ! Pour les marxistes, les élections peuvent constituer un thermomètre utile pour apprécier le rapport des forces entre les classes et les campagnes électorales, comme la tribune parlementaire un moyen efficace de s'adresser aux masses. Mais campagnes électorales et activité parlementaire restent subordonnées à l'organisation et au développement des actions de masse, qui sont l'essentiel. Pour les réformistes et les staliniens, au contraire, les grèves sont subordonnées aux élections.

En fait, comme nous le verrons en détail un peu plus loin, ces dernières années, au Japon, le thermomètre électoral était en hausse : la progression des voix ouvrières indiquait que le rapport des forces évoluait en faveur des travailleurs. Mais c'est dans les grèves que les masses ouvrières et paysannes ont trouvé les formes d'organisation propres à leurs luttes. Lorsque les grèves en vinrent à mobiliser de larges masses, à l'échelle du pays tout entier, elles prirent un sens nou-

veut : elles signifiaient désormais que le prolétariat s'engageait dans une lutte de classe (« une lutte politique », écrivait déjà Marx et Engels en 1847, dans le « Manifeste communiste ») pour le pouvoir contre la bourgeoisie et son état.

Les staliniens, après les événements révolutionnaires de juin, proposèrent aux prolétaires japonais de fractionner leur mouvement général en des grèves locales, prétendant assurer ainsi une hypothétique victoire électorale (1) qui, même si elle devenait réalité, n'aboutirait qu'à la constitution d'un gouvernement de collaboration des classes, laissant intactes les bases de l'exploitation de classe et de l'état bourgeois — à moins, naturellement, que les masses, par leur action extra-parlementaire, n'y fassent obstacle. Les

staliniens comprenaient parfaitement l'enjeu des batailles à venir. Ils eurent donc recours à leurs habituelles méthodes de calomnies contre les révolutionnaires. Le 23 juin, les staliniens accusaient la majorité de la Zengakuren (l'organisation révolutionnaire des étudiants) d'avoir escamoté les millions de yens collectés dans la population pour venir en aide aux étudiants blessés dans les bagarres contre la police. Après la publication de ces accusations infâmes, plusieurs centaines d'étudiants se rendirent au siège du parti communiste japonais pour y demander des comptes aux dirigeants staliniens. Ceux-ci n'avaient nulle intention d'en rendre : une bagarre s'ensuivit. Nul doute que les révolutionnaires n'aient eu raison. Le temps doit être fini, où les staliniens pouvaient calomnier, sans le moindre risque, leurs adversaires révolutionnaires.

Mais le fait est là. Au lieu de diriger leurs coups contre la bourgeoisie, les staliniens, toujours et partout, lorsqu'ils en ont la possibilité, les dirigent contre les révolutionnaires et contre les masses ouvrières dont ceux-ci expriment les aspirations. En cela, ils restent tout à fait fidèles aux enseignements de Staline. L'ère khrouchtchevienne — la révolution hongroise l'atteste — n'a rien changé à ces méthodes.

Le même jour, « Akahata », le quotidien du P.C. japonais, imputait aux trotskystes la responsabilité du meurtre par la police de l'étudiante Michiko Kamba (dont le P.C. japonais boycotta les funérailles, alléguant sa tendance trotskyste) (2), « parce que les trotskystes ont provoqué les policiers en lançant, le 15 juin, leur sanglant assaut contre la diète ».

Les forces politiques en présence

Le tonnerre des explosions nucléaires de Nagasaki et d'Hiroshima, qui mirent fin à la seconde guerre mondiale, puis l'occupation américaine qui s'ensuivit, plongèrent le peuple japonais dans la prostration. L'interdiction, le 1^{er} février 1947, par le proconsul MacArthur, d'une grève générale décidée par les syndicats caractérise suffisamment la nature de l'occupation américaine. Dans cet article, nous suivrons l'évolution politique du Japon, à travers certaines de ses manifestations, depuis 1949, c'est-à-dire à peu près depuis le moment où les organisations politiques, expression des forces sociales en lutte, prennent la physionomie que, pour l'essentiel, elles ont conservé jusqu'à ce jour.

✱

M. Hirotatsu Fujiwara, professeur de sciences politiques à l'université Meiji (Tokio), « est un spécialiste des plus connus en matière d'élections ». Une récente étude de ce savant professeur fournit un certain nombre d'indications sur les forces électorales des

divers partis au Japon. Des précisions sont ici nécessaires quant à la manière d'utiliser les statistiques. M. Hirotatsu Fujiwara est acquis aux « méthodes de la sociologie moderne », chères à ses savants collègues de la Sorbonne, MM. Duverger, Vedel et autres maîtres à penser de la gauche française. Par exemple, utilisant un sondage effectué par un quelconque institut de l'opinion publique, notre professeur tire cette conclusion définitive :

« La tendance générale est donc, chez les jeunes, une nette confiance dans le régime parlementaire et dans la stabilité politique. Les jeunes gens sont ainsi assez conservateurs. »

Le très-savant professeur rédigeait son étude vers la fin de l'année 1959. Il ne pouvait raisonnablement se douter qu'à peine cinq mois s'écouleraient avant que la jeunesse ouvrière et estudiantine de Tokio, agissant en avant-garde de la classe ouvrière japonaise, ne se lance à l'assaut du parlement aux accents de l'Internationale, et aux cris de « A bas la diète corrompue et pourrie ! »

Aussi bien apportait-il à son analyse cette conclusion — qui sera cruellement démentie par les faits :

« De toutes façons, on ne décèle pas dans le Japon actuel de tendance révolutionnaire générale. Certes, la lutte politique est vive et les mouvements de revendications sociales prennent parfois une ampleur et une force considérable. Mais les fondements de la constitution, la légitimité du régime, ne sont mis en cause ni par la droite, ni par la gauche. »

Ces mots ont été écrits, répétons-le, fin 1959... Le crétinisme parlementaire est la maladie la plus courante chez les « théoriciens » de la « gauche », qu'ils soient libéraux, réformistes ou staliniens. Laissons-les à leurs élucubrations...

La classe ouvrière japonaise vote à raison de 66,2 % pour le parti socialiste et de 75,4 % pour les partis ouvriers. Illusions parlementaires ? Le sens de ce vote est, à notre avis, correctement défini par ce commentaire :

« Si 75,4 % des ouvriers votent pour les partis ouvriers, ils n'ont que peu d'illusions sur les conséquences d'une éventuelle victoire ouvrière. Leurs votes sont essentiellement déterminés par le sentiment de classe et l'esprit de corps qui animent les syndicats auxquels ils appartiennent. »

Les élections ne traduisent que d'une façon déformée les aspirations de la classe ouvrière. C'est un fait. Mais l'analyse des résultats électoraux fournit néanmoins une indication du sens dans lequel évoluent les masses. Pour comprendre ce qui suit, quelques explications sont nécessaires.

Depuis 1949, le Japon a connu cinq consultations électorales pour le renouvellement de la diète (chambre des députés). Une scission au sein du parti

(1) Même du point de vue électoral, cette tactique ne vaut d'ailleurs rien. Le thermomètre électoral reflète, quoique imparfaitement et avec retard, l'évolution du rapport des forces : un mouvement d'ensemble, de nature à démontrer aux éléments hésitants, notamment aux « classes moyennes », que, cette fois, la classe ouvrière est décidée à aller jusqu'au bout, contribuera à rallier les classes moyennes sous le drapeau du prolétariat — y compris dans le domaine électoral, si tant est que la question se pose encore. Au contraire, le freinage de l'action des masses, sous le prétexte de ne pas effrayer les classes moyennes, convainc les éléments hésitants qu'il ne s'agit, cette fois encore, que de bavardages, et les rejette sur leurs positions traditionnelles conservatrices. Mais, à vrai dire, l'essentiel pour les staliniens n'est pas tant de gagner les élections que de freiner le mouvement des masses !

(2) Plusieurs milliers d'étudiants, de professeurs et de syndiqués ont suivi les funérailles de Michiko Kamba en dépit du boycott décidé par le P.C. japonais. Le président du parti socialiste Irrejiro Asanuma a catégoriquement déclaré que les policiers étaient coupables du meurtre de Michiko Kamba. Par ailleurs, son père, le professeur Toshio Kamba, a déclaré, en réponse à ceux, dont les staliniens, qui dénégèrent le caractère politique des funérailles : « Je n'ai aucune objection contre. Après tout, elle est morte en combattant contre certaines choses : contre la visite du président Eisenhower, pour l'élimination du gouvernement Kishi et contre le traité militaire que ce dernier veut imposer antidémocratiquement au Japon. Et je sens que son âme serait heureuse de savoir que sa mort, servant son combat, est ainsi utilisée ».

socialiste, uni aux élections de janvier 1949, le divisa en deux formations : le Parti Social-démocrate (parti socialiste de droite), et le Parti Socialiste de Gauche. Réunifié le 13 octobre 1955, le Parti Socialiste s'est à nouveau scindé au début de l'année 1960.

Du côté de la bourgeoisie, alors que plusieurs formations présentaient des listes jusqu'aux élections de février 1955, un regroupement s'est effectué après cette date, sous l'impulsion de la haute bourgeoisie, dans un grand parti : le Parti Libéral Démocrate, qui rassemble l'essentiel des forces politiques bourgeoises.

Le tableau ci-dessous donne les résultats, de 1949 à 1958, des élections

à la diète (de 1949 à 1955, nous avons totalisé les voix qui se sont portées sur le parti libéral et sur le parti démocrate, en plaçant entre parenthèses, sous l'étiquette « conservateurs », le montant des suffrages recueillis par tous les partis bourgeois ; de même, est indiqué entre parenthèses le total des voix des partis ouvriers, y compris le Parti Travailleuse Agricole, qui — comme le parti socialiste — bénéficie en partie de l'appui des syndicats).

L'accroissement constant des voix ouvrières est manifeste. Si l'on néglige, pour le moment, le P.C. japonais, les voix recueillies par le parti socialiste, toutes tendances réunies, passent de 4.129.794, en janvier 1949, à 13.093.993 en mai 1958. En janvier 1949, le parti

socialiste a recueilli un minimum de suffrages, payant ainsi sa politique de participation au gouvernement bourgeois. Il est dans l'opposition depuis. D'autre part, la répartition des voix entre les tendances de droite et de gauche du parti socialiste marque un constant progrès en faveur de cette dernière.

A l'autre pôle, le parti libéral-démocrate, après la disparition du parti bourgeois réformiste, qui avait recueilli en septembre 1952 6.429.450 voix, et en avril 1953 6.186.232, atteint un maximum en février 1955. Aux élections de mai 1958, il perdra quelques centaines de milliers de suffrages ; et cette régression relative des voix bourgeoises a lieu au moment où le nombre d'élec-

ELECTIONS A LA DIETE

	Janvier 1949	Septembre 1952	Avril 1953	Février 1955	Mai 1958
Parti Libéral Démocrate	13.420.269	16.938.221	16.531.116	23.385.501	22.976.846
(Conservateurs)	19.260.000	23.370.000	22.700.000	23.385.501	
Parti Socialiste	4.129.794				13.093.993
• Socialiste de droite		4.108.274	4.677.833	5.129.594	
• Socialiste de gauche		3.398.597	4.516.715	5.683.312	
Parti Communiste	2.984.780	896.765	655.990	733.121	1.012.035
(Partis ouvriers)	8.110.000	8.660.000	10.210.000	11.903.638	14.106.028
Total des suffrages	30.592.519	35.336.705	34.602.445	37.014.837	39.751.661

teurs s'accroît de 2.736.824. Le parti socialiste recueille 2.281.087 suffrages supplémentaires, et le parti communiste 278.914. Ce qui prouve que les jeunes générations se tournent vers les partis ouvriers, tandis que des couches de la paysannerie amorcent un tournant vers la gauche. On lit dans l'étude déjà citée :

« On commence à sentir nettement que des votes progressistes émanent des paysans et des pêcheurs. »

La poussée à gauche s'accroît lors des élections sénatoriales de juillet 1959, qui voit le pourcentage des voix ouvrières passer de 32,2 % (élections à la diète de février 1955) à 37,3 %.

Il est à signaler que, lors de ces élections sénatoriales, une organisation

cléricalo-réactionnaire, le Soko Gakukai, obtiendra un succès notable (six élus). Cette organisation bouddhiste, qui entre dans l'arène politique, est prise très au sérieux par la bourgeoisie, puisque le président du conseil Kishi lui enverra un message et assistera aux obsèques de l'un de ses chefs. Son programme et son organisation sont typiquement fascistes :

« Le but final de la vie est le bonheur, et le bonheur découle des activités créatrices de valeurs ; or, la création des trois valeurs : le profit, la bonté et la beauté, est rendue possible par la dévotion à nos enseignements... Le Soko Gakukai fait appel au sentiment public pour sauver le pays du chaos. Il est organisé en style militaire, à la base

l'escouade, 6 escouades forment une compagnie, 10 compagnies un district, 30 districts un chapitre régional, directement responsable devant le quartier général dont le siège est à Tokio. Cinq chapitres régionaux sont actuellement constitués. »

Ainsi, l'étude des résultats électoraux montre parfaitement la polarisation de la vie politique japonaise. La classe ouvrière se regroupe aux trois quarts autour des partis ouvriers, ainsi que la jeunesse ouvrière et étudiante, tandis que la paysannerie se tourne vers le prolétariat. La bourgeoisie, de son côté, consciente des limites du parlementarisme, amorce, afin d'endiguer la vague montante du prolétariat, de la jeunesse et de la paysannerie pauvre, un mouvement vers l'organisation de bandes fascistes.

Le mouvement ouvrier

La classe ouvrière japonaise est rassemblée essentiellement dans deux organisations syndicales, le Sohyo, centrale ouvrière liée au parti socialiste de gauche, avec 3 millions 500.000 adhérents, et le Zenro, lié au parti socialiste de droite (parti social-démocrate), avec 700.000 membres. L'aile droite du parti socialiste est, pour employer le vocabulaire européen, « atlantique », c'est-à-dire plus pro-américaine. Dans les luttes de juin 1960 les diri-

geants socialistes de droite, hier que participant au « conseil de lutte contre le pacte de sécurité américano-japonais », aux côtés du parti socialiste de gauche, du Sohyo, du Zenro et de la fédération des étudiants Zeagekuren, étaient toujours enclins à trouver un compromis avec Kishi (3).

Ce qui caractérise le mouvement ouvrier japonais c'est, avant tout, le rôle prépondérant des syndicats, qui con-

trôlent en fait les tendances socialistes :

« Ainsi, lors des élections générales pour le sénat (juillet 1959), les syndicats ont constitué des fonds électoraux extrêmement importants. Le syndicat des mineurs avait demandé une cotisation de 55 yens à ses 170.000 membres, soit 9.350.000 yens, le syndicat des cheminots a rassemblé 2.060.000 yens, le syndicat des postiers 1.440.000, etc., soit 849.200.000 yens pour tout le Sohyo.

Le Zenro avait recueilli 119.000.000 yens. Les syndicats soutenaient 81 candidats socialistes, 3 candidats travaillistes agricoles, 6 communistes et 4 indépendants. Dans les régions du Nord-Est et du Shikoku, sur 21 candidats recommandés par les syndicats, 18 étaient adhérents au Sohyo. Aucun candidat recommandé par des syndicats autres que le Sohyo n'a passé... Au scrutin régional (le mode de scrutin aux élections sénatoriales prévoit un vote national et un vote régional), le Sohyo recommandait 48 candidats et le Zenro 13 : 25 candidats du Sohyo et 4 du Zenro ont été élus. Le nombre total des voix obtenues par le Sohyo et le Zenro est le suivant :

« Sohyo :

Scrutin national 6.631.424 (23,2 %)
Scrutin régional 10.025.231 (33,8 %)

« Zenro :

Scrutin national 454.706 (1,6 %)
Scrutin régional 2.691.458 (9,1 %)

« Il est à noter que tous les candidats au scrutin régional soutenus par le Sohyo appartenaient au parti socialiste. Un député bourgeois libéral démocrate a pu dire, commentant les élections : "A Karragawa, à Kumamoto et à Yamaguchi (4), nous avons été battus, non par le P.S., mais par l'organisation du Kikioso (syndicat des instituteurs)."

« Pour les élections de 1958 à la diète, le Sohyo disposait de 225 millions de yens, le Zenro de 70 millions. Sur 183 candidats soutenus par le Sohyo, 133 socialistes et 1 indépendant ont été élus (73,2 % des députés socialistes). Le nombre des députés directement adhérents au Sohyo est passé de 45 à 49. Le Sohyo, qui, lors de la première scission socialiste, contrôlait 16 sièges de députés (adhérents ou non à la centrale), en dominait 89 lors des élections de février 1955.

(3) La « Neue Zürcher Zeitung » du 18-1-59 notait déjà que : « le président du parti socialiste Suzuki est inquiet de l'orientation de son aile gauche et du Sohyo ».

Dans le « New York Times » du 26 mai 1960, on lit :

« Un support inattendu au point de vue de Kishi vient d'être apporté par le président au parti social-démocrate, hier opposé au pacte : « l'opinion publique, dit M. Nishio, dans un discours, doit déterminer l'attitude du gouvernement ». Le vieux leader, âgé de 63 ans, met en garde contre l'erreur qu'il y aurait à croire que les explosions bruyantes de quelques-uns représentent la voix de la majorité. »

Le 15 juin (New York Times), « Noshio s'est volontairement joint au gouvernement pour souhaiter une chaleureuse bienvenue au président Eisenhower, quoique le parti social-démocrate soit également hostile au nouveau traité de sécurité américano-japonais ».

(4) Régions rurales.

« Une autre caractéristique du mouvement ouvrier japonais est la pratique de l'unité d'action ; ainsi, sur 127 candidats soutenus par le Zenro, 84 ont été élus aux élections de 1958 et, parmi ceux-ci, 53 étaient soutenus à la fois par le Sohyo et le Zenro. Fort heureusement, par ailleurs, cette unité d'action, ainsi qu'on le verra en juin 1960, n'est pas limitée à la lutte électorale. »

Ainsi, les deux tendances du parti socialiste, principalement leur aile gauche, sont contrôlées par les syndicats, principalement par la centrale de gauche Sohyo.

Le parti communiste japonais est largement minoritaire par rapport au parti socialiste. Aux dernières élections sénatoriales (juillet 1959), il a recueilli moins du 1/10 des voix socialistes. Mais il est à remarquer qu'après son effondrement d'avril 1953, le P.C. marque dans les élections une progression constante. Il est plus important encore, afin de comprendre la place du P.C. japonais dans la lutte des classes, de savoir que, dans ce pays, Staline n'a pu, comme par exemple en France, sélectionner trente ans d'affilée un appareil qui est entièrement sous la coupe de la bureaucratie russe et domine un parti plongeant profondément ses racines dans la classe ouvrière.

Au Japon, l'appareil stalinien, comparativement à l'appareil du P.C.F., n'en est encore qu'à sa période de formation. Il n'a pu empêcher la pression des masses de s'exprimer à l'intérieur de l'organisation du P.C. japonais et d'y provoquer de très âpres batailles politiques. S'il utilise les méthodes de calomnies et de liquidation des opposants, en usage chez les dirigeants staliniens du monde entier, il a obtenu dans ce domaine, pour le moment tout au moins, infiniment moins de résultats que l'appareil stalinien français. Au sein du parti communiste japonais, une véritable opposition livre bataille, avec son propre programme qu'elle oppose au programme stalinien.

Ces explications permettent de situer l'extrait ci-dessous d'une lettre envoyée au Parti Socialiste Ouvrier des Etats-Unis (S.W.P.) (5) par les dirigeants de l'organisation trotskyste japonaise : la Ligue des Communistes Révolutionnaires Japonais (L.C.R.J.) :

(5) Le S.W.P. est l'organisation qui combat sur le programme trotskyste aux Etats-Unis. Ses organes sont l'hebdomadaire « The Militant » et la revue théorique « International Socialist Review » qui a publié la lettre dont nous faisons état. Le S.W.P. s'est déclaré en accord politique avec le Comité international de la IV^e Internationale constitué par les trotskystes français, anglais, suisses et allemands après la rupture avec le Secrétariat International dirigé par Pablo, lorsque celui-ci, en 1952-54, abandonnant les thèses du programme élaboré par Trotsky, déclara que la bureaucratie stalinienne et ses agences

« Le groupe Yagogi rassemble les étudiants affiliés au P.C., au sein de la Zengakuren. Mais il a une attitude très critique à l'égard de la direction stalinienne. Avec le récent développement de l'influence du P.C. parmi les travailleurs, ce groupe est en progression. Mais, avec le développement de l'influence du P.C., grandit également le mécontentement dans ses organismes de base. C'est en raison de ce mécontentement que le P.C. a dû repousser son congrès. En effet, au dernier congrès, les dirigeants staliniens ont été incapables de faire adopter leur projet de programme face aux vigoureuses critiques de la base. Les étudiants communistes ont joué un rôle important dans cette bataille politique... »

« On s'attend à ce que la discussion du programme du parti se développe à l'intérieur du groupe Yagogi ; et la discussion la plus âpre aura lieu à propos de la politique de "coexistence pacifique". Nous étendons largement notre propagande parmi les étudiants, opposant la politique de la révolution socialiste internationale à la politique stalinienne de la coexistence pacifique. »

« L'opposition à l'intérieur du P.C. japonais a un grand écho sur les points suivants :

« 1^o Elle se prononce pour la révolution socialiste, tandis que les staliniens appellent à la lutte pour une révolution nationale d'émancipation démocratique (6) ;

« 2^o Elle met l'accent sur les luttes ouvrières contre le capitalisme monopolier, alors que les staliniens le mettent sur « la lutte contre le féodalisme » ;

« 3^o Elle cherche à développer son influence à l'intérieur du mouvement des masses, spécialement à l'intérieur du mouvement ouvrier, tandis que les staliniens concentrent leurs efforts sur l'appareil du parti.

nationales pouvaient être redressées. Les trotskystes japonais marquent leur volonté de raffermir leurs liens avec les trotskystes du monde entier ainsi qu'en témoigne le début de la lettre envoyée au S.W.P. : « Chers camarades, grands remerciements pour « The Militant » et « International Socialist Review ». Ils nous sont d'une grande aide pour notre travail, et sont utilisés spécialement pour éclairer nos jeunes recrues... »

(6) Le mot d'ordre de la révolution nationale démocratique est la traduction en langue japonaise de la tactique du Front Populaire par laquelle, en préconisant une alliance des classes contre la « réaction » (au Japon, contre le « féodalisme »), les staliniens ont étranglé la révolution espagnole et liquidé au profit de la bourgeoisie le juin 36 français, sans compter la crise révolutionnaire de 1944. C'est un mot d'ordre bourgeois répondant aux besoins de la bourgeoisie, et non à ceux du prolétariat.

« L'opposition a ses principales forces dans les secteurs ouvriers... (7). »

La configuration politique de la classe ouvrière japonaise nous donne donc le tableau suivant : un appareil réformiste divisé en deux courants, socialiste de droite et socialiste de gauche, et un appareil stalinien non encore parfaitement au point laissent encore aux ouvriers japonais de larges possibilités pour le développement d'actions spontanées. Sur le prolétariat japonais, sur la jeunesse, les appareils ne pèsent pas d'un poids si lourd qu'en France, par exemple. On ne peut malheureusement pas en conclure que les appareils seraient incapables de dévoyer le mouvement des masses au Japon.

La Ligue des Communistes Révolutionnaires Japonais (trotskyste) est encore une organisation minoritaire dans la classe ouvrière. L'importance du rôle joué par les trotskystes japonais dans les événements trouve son explication dans la fermeté d'une position basée, d'une part, sur le programme révolutionnaire de la IV^e Internationale, d'autre part, sur une juste orientation de pénétration dans la classe ouvrière. Les positions occupées par les trotskystes japonais et les difficultés de leur combat, avant les luttes de juin 1960, sont relatées brièvement dans la lettre déjà citée :

« La ligue des communistes révolutionnaires japonais (J.R.C.L.) s'accroît lentement, mais constamment. Notre organisation a activement participé à la manifestation ouvrière du 1^{er} mai, où 600.000 ouvriers ont défilé, à Tokio seulement. En commun avec les autres groupes de la fédération des étudiants Zengakuren, qui participe activement à la lutte contre le pacte de sécurité améri-

cano-japonais, nous avons participé à la manifestation, derrière notre grand drapeau rouge, sur lequel était écrit en lettres blanches : IV^e Internationale... »

« Beaucoup de nos adhérents sont des étudiants et des professeurs, la plupart anciens membres du parti communiste. Quoique le nombre de nos adhérents ouvriers (travailleurs d'usines) soit encore relativement faible, nous avons déjà des liens solides avec un certain nombre de syndicats.

« Sur notre politique envers les étudiants, voici rapidement la situation : au congrès national de la Zengakuren, en juin 1958, la ligue des communistes révolutionnaires du Japon, en accord avec la ligue communiste (un groupe centriste qui avait été exclu du P.C.) a expulsé les staliniens du bureau. Ce bloc a contrôlé la direction jusqu'à l'année dernière. Comme nous étions obligés de concentrer nos efforts d'agitation et de propagande sur le mouvement ouvrier, la ligue communiste parvint à nous enlever la direction. Cette année, afin de faire taire les critiques grandissantes des étudiants contre leur direction, les centristes, en violation de toutes les règles de la démocratie, démissionnèrent de leurs postes au comité exécutif de la Zengakuren huit de nos militants. Ils tinrent ensuite un congrès extraordinaire organisé par leur fraction et où, seule, leur fraction était représentée. Nous nous préparons à combattre, sur la plate-forme du rétablissement de la démocratie à l'intérieur de la Zengakuren, au prochain congrès annuel.

« La Zengakuren est donc actuellement divisée en trois groupes :

la ligue communiste, la ligue des communistes révolutionnaires du Japon et le groupe Yagogi affilié au P.C. »

Concernant l'orientation des trotskystes à l'égard de l'opposition du P.C., nos camarades écrivent :

« Fort heureusement, nous avons nous-mêmes des forces dans les syndicats et, par nos propositions de front unique dans la lutte des classes, nous étendons notre influence parmi les travailleurs et, en même temps, nous développons nos contacts avec l'opposition au sein du P.C. »

Ainsi, à la veille des actions révolutionnaires de juin 1960, la ligue des communistes révolutionnaires du Japon est une organisation, certes faible, mais occupant chez les étudiants une position qui a fait écrire dans la presse internationale que les trotskystes contrôlaient les 2/3 des étudiants affiliés à la Zengakuren (8) ; dans la classe ouvrière, les trotskystes ont des liaisons solides dans les syndicats et entretiennent des contacts grandissants avec l'opposition révolutionnaire intérieure au P.C.

Avec la ratification truquée du pacte nippo-américain, la situation au Japon devient explosive. L'existence d'une avant-garde révolutionnaire, dans le cadre de relations spécifiques entre la classe ouvrière et les appareils, telles que nous les avons analysées précédemment, deviendra, malgré sa faiblesse, un facteur capital ; l'avant-garde pourra offrir à la spontanéité de classe une issue, des objectifs, des mots d'ordre. Ce qui est, il est vrai, insuffisant pour abattre l'état bourgeois, mais a été néanmoins suffisant pour poser la question du pouvoir en termes d'action révolutionnaire.

Le pacte de sécurité cristallise la lutte

S'il n'avait tenu qu'aux directions réformistes et stalinienne japonaises, la lutte contre le pacte nippo-américain aurait, sans aucun doute, suivi le chemin insipide et inefficace des campagnes de signatures (appel de Stockholm, campagne contre le réarmement allemand, etc.). A l'image du pacte atlantique, ce pacte met à la disposition

des U.S.A. des bases militaires et stratégiques, de même qu'il leur confie des « responsabilités » dans le combat contre les « menaces de subversion interne » (c'est-à-dire contre les travailleurs japonais).

Les directions officielles de la classe ouvrière japonaise, comme leurs homo-

logues occidentaux, entendaient situer leur action dans le cadre exclusif du respect de la constitution et de la démocratie bourgeoise, donc sur le plan de l'électoratisme le plus plat.

Ainsi, après les élections de février 1955, le bureau du Sohyo déclarait :

« Ce succès (du parti socialiste de gauche, du parti socialiste démocrate de droite et du parti travailliste agricole) est celui de toute la classe ouvrière. Nous avons réussi à sauver la constitution. Mais le gouvernement reste entre les mains du grand capital. Le Sohyo devra combattre contre les réactionnaires. »

Après le succès ouvrier aux élections sénatoriales, le Sohyo, auquel 32 des 49 socialistes élus appartenaient, affirmait, dans une déclaration en date du 10 juillet 1958, ce qui suit :

(7) Un fossé sépare la politique de l'opposition du P.C. japonais de celle des différentes variantes d'oppositions bidons, qui prétendent sévir à l'intérieur du P.C.F. Au Japon, des militants révolutionnaires, intellectuels et ouvriers, s'efforcent de gagner à leur politique de lutte de classes les travailleurs communistes. En France, des intellectuels, sans aucun lien avec la classe ouvrière, pour qui cette dernière s'identifie avec l'appareil, et qui, pour la plupart, lorsqu'ils sont exclus du P.C.F., se réclament de la politique de coexistence pacifique (politique de collaboration de classes) de

Khrouchtchev contre le « sectarisme » de Thorez ; à peu près tous, enfin, se prononcent pour la politique bourgeois de l'autodétermination en Algérie proposée par de Gaulle. Au Japon, l'opposition dresse un programme ouvrier contre l'appareil. En France, les oppositions bidons capitulent devant l'appareil. La différence est énorme, elle trouve son explication dans l'histoire spécifique du développement des deux P.C. Ce qui, en tout cas, ne peut être une justification pour les diverses variétés d'oppositions en France.

« La campagne électorale avait pour but d'assurer le maintien de la constitution pacifique. Nous, Sohyo, avons conquis, avec la collaboration du peuple, le tiers des sièges, nécessaire pour empêcher la modification de la constitution. »

De même, les programmes électoraux du parti socialiste et du P.C. japonais, lors des élections à la diète de mai 1959, exprimaient une orientation réformiste et ne cherchaient nullement à remettre en question le régime capitaliste. Les objectifs des partis et syndicats ouvriers étaient uniquement parlementaires ; leurs ambitions se bornaient à l'éviction du gouvernement libéral démocrate, par les voies parlementaires s'entend. « Gérer loyalement l'état bourgeois », tandis que celui-ci continuera à préserver les intérêts de la classe dominante : cette formule tautologique de Léon Blum résume l'objectif suprême que fixent à leur « action » les dirigeants des partis et syndicats ouvriers au Japon.

Mais les masses populaires, les ouvriers, les jeunes, les paysans, qui évoluaient à gauche depuis plusieurs années,

cherchaient autre chose. Le regroupement qui s'opérait autour des partis et des syndicats ouvriers prenait, de fait, la signification du rassemblement de toute la classe ouvrière contre la classe bourgeoise organisée dans le parti libéral démocrate. Au Japon, comme dans tout autre pays, le vote classe contre classe signifie que le prolétariat, la jeunesse et les couches les plus pauvres de la paysannerie sont prêts à engager le combat contre la bourgeoisie ; un combat qui, par sa nature même, tend à déborder les cadres du régime parlementaire, à mobiliser les larges masses pour la destruction de l'état bourgeois.

Il est parfaitement compréhensible qu'au Japon, plus qu'ailleurs, la lutte contre le pacte ait cristallisé la volonté révolutionnaire des masses. Les horreurs de la bombe atomique sont une réalité toujours vivante pour un peuple qui supporte, dans sa chair et dans son sang, les suites des massacres d'Hiroshima et de Nagasaki, froidement perpétrés par ces mêmes impérialistes à qui les staliniens proposent la coexistence pacifique !

Le peuple japonais ne peut donc

Du 1^{er} au 19 Juin

Nous allons suivre au jour le jour, à travers les récits des correspondants de presse, le développement de la lutte des classes au Japon, dans la période où les masses, lancées à l'assaut du pouvoir, finiront par affronter directement, sans pourtant aboutir, le 18 juin. Avec le 19 juin, une nouvelle période s'ouvrira : le prolétariat, trahi par ses chefs, n'a pu balayer la « diète corrompue ». Les forces de la révolution et de la contre-révolution s'affronteront dès lors dans une toute autre situation.

1^{er} JUIN

Le secrétaire général de la fédération des étudiants (Zengakuren) formule ainsi les objectifs de son organisation :

« Nous sommes opposés à l'impérialisme américain, mais nous luttons fermement aussi contre les bureaucraties corrompues du Kremlin. Nous n'avons pas l'intention de donner un avantage au régime de Moscou. Il ne faut pas détourner l'attention du peuple de notre but principal : la

(8) Extrait d'un article sur les mouvements d'étudiants dans le monde entier paru dans *U.S. News and World Report* (numéro du 6 juin 1960) sous le titre : « Au Japon, des plus rouges que les plus rouges. »

La Zengakuren, la fédération nationale des associations autonomes d'étudiants, est derrière les troubles de Tokyo. Elle est contrôlée par un petit noyau de jeunes gens dont la plupart ont été exclus du parti communiste parce qu'ils sont trop radicaux.

démission du cabinet Kishi... Une grande manifestation non violente sera organisée à l'occasion de la venue d'Eisenhower. »

Si les révolutionnaires, le parti socialiste de gauche et le parti stalinien sont également opposés au pacte américano-japonais, la stratégie des trois organisations qui vont engager la bataille est profondément dissemblable. Le parti socialiste de gauche situe son action dans le cadre de la démocratie bourgeoise : le 6 juin, les députés socialistes, ayant démissionné en bloc de la diète, se réuniront en conférence extraordinaire. Pour les dirigeants du parti socialiste de gauche le but

« est de sauver notre patrie des crises qui mettent en danger la paix et la démocratie. Avant que le traité

Dans les dix dernières années, cette organisation a été accusée — ou créditée — d'être responsable des troubles du 1^{er} mai, d'avoir enfermé des professeurs d'université dans leurs bureaux, boycotté des examens, ravagé un restaurant à l'aéroport international de Tokyo, et assiégé des ministres à leur demeure et à leur bureau.

La Zengakuren est opposée aux expériences atomiques, aux bases américaines au Japon, et a fait récemment de l'agitation contre le traité d'assistance mutuelle américano-japonais.

Sur trente membres que compte son comité exécutif central, il y a 29 « trotskystes ». Ils sont opposés à la « coexistence pacifique », et veulent que les communistes déclenchent une révolution violente au Japon. Un seul des 30 a dominé suffisamment ses passions révolutionnaires pour rester membre du parti communiste... »

admettre de voir la lutte contre les préparatifs de la troisième guerre mondiale, préparatifs dont le pacte de sécurité est un élément, — se réduire à la mobilisation du stylo. Ce peuple est, de fait, plus perméable que tout autre peuple à l'idée que la lutte pour la paix exige les méthodes de la lutte des classes (grève générale, manifestations). Il est plus enclin que tout autre à comprendre que, pour empêcher la guerre, il faut s'attaquer aux causes de la guerre : au régime capitaliste.

Ainsi, à la veille des événements de juin 1960, le prolétariat japonais dispose d'organisations susceptibles d'exprimer ses aspirations spontanées. Il a imposé aux partis et aux syndicats un front unique, de la base au sommet : le conseil de lutte contre le pacte regroupe les deux partis socialistes, le parti communiste, le Sohyo, le Zenro et la Zengakuren. Il est prêt aux actions les plus radicales, dont l'avant-garde formulera clairement les méthodes et les objectifs. Tous les facteurs sont réunis pour que les appareils soient débordés et pour que l'action des masses se tourne contre le pouvoir bourgeois.

de sécurité n'entre en vigueur, il nous faut renverser le gouvernement Kishi pour rétablir la démocratie parlementaire. »

Quant aux dirigeants du parti stalinien, conformément au rôle qui leur est assigné dans le dispositif diplomatique du Kremlin, ils préconisent le front « antiméricain » avec la « bourgeoisie nationale ». Ainsi, deux de ces trois formations politiques, le parti socialiste de gauche et le parti stalinien, malgré tout ce qui les sépare, se placent l'une et l'autre sur le terrain du maintien de la démocratie bourgeoise, tandis que la troisième, qualifiée d'« extrémiste » par les impérialistes, les staliniens, et Kishi en personne, se verra accuser par ce dernier d'œuvrer à la « subversion » du régime parlementaire au Japon.

3 JUIN

Autour du parlement et de la résidence de Kishi, première manifestation : 50.000 étudiants et travailleurs répondent à l'appel de la Zengakuren. La manifestation, qui a pour mots d'ordre :

« A bas le pacte !
« Kishi, démission !
« Dissolution de la chambre ! »

se déroule sous le signe de l'esprit offensif des manifestants :

« Le gouvernement a mobilisé 25.000 policiers. Les manifestants prennent d'assaut deux camions de police ; celle-ci s'en était servie pour construire un barrage autour de la résidence du premier ministre. Bagarres : 120 étudiants bles-

sés, dont 35 gravement, 80 policiers blessés, dont 10 gravement. Les étudiants étaient porteurs de cannes de bambou acérées et s'étaient armés avec les matraques arrachées aux policiers. »

C'est toujours avec étonnement que les plumitifs au service de l'impérialisme constatent que la mobilisation des forces de répression ne parvient pas à faire échec à une action de masse, lorsque celle-ci répond aux aspirations profondes des travailleurs. Et pourtant, c'est un fait: chaque fois que les masses passent à l'offensive, si perfectionnée que soit l'arme de la répression, elle se désagrège à leur contact. La police japonaise est très perfectionnée et très bien armée, mais elle sera submergée par l'immense mouvement populaire, qui la démoralisera chaque jour davantage. Les raisons de sa relative impuissance sont de même nature

Le rôle d'avant-garde qu'ont joué récemment les étudiants dans toute une série de pays, dans les territoires contrôlés par l'impérialisme comme dans ceux contrôlés par la bureaucratie russe, mérite qu'on s'y arrête. Ce fut le cas en Pologne et en Hongrie, en 1955-1956, comme en Corée, en Turquie et au Japon ces derniers temps. La jeunesse sent qu'elle est dans une impasse. Dans les pays capitalistes, la survie du système basé sur la propriété privée des moyens de production barre la route au développement de la culture et de la civilisation; le haut du pavé y appartient à la réaction cléricale et à toutes les variétés d'obscurantisme: la seule perspective ouverte à la jeunesse, c'est celle de la guerre thermonucléaire. En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, le capitalisme a été exproprié, mais la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie, qui défend avec acharnement ses privilèges, se heurte aux aspirations des masses, et tout particulièrement de la jeunesse. Celle-ci n'attend qu'une occasion d'engager la lutte contre une bureaucratie conservatrice profondément corrompue, pour la liberté, pour l'égalité, pour que l'économie planifiée, bâtie grâce aux conquêtes d'octobre 1917, soit mise au service des besoins des masses.

D'autre part, les anciennes générations, qui ont subi les durs échecs du passé, hésitent à affronter de nouveau les forces de la réaction. Elles manifestent des tendances conservatrices, qui s'expriment en particulier dans le soutien qu'elles accordent aux vieilles organisations. La jeunesse, dans le monde entier, lorsqu'elle s'engage à son tour dans un processus de radicalisation combattante, secoue les vieux cadres et recherche les formes les plus actives de l'action révolutionnaire.

Il est vrai, toutefois, que si, en Corée du Sud, en Turquie et au Japon,

que celles qui ont interdit à Kishi d'avoir recours à l'armée: si celle-ci avait été jetée dans la mêlée, elle aurait sans aucun doute fraternisé avec les manifestants. Durant tout le mois de juin, d'ailleurs, travailleurs et étudiants japonais montèrent à l'assaut du gouvernement aux accents de l'Internationale, dont le couplet sur l'armée est particulièrement éloquent. Les journées de juin ont, une fois de plus, démontré que, si important soit-il, le problème de l'armement des forces en présence est toujours subordonné, dans la lutte des classes, aux problèmes politiques.

Pourquoi la Zengakuren a-t-elle organisé la manifestation du 3 juin? Les porte-parole de la fédération des étudiants l'expliquèrent aux manifestants:

« Nous devons occuper la résidence officielle du premier ministre,

afin d'encourager les ouvriers qui doivent déclencher demain la grève générale. » En effet, le Sohyo avait, sur les mêmes mots d'ordre, lancé un ordre de grève générale de 3 heures le 4 juin. Pour appuyer ce mouvement, il fallait contraindre la direction des chemins de fer japonais à renoncer à faire partir les trains, convaincre les cheminots de débrayer. Les manifestants, ouvriers syndiqués et étudiants, par milliers, se rassemblèrent dans les gares. A l'arrivée des derniers trains de la soirée, les manifestants « ont littéralement enlevé les conducteurs au nez des policiers et des hauts fonctionnaires des chemins de fer, et les ont entraînés dans les locaux du syndicat ». Dans la soirée, la direction des chemins de fer annonça qu'elle renonçait « à faire partir les trains de banlieue avant 7 h. 30 du matin ».

Etudiants et ouvriers

la jeunesse étudiante s'est trouvée à l'avant-garde de la lutte, dans les deux premiers pays elle n'a fait que frayer la voie à des modifications internes dans le système de gouvernement des classes dominantes. A Séoul, l'aile anti-Syngman Rhee de la bourgeoisie (une bourgeoisie dont le rôle de « compradore », c'est-à-dire de simple agent de transmission de l'impérialisme, est manifeste), à Ankara, l'armée, instrument politique de la bourgeoisie turque, se hissant sur les épaules des étudiants, ont pris le pouvoir.

A Tokio, le rôle des étudiants fut plus complexe. Dirigés par des révolutionnaires, les étudiants japonais ont été à l'avant-garde des combats: les objectifs anticapitalistes de la Zengakuren étaient en relation directe avec la capacité du prolétariat nippon d'avancer dans la voie de la lutte contre l'état bourgeois. Le développement de l'action des masses, au cours des journées de juin, porte la marque de la stratégie et de la tactique de la révolution socialiste, telles que le programme de la IV^e Internationale les formule. Et si, dans l'étape suivante, les profondes actions révolutionnaires engagées par le prolétariat et les étudiants ne se sont soldées que par un changement dans la superstructure politique, le peuple japonais le doit uniquement à la politique des appareils stalinien et réformistes.

En tout état de cause, là où la jeunesse a constitué le fer de lance de l'action des masses, elle n'a pourtant pas joué un rôle indépendant des classes en présence. Avant-garde du prolétariat nippon, ou frayant les voies à l'armée turque, à Ankara, à la fraction anti-Syngman Rhee de la bourgeoisie coréenne à Séoul, les mots d'ordre et les méthodes d'action de la jeunesse étudiante étaient marqués du sceau de

la classe ouvrière, dans le premier cas, de la bourgeoisie qui se préparait à usurper les résultats de leur action, dans les deux autres.

4 JUIN

La grève générale déclenchée par le Sohyo paralyse complètement le Japon durant 3 heures. Trois trains seulement ont pu arriver à Tokio, et aucun convoi n'a pu quitter la capitale. Des centaines d'étudiants et de cheminots en grève forment les piquets de grève.

Par dizaines de milliers, les manifestants ont défilé devant les grilles de l'ambassade des U.S.A., criant: « Ike, ne venez pas », « Evacuation des forces armées américaines », « L'armée américaine doit évacuer le Japon ». La manifestation est restée pacifique, mais, par son ampleur, elle est incontestablement la plus importante qui se soit déroulée à Tokio depuis des années. 3.000 étudiants et ouvriers se sont rassemblés à proximité de la diète et de la résidence du premier ministre, tandis que des milliers de manifestants se sont dirigés sur la gare... Commentant ces manifestations, un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis déclare: « Pour autant que je le sache, le président Eisenhower arrivera ici comme prévu. »

7 JUIN

Un représentant de la Zengakuren précise, dans une conférence de presse, les objectifs poursuivis par ses camarades dans le combat qui s'est engagé, et les méthodes qui seront utilisées:

« La Zengakuren s'engage à lutter de toutes ses forces contre la ratification du traité nippo-américain et la venue du président Eisenhower au Japon. A cet effet, plusieurs manifestations sont prévues, dont l'une,

le 11 juin, à l'occasion de l'arrivée à Tokio de M. James Hagerty, qui vient préparer la visite du président des États-Unis. Ainsi, le porte-parole Hagerty pourra dire à Eisenhower qu'il vaut mieux pour lui ne pas mettre les pieds au Japon. Une autre est prévue pour le 15. Nous nous proposons, ce jour-là, d'encercler le parlement et, le cas échéant, d'en occuper le siège. Si Eisenhower s'obstine à venir au Japon, malgré nos avertissements, nous mobiliserons encore plus le 19 juin et, si nécessaire, nous aurons recours à la violence pour empêcher sa visite. Nous châtierons l'empereur pour sa participation à cette manœuvre politique. » Comme on lui demandait quel genre de châtement il envisageait, le représentant de la Zengakuren a répondu imperturbablement : « Des châtements corporels pour l'empereur comme pour Eisenhower ».

Ce plan de bataille a été réalisé de bout en bout et, si l'empereur et Eisenhower n'ont pas subi les « châtements corporels » promis, c'est que le tout-puissant président des U.S.A. s'est finalement ravisé !

8 JUIN

« La Maison Blanche a annoncé, la nuit dernière, que le président Eisenhower n'avait pas l'intention d'annuler sa visite au Japon. » A

Tokio, Bin Akao, brillant défenseur des valeurs occidentales, chef du parti néo-fasciste japonais, le « Parti Patriotique du Grand Japon », annonce qu'il défendra le président Eisenhower jusqu'à la mort. Bin Akao s'était signalé en agitant un drapeau à croix gammée pour accueillir M. Adenauer à Tokio.

De même, M. Kishi, en guise de réponse à la Zengakuren, déclare que le gouvernement mobilisera 600.000 personnes pour accueillir le président Eisenhower le 19 juin. Mais, peu sûr de la popularité de Ike et de la sienne propre, il précise que 15.000 policiers veilleront à la sécurité personnelle du président ; 10.000 auxiliaires les aideront dans leur tâche.

9 JUIN

M. Kishi moralise : « Nous garantissons la sécurité personnelle du président pendant sa visite chez nous. Mais j'ai honte de penser qu'il y aura quelques mauvais plaisants qui organiseront des démonstrations et brandiront d'autres drapeaux que le drapeau américain et celui du soleil levant japonais. »

... Mais, subissant la pression des masses, le parti socialiste de gauche déclare qu'il est décidé « à recourir à la force, si besoin est, pour empêcher la ratification du traité par la diète ». Nous verrons com-

ment, lorsque, le 19 juin, le pouvoir bourgeois sera à la merci de 400.000 manifestants, les réformistes « de gauche » japonais oublieront leurs belles promesses et n'hésiteront pas à empêcher les masses de donner l'assaut au parlement et au gouvernement... ce qui aura d'ailleurs pour effet de permettre la ratification du pacte de sécurité !

En cette journée du 9 juin, les classes en présence ont mis en place leur dispositif de combat. La bourgeoisie, unie tout entière derrière son gouvernement, a mobilisé sa police, mais les troupes américaines ne quittent pas leurs bases. Le prolétariat est unanime derrière sa centrale syndicale, le Sokyo, avec, dans la bataille, toutes ses organisations : parti socialiste de gauche, parti stalinien, Zengakuren et Ligue des Communistes Révolutionnaires Japonais.

Kishi et le département d'état américain croient encore aux miracles. Ainsi, les cercles dirigeants de l'impérialisme, absolument imperméables aux lois qui gouvernent tout mouvement révolutionnaire véritablement populaire, continuent à espérer que le conservatisme social qui imprègne habituellement le prolétariat, lorsqu'il ne lutte pas, permettra de maintenir « l'ordre ». Par leurs illusions, le gouvernement, Kishi et le gouvernement américain ne feront qu'attiser le feu.

Avec la prise d'assaut de la diète, c'est le problème du pouvoir qui est posé

10 JUIN

M. James Hagerty, habitué à voir les hommes politiques de la bourgeoisie mondiale courber la tête devant l'impérialisme yankee, débarque tout pimpant ; il n'a aucune idée de ce qu'est une véritable action de masse échappant au contrôle des appareils. M. Hagerty est persuadé qu'au Japon il ne se trouvera en présence que des habituelles manœuvres de la bureaucratie russe, avec laquelle il a l'habitude de marchander la liquidation des mouvements de masse. Mais, pour le malheur des politiciens yankees, les masses japonaises en lutte ont échappé, au moins dans cette période, au contrôle du Kremlin. Hagerty va s'en rendre compte de visu.

Deux heures avant l'arrivée de l'avion transportant M. Hagerty, ouvriers et étudiants sont massés, par dizaines de milliers, à l'aéroport international de Tokio. Des bandes casquées et armées de bâton, appartenant au parti néo-fasciste, ont voulu prendre position pour saluer l'envoyé américain. Très rapidement, elles se sont volatilisées dans les bagarres qui les ont opposées aux manifestants ouvriers.

A 6 h. 35, l'avion se pose. L'ambassadeur des États-Unis à Tokio,

M. Douglas Mac Arthur, est venu attendre le porte-parole d'Eisenhower. A peine descendu de l'avion, M. Hagerty, qui a commencé à réagir l'ampleur du mouvement, se précipite dans la voiture de Mac Arthur, dans l'espoir de gagner le refuge de l'ambassade. La voiture ne peut même pas parvenir à la porte principale de l'aéroport. Elle a à peine parcouru quelques centaines de mètres qu'elle se trouve noyée dans la manifestation qui se déroule aux cris de « Hagerty, go home ! ». « Nous ne voulons pas d'Eisenhower ». La police, complètement dépassée, assiste impuissante à cette scène incroyable.

La police, infiniment plus au fait que tous les politiciens japonais et américains, s'était parfaitement rendue compte de ce qui allait arriver, car, lorsque M. Hagerty descendit de l'avion, « ils étaient si soucieux de le voir partir rapidement qu'ils le bousculèrent en l'entraînant vers la voiture, et faillirent même le faire tomber à plusieurs reprises ».

Mais la voiture doit s'arrêter, et « les manifestants se mettent à tambouriner de leurs poings sur la car-

rosserie, à briser les vitres, à peser sur le pare-choc et à grimper sur le toit, sans se soucier le moins du monde des policiers et des agents secrets américains présents ».

L'hélicoptère de la marine U.S., qui se présente pour procéder au sauvetage de M. Hagerty et Mac Arthur, ne pourra accomplir sa mission qu'après l'intervention d'un dirigeant de la Zengakuren, qui, monté sur le toit de la voiture de l'ambassadeur, harangue les manifestants.

La question vaut qu'on s'y arrête : pourquoi donc ceux que leurs adversaires qualifiaient d'extrémistes ont-ils empêché la violence populaire de s'exercer contre l'émissaire de l'impérialisme américain ? (9). La tactique préconisée par les révolutionnaires japonais découlait de leur conception stratégique d'ensemble. Leur tactique, comme leur stratégie, visait à la mobilisation révolutionnaire des masses japonaises contre l'état bourgeois japonais. Tel était le sens, tant de la menace de châtements corporels adressée aussi bien à l'empereur du Japon qu'au président des États-Unis, que du choix pour objectif, dans le cadre de la lutte contre le traité de sécurité, de la prise du parlement et de la résidence de Kishi.

La violence exercée exclusivement contre les « étrangers » allait, au contraire, dans le sens de la politique chauvine des staliniens, qui, préoccupés de réaliser les objectifs de la diplomatie russe, hostile au pacte de sécurité, ne voulaient pas moins, et par-dessus tout, préserver l'« ordre » capitaliste au Japon, faisant appel, à cette fin, à la soi-disant « bourgeoisie nationale » japonaise. C'est pourquoi, après avoir, pendant toute une étape, freiné le mouvement, ils s'y associèrent ensuite avec une phraséologie chauvine exclusivement contre les « yankees », tout en ménageant la « bourgeoisie nationale ».

Les staliniens mettent en toutes circonstances leur activité au service de la défense des privilèges de la bureaucratie russe. Et celle-ci sait que de nouvelles victoires révolutionnaires du prolétariat peuvent sonner le glas de son usurpation des conquêtes d'octobre. C'est ce qui explique que les divers P.C. qui lui sont soumis se rangent, toujours et partout, en période de crise révolutionnaire, du côté de l'ordre bourgeois. Cette fonction contre-révolutionnaire qui est la leur, ils peuvent la remplir, suivant les cas, en condamnant l'emploi de la violence ou, comme en France, en 1942-1943, en prenant la tête de la résistance ouvrière et paysanne à l'occupation nazie — pour mieux contribuer, en 1944-1945, à la restauration du pouvoir bourgeois. Ce qui détermine la nature d'une politique, ce n'est pas sa forme, violente ou non :

(9) L'hebdomadaire américain « Time », dans son numéro du 20 juin 1959, écrit : « Le peuple japonais n'a pas grand-chose à faire avec les foules bien entraînées de Tokyo. Leur direction, c'est la fédération des étudiants, la Zengakuren, qui prétend représenter la moitié des 677 000 étudiants japonais. Depuis la guerre, la Zengakuren a été dominée par les communistes, mais, après un premier mai particulièrement tapageur qui excita la colère de l'opinion publique japonaise contre eux, les rouges (entendez : les staliniens, N.D.L.R.) perdirent courage et annoncèrent qu'à l'avenir ils seraient « aimables ». Cette concession mit en fureur beaucoup de têtes chaudes Zengakuren, qui qualifièrent les communistes de « capitulards », et élurent à la direction un groupe de trotskystes déterminés, que l'on appelle maintenant la « fraction du courant principal ». Cette fraction va si loin politiquement qu'ils considèrent Khrouchchev comme « traître au prolétariat ». C'est pourquoi les étudiants communistes, par comparaison avec la fraction majoritaire, sont considérés comme des « modérés »... Pourtant, ce furent ces « modérés » communistes qui assiégèrent la voiture de Hagerty à l'aérodrome. »

« La direction de la Zengakuren est devenue extraordinairement efficace dans l'organisation de troubles, elle équipe de sifflets et de haut-parleurs des agitateurs sélectionnés pour diriger la foule, et les paye de un dollar à un dollar cinquante par jour pour leurs efforts. Les masses sont fournies par le Sohyo, une confédération de 22 syndicats de gauche avec 8 millions 500 000 membres, et le parti socialiste, qui a 15 millions d'électeurs. »

c'est là une question de circonstances, et la forme est subordonnée au contenu. Ce qui est décisif, c'est le contenu, le programme, les mots d'ordre : ont-ils pour objectif ultime de mobiliser les masses contre l'état bourgeois ou de les en détourner ?

Après avoir escaladé l'échelle de corde de l'hélicoptère, M. Hagerty n'est pas encore au bout de ses peines. A l'ambassade U.S., il devra faire face de nouveau à des milliers de manifestants. « Le secrétaire de presse du président réussit, néanmoins à se dérober à ses persécuteurs en pénétrant dans le bâtiment de l'ambassade par la porte de derrière. Rouge de colère, l'envoyé du président refuse de faire une quelconque déclaration aux journalistes. » Plusieurs heures après, M. Hagerty tient une conférence de presse à l'ambassade. Plusieurs milliers d'étudiants Zengakuren manifestent à proximité, et l'on a du mal à suivre les propos de l'éminent envoyé du président, dont la voix est couverte par les mots d'ordre : « Hagerty, téléphonez à Ike ! », « Nous remettons ça, Hagerty ! », et les accents de l'Internationale. Cette conférence de presse est du plus haut comique : des journalistes demandent à M. Hagerty si le président sera transporté en hélicoptère de l'aéroport à l'ambassade. Celui-ci rétorque : Il m'est impossible de répondre à cette question à l'heure actuelle. De toute façon, je ne pense pas que le Japon permettrait que le président se trouve dans une situation analogue. » M. Hagerty, à qui on ne peut rien cacher, déclare en outre que « des agitateurs professionnels ont dû préparer la manifestation qui l'a accueilli à l'aéroport, et souligne que les manifestants ont crevé les pneus de la voiture de l'ambassadeur en chantant (oh horreur !) l'Internationale. Ceci laisse penser, remarque-t-il, qu'ils ne se considèrent pas comme japonais. Cette manifestation, ajoute-t-il, ne reflète d'aucune manière les sentiments et l'attitude de la grande majorité du peuple japonais. »

« La grande majorité du peuple japonais », pour l'ambassadeur de Wall Street, c'est la racaille fasciste, chantant des chants patriotiques, ce sont les hommes du capital financier ; le peuple travailleur, ouvriers, paysans, étudiants qui veulent le socialisme et chantent l'Internationale, ne fait évidemment pas partie de cette majorité-là.

Cependant, à Washington, le jour se lève...

« Informé à son réveil des incidents qui se sont déroulés à Tokio, le président U.S. réaffirme son intention de se rendre au Japon le 19 juin, comme prévu, et déclare qu'il est heureux que tout se soit bien passé pour Hagerty... »

Mais, à la Maison Blanche, on commence à supputer les conséquen-

ces d'un ajournement du voyage, qui représenterait, dit-on dans l'entourage du président, une perte de prestige irréparable pour les Etats-Unis dans toute l'Asie, et pourrait même aboutir à l'écroulement du front anticommuniste dressé avec tant de peine dans le Pacifique. Ainsi, bien qu'Hagerty ait affirmé, au début de sa conférence de presse, que « rien ne sera changé au projet de visite du président », la manifestation populaire contraint, malgré leurs fanfaronnades, les impérialistes et leurs agents à regarder la réalité en face.

11 JUIN

Le « New York Herald Tribune » fulmine :

« Pas d'abdication devant la populace... » « Les émeutiers de Tokio, contrairement à ceux de la Corée du Sud et de la Turquie, ne peuvent pas honnêtement prétendre être soumis à l'arbitraire ou être privés de leurs droits démocratiques. Le voyage est trop important pour être à la merci d'un petit nombre d'extrémistes insensés. »

Les gouvernements de Syngman Rhee, de Menderes et de Kishi ont bénéficié également du soutien de l'impérialisme américain. Face aux manifestations des étudiants coréens et turcs, Washington n'a pas hésité à abandonner les régimes dictatoriaux de Syngman Rhee et de Menderes, sitôt du moins que s'annonçait une solution gouvernementale de rechange ne sortant pas du cadre bourgeois. Mais à Tokio, ouvriers et étudiants ne voulaient pas jouer le jeu. Ce n'était pas une simple modification dans la forme de domination de classe de la bourgeoisie vers quoi tendaient les manifestants japonais, mais bien la destruction de toute forme de domination bourgeoise, de l'appareil d'état bourgeois lui-même. C'est cela qui était à proprement parler intolérable pour l'impérialisme yankee.

250.000 travailleurs et étudiants manifestent toute la journée à l'appel du Sohyo et de la Zengakuren. Tôt le matin, des groupes se sont massés devant la résidence du premier ministre. Ils représentent l'avant-garde de la gigantesque manifestation. Grossissant à vue d'œil dès le début de la matinée, 30.000 manifestants, dont 5.000 étudiants, se rendent devant le parlement japonais. L'atmosphère est tendue, et un premier accrochage éclate, quand un haut-parleur, monté sur un camion, commence à diffuser les mots d'ordre du parti gouvernemental. Des étudiants attaquent le camion, et arrachent la banderole sur laquelle on lisait : « Bienvenue à Eisenhower ». Le camion doit quitter la place sous la protection de la police. Le parlement et la résidence du premier ministre japonais sont gardés par 8.000 policiers. 16 véhicules blindés forment un barrage devant la diète ; ils sont reliés

par des chaînes, afin que les manifestants ne puissent pas les déplacer comme cela s'était produit lors des précédentes démonstrations. Les manifestants chantent l'*Internationale* et portent des centaines de pancartes. De minute en minute, les travailleurs affluent. La manifestation se divise en deux groupes. Le premier, et le plus important, se porte au siège du parti libéral démocrate dont les vitres sont brisées. Il se dirige ensuite vers la résidence privée de Kishi, gardée par un millier de policiers. Le second groupe prend le chemin de l'ambassade américaine, gardée par 2.000 policiers. Des dizaines de camions de police forment barrage tout le long du mur d'enceinte de l'ambassade.

Les manifestants qui s'étaient rassemblés devant la résidence du premier ministre croyaient que M. Hagerty dînerait avec lui... Cependant, M. Hagerty s'était déjà rendu secrètement à la base américaine, dans la banlieue de la capitale, où l'attendait l'avion à bord duquel il est parti à 20 h. 45 pour l'Alaska, où il doit rencontrer le président des Etats-Unis.

Notes comiques :

Le chef de la police japonaise déclare : « Nous mettons au point des mesures absolument sûres pour la sécurité du président. »

« Il a été convenu », apprend-on, « entre M. Hagerty et le ministre des affaires étrangères nippon de modifier sur quelques points le programme de la visite du président. C'est ainsi que la partie de golf qui devait avoir lieu entre le chef d'état américain et M. Kishi le 21 juin aurait été annulée... des organisations syndicales ouvrières et étudiantes ayant menacé d'occuper le terrain de golf. »

« ... A son arrivée, le 19, le président Eisenhower sera accueilli à l'aéroport par l'empereur Hirohito, et les deux chefs d'état gagneront ensemble par la route le palais impérial. »

Autant en emporte le vent !

12 JUIN

Dans la matinée, MM. Kishi et Mac Arthur s'entretiennent. M. Kishi déclare : « Le comité de réception formé pour accueillir le président américain compte réunir 200.000 personnes pour le saluer. »

Arrivé en Alaska, M. Hagerty précise : « Nous n'envisageons aucun changement dans les projets du président... La foule chantait l'*Internationale*, ce qui est assez éloquent... » A Washington, le président Eisenhower, avant de partir, affirme : « J'ai décidé de maintenir ma visite au Japon... Des avertissements publics tendent à me faire renoncer à ce voyage... Dans le cadre du leadership américain dans

le monde libre, j'ai décidé de ne retarder ni de supprimer mon voyage en Extrême-Orient. Nous ne permettrons pas que des incidents déplaisants et des troubles sporadiques, inspirés par des éléments fourvoyés ou hostiles, mettent en cause les résultats concrets et encourageants déjà acquis. »

Toujours, de tout temps, en tous lieux, les représentants des classes dominantes voient, dans la mobilisation révolutionnaire des masses, l'œuvre d'agitateurs étrangers au mouvement !

Mais à Nagoya, on annonce des heurts violents entre les manifestants et la police, et l'arrestation de 68 étudiants. A Tokio, dans les parcs et lieux publics, des étudiants Zengakuren et des leaders syndicalistes prennent la parole et appellent les masses à s'opposer au traité.

13 JUIN

M. Hagerty déclare : « Les dates d'arrivée et de départ du président du Japon restent inchangées », et le fantomatique mouvement fasciste baptisé « Conseil International des Organisations de Jeunesse », affirme rassembler 75.000 volontaires qui, le 19 juin, se chargeront de repousser d'éventuels manifestants. Dans la nuit, des arrestations de militants syndicalistes ouvriers et étudiants ont été opérées par la police.

Cependant, les dirigeants du parti socialiste de gauche, effrayés de l'ampleur des manifestations et des implications révolutionnaires du mouvement des masses, s'efforcent déjà de le freiner :

« Notre protestation », déclarent-ils, « contre la venue, en ce moment, du président Eisenhower, revêtira une forme des plus solennelles. Toutes les dispositions seront prises pour éviter des incidents regrettables. Nous nous engageons à traiter Eisenhower avec plus de ménagements que Hagerty. »

Par nature, le réformiste le plus à gauche cherchera toujours et partout à canaliser la lutte des masses dans la voie de la conciliation et du respect de l'ordre bourgeois et de ses représentants.

14 JUIN

Face aux atteroiements des chefs socialistes, le fer de lance de l'action révolutionnaire est encore la Zengakuren :

4.000 étudiants manifestent devant le siège de la police à Tokio pour réclamer la libération immédiate des détenus. Auparavant ils avaient défilé devant le siège du parlement.

Le Sohyo lance l'ordre de grève générale pour le lendemain.

15 JUIN

Et voilà le 15 juin, date fixée par les dirigeants révolutionnaires de la Zengakuren pour la prise d'assaut du

parlement. Leur résolution, au niveau de la résolution des masses, a entraîné les dirigeants de la centrale syndicale Sohyo à décider la grève générale. Les parlementaires socialistes ont dû, malgré eux, et après force hésitation, s'y rallier ; de même le parti stalinien. Entre les composantes du front unique ouvrier, totalement réalisé ce jour-là, les divergences restent fondamentales ; mais les masses, qui se mobilisent parce que la forme d'organisation (la manifestation rassemblée par la grève générale) et le mot d'ordre (« Tous à l'assaut du parlement pourri ! ») qui leur sont proposés par les révolutionnaires sont sans équivoque, exercent une pression décisive. Les dirigeants réformistes et staliniens, contraints ce jour-là de s'unir pour agir, n'auront pourtant de cesse qu'ils n'aient fait manquer ses objectifs révolutionnaires au mouvement ; leur souci principal reste de préserver le régime parlementaire — c'est-à-dire la domination de classe de la bourgeoisie.

Aux premières heures de la matinée, les jeux ne sont pas encore faits. Les révolutionnaires ont pour eux les positions qu'ils occupent dans la fédération Zengakuren et dans certains syndicats, ainsi que le prestige qu'ils ont acquis en engageant les premiers la lutte contre le gouvernement et le pacte de sécurité. Les appareils ont un atout majeur : la confiance passive que leur accordent les travailleurs.

Avant la manifestation, les dirigeants de la centrale Sohyo se sont déclarés effrayés par les violences qui ont marqué l'arrivée à Tokio de Hagerty ; les démonstrations prévues contre Eisenhower, annoncent-ils, pourraient être annulées. Si tel était le cas, le Sohyo organiserait, le jour même de l'arrivée d'Eisenhower, un rassemblement de masse dans le cadre du parc Meiji, et inviterait ensuite les manifestants à manifester devant le parlement, l'ambassade américaine, et la résidence de M. Kishi.

Ainsi les dirigeants syndicaux s'efforcent-ils, tout en n'osant pas condamner ouvertement l'action, de lui ouvrir la perspective du « Parc Meiji » comme objectif central, le parlement devenant un objectif secondaire. Mais les travailleurs ne sont plus tout à fait ce qu'ils étaient avant le début du mouvement. La lutte de classes la plus acharnée, qui dure depuis plus de trois semaines, a fait faire à leur conscience de classe de gigantesques bonds en avant.

A l'appel de la confédération Sohyo et des organisations d'étudiants, des débrayages et des manifestations ont lieu le 15 toute la journée, dans l'ensemble du Japon. A Tokio, par dizaines de milliers, ouvriers et étudiants se rassemblent devant la diète aux environs de midi. Le grève générale se développe. Un observateur évalue la foule devant la diète à 40.000 ou-

vriers et 10.000 étudiants venant des trois universités de Tokyo. 5.000 policiers défendent la diète. Un millier d'entre eux sont en première ligne ; le reste campe dans la cour du parlement. Des camions ont été bloqués pour former une barricade.

Un des chefs de la manifestation, Noboru Kato, qui a remplacé, à la tête de la Zengakuren, les autres dirigeants emprisonnés, harangue les manifestants, et les invite à donner l'assaut à la diète :

« Marchez sur les barrages de police ! Passez sur mon corps ! Occupez la diète corrompue ! ».

A 18 heures, l'attaque commence. Les manifestants arrachent l'asphalte des trottoirs, utilisant les hampes des innombrables drapeaux rouges, les pancartes, qui deviennent des n'issues. Ils s'arment également des matraques des policiers. Ils se sont munis d'échelles pour escalader les camions de police et les blindés qui forment barrage devant la diète. Une pluie de projectiles tombe sur les policiers qui reculent. Une avant-garde d'un millier d'étudiants engage le combat au corps à corps avec la police. Les deux portails de la diète sont forcés, et, s'engouffrant dans la percée, les manifestants s'élancent à l'assaut des barrages de véhicules, dont ils brisent les vitres ; ils s'ouvrent le chemin en cisillant les barbelés. La police charge ; avec ses longs bâtons et ses matraques, contre-attaquant, elle arrive jusqu'à la porte. C'est à ce moment que l'étudiante Michiko Kamba tombe assassinée par la police. Les manifestants se déchainent, et, avec leurs armes de fortune, passent de nouveau à l'attaque. La police recule, emmenant avec elle une quarantaine de prisonniers. Deux camions de police sont pris et flambe. A 19 h. 15, la police contre-attaque une nouvelle fois sous la protection des lances de pompiers. Elle avance sous un véritable dé-

lude de pierres et recule à nouveau. La cour intérieure de la diète est occupée par les manifestants. Un meeting y est organisé : *« Nous avons 80 camarades arrêtés, 400 blessés, une morte. Il faut les venger : »*. Une minute de silence, et les manifestants entonnent l'*Internationale*. La lutte recommence. Il faut prendre d'assaut la grande porte de la diète. Devant elle, une barricade solide : 13 camions et des palissades coincées entre deux postes de garde. Par-dessus les camions, des pierres sont lancées. Un poste de garde est saccagé, une barricade arrachée. Un camion, attaché avec des cordes, est halé par la foule. Il part en arrière au milieu d'une formidable clameur de victoire. Le feu est mis à 9 camions.

Dans son reportage, l'envoyé spécial permanent de « France-Soir », Alex Raynault, qui, à peu près seul de la presse française, a su voir et écouter, écrit :

« 21 heures : je suis à l'intérieur de la cour de la diète avec les étudiants. Le spectacle est fantastique. C'est la révolution victorieuse. »

Oui, c'aurait pu être la révolution victorieuse. Mais, déjà, les appareils prêchent le calme et, véritables termites, vont accomplir ce que la bourgeoisie et son état seraient impuissants à réaliser en les affrontant directement : obliger les manifestants à reculer en rongant, de l'intérieur, le camp des prolétaires insurgés.

Saburo Eda, secrétaire général du parti socialiste de gauche, est venu exhorter les masses à la modération, et appeler les manifestants à se retirer dans l'ordre et la dignité. Il a été hué par les manifestants, et, comme les forces de répression ne font pas le détail, a essuyé les coups de la police.

« Les manifestants », affirme A. Raynault, « s'ils avaient voulu pénétrer à l'intérieur de la diète, l'auraient pu. » Mais des hésitations

se font jour ; à minuit, une partie des manifestants ont suivi les conseils des chefs socialistes et sont rentrés chez eux. Certains des 3.000 qui restent veulent attaquer à l'intérieur de la diète pour jeter dehors le reste de la police et libérer les prisonniers. Vers minuit et demi, d'énormes renforts de police, formant un seul front, arrivent et se massent hors de la vue des manifestants, et, tout d'un coup, à une heure et quart, c'est la charge rapide et brutale, sous le feu roulant des grenades lacrymogènes. L'accès de la diète est dégagé. La police qui de 20 h. à 1 h. 15 a complètement capitulé devant la manifestation, se venge en chargeant sauvagement. Mais elle n'a pu le faire que parce que les chefs du parti socialiste de gauche, après la percée qui a conduit les manifestants à l'intérieur de la cour de la diète, ont passé leur temps à démoraliser les travailleurs, au lieu de prendre leurs responsabilités en destituant Kishi et en formant immédiatement un gouvernement ouvrier provisoire, émanation des travailleurs qui avaient conquis de haute lutte le siège du parlement.

Les révolutionnaires ont su amener le prolétariat à donner l'assaut au parlement, posant ainsi le problème du pouvoir. Mais ils n'étaient pas suffisamment enracinés dans les masses. Celles-ci, dans leur majorité, conservaient encore leurs illusions dans les organisations traditionnelles. Il était dès lors impossible à l'avant-garde révolutionnaire, compte tenu de ce rapport des forces interne à la classe ouvrière, d'aller plus loin ce jour-là.

Contrairement à ce qu'écrivait A. Raynault, ce à quoi il a assisté n'était pas « la nuit des desperados », mais une étape classique dans toute révolution : celle où les masses affrontent le pouvoir de la bourgeoisie, heurtent de front les directions de leurs propres organisations traditionnelles et refluent, hésitant à engager la bataille contre les appareils.

Le tournant

comme ailleurs, préféré au socialisme la démocratie bourgeoise.

Reprenons le fil des événements.

16 JUIN

Au début de l'après-midi, par dizaines de milliers, les manifestants reviennent devant la diète, protégée par des milliers de policiers ; les bagarres recommencent. C'est alors que le secrétaire général adjoint du gouvernement annonce :

« Le gouvernement japonais a officiellement demandé au président Eisenhower d'ajourner sa visite au Japon ». L'annonce de cet ajournement évite de justesse un nouveau

choc entre les manifestants et les policiers. La Zengakuren s'appêtait à lancer un nouvel assaut contre la diète. Les policiers, qui s'attendaient à subir cet assaut, sont considérablement soulagés. *« Je dois téléphoner à ma femme pour lui annoncer la bonne nouvelle », déclare l'un d'eux. Cette même nouvelle, les manifestants l'accueillent avec des transports de joie. « Par notre lutte héroïque, nous avons remporté une victoire sur l'impérialisme américain », entend-on dire. Les stalinien chantent victoire. Mais un des secrétaires de la Zengakuren, Tokuo Onda, apprécie infiniment plus correctement la situation quand il déclare :*

Dans la nuit du 15 au 16 juin, pour peu qu'ils l'eussent voulu, les dirigeants du parti socialiste de gauche et de la centrale SOHYO auraient pu, à peu près, pacifiquement, prendre le pouvoir, et, chassant le gouvernement bourgeois Kishi, ouvrir les perspectives les plus grandioses au développement de la révolution socialiste internationale. Ni les leaders socialistes, ni les chefs syndicaux (sans parler des dirigeants stalinien les plus violemment hostiles à la destruction révolutionnaire de l'ordre bourgeois), n'ont voulu dépasser les cadres du parlementarisme. A nouveau, dans la nuit du 18 au 19 juin, cette possibilité s'est ouverte. Encore une fois, les organisations traditionnelles ont, là

« Nous n'avons remporté qu'une victoire partielle ; il nous faut obtenir le départ de Kishi et l'annulation du traité de sécurité américano-japonais. Nous boycotterons les cours jusqu'à ce que nous atteignons ces objectifs. »

En effet, malgré la décision d'Eisenhower d'annuler son voyage au Japon, le gouvernement n'en a pas moins déclaré qu'il ne démissionnerait pas avant la ratification du traité de sécurité, qui, ajoute-t-il, devra être acquise le 19 juin, jour où le président des Etats-Unis devait arriver.

Donc, le 16 juin, les masses croient avoir remporté la victoire, montrant ainsi qu'elles conservent leurs illusions quant à la situation réelle, et qu'elles ne voient pas que la politique des dirigeants des organisations ouvrières traditionnelles est opposée à la prise du pouvoir. Les travailleurs ont effectivement remporté, contre la bourgeoisie japonaise et l'impérialisme américain, une première bataille, mais ils n'ont pas remporté la victoire, contrairement à ce que prétendent les stalinien et les réformistes, qui entretiennent volontairement les illusions des masses et leur dissimulent l'âpreté des combats à venir. Les masses, dans l'action, et particulièrement lors de la manifestation du 15 juin, ont échappé au contrôle des appareils. Il faut à ceux-ci reprendre les masses en mains. Il ne leur est pas encore possible d'organiser, comme en France, le « service d'ordre », brassard tricolore au bras, qui veille à ce que le mouvement se déroule dans « l'ordre, le calme et la dignité ». C'est pourquoi les appareils participèrent aux actions, les décideront même, sous la pression de la base (ce sera particulièrement le cas pour le Sohyo). Mais les dirigeants du parti socialiste de gauche sont décidés à sauvegarder l'« ordre » ; et les stalinien, par l'organe de l'agence Tass, définissent clairement leurs buts dans une dépêche où on lit :

« M. Kishi a déformé les faits connus, et tenté de présenter le mouvement de toute la nation contre le voyage du président américain comme un mouvement minoritaire et comme le résultat de l'activité des « forces de subversion du communisme international ». Kishi n'a pas réussi à répondre clairement sur les mesures pratiques qu'entend prendre son gouvernement pour résoudre la crise politique au Japon. »

Ainsi, l'appareil international du Kremlin prétend que le mouvement des masses est celui de toute la nation, et présente la lutte des classes comme une manifestation d'unité nationale, où bourgeois et prolétaires seraient unis contre le voyage du président américain. Rien n'est plus contraire aux faits : la bourgeoisie nipponne, durant toute la crise, a fait bloc autour de son gouvernement, tandis que tout le prolétariat luttait, entraîné par les étudiants Zengakuren et l'aile gauche des

syndicats Sohyo. Pour tous les représentants politiques de la bourgeoisie, et c'est pourquoi ils se sont tous regroupés pendant la crise derrière Kishi, la non-ratification du traité imposée par l'action des masses ne pouvait qu'ouvrir une crise révolutionnaire qui mettrait en danger le pouvoir bourgeois. En considérant ce qui se passe au Japon comme une « crise politique », la bureaucratie soviétique dévoile la signification d'une stratégie, d'une tactique et de mots d'ordre qui visent seulement à un réajustement politique partiel, dans le cadre de l'ordre social existant, réajustement qui doit donc laisser intacts les piliers de l'édifice bourgeois.

N'en déplaise à l'agence Tass, ce à quoi on a assisté au Japon n'était que très secondairement la manifestation d'une crise politique, bien qu'il y eût effectivement de profondes divergences à l'intérieur de la bourgeoisie. Les journées de juin au Japon marquent le début d'une crise sociale, d'une crise révolutionnaire. C'est ce qu'a parfaitement compris le porte-parole du gouvernement japonais qui a déclaré :

« La Zengakuren a tenté de renverser le régime parlementaire et de détruire par une révolution violente l'ordre social existant. »

Ainsi, la bourgeoisie, elle, sait que son pouvoir n'a pas d'ennemi plus irréconciliable que le marxisme révolutionnaire — et montre qu'elle est parfaitement consciente de l'abîme qui sépare les révolutionnaires des stalinien. Ceux-ci prétendent que l'authentique bataille entre les classes qui s'est déroulée en juin 1960 au Japon avec une pureté presque « classique »... n'était qu'une manifestation d'union nationale ! Sous ce prétexte, ils s'alignent sur la bourgeoisie, et font barrage à la réalisation des objectifs révolutionnaires inscrits dans le mouvement des masses. Par là même, ils interdisent aux masses et s'interdisent à eux-mêmes une action réellement efficace pour l'abrogation du traité américano-japonais (et, cela va de soi, leur attitude à l'égard de la lutte contre le pacte atlantique n'est nullement différente !).

17 JUIN

Les travailleurs ont obtenu qu'Eisenhower renonce à son voyage, mais la bourgeoisie n'entend absolument pas renoncer à la ratification du pacte, car c'est dans cette voie qu'elle peut espérer résoudre à son profit la crise révolutionnaire. La ratification du pacte sera le signe incontestable de ce qu'étudiants et travailleurs n'ont pu jeter à bas le régime capitaliste. Dès lors, la solution de la « crise politique » — le changement de gouvernement — s'effectuera dans le cadre politique de la démocratie bourgeoise, donc de la liquidation de la « crise révolutionnaire », et non par le renversement révolutionnaire du gouvernement Kishi. C'est là le sens de la déclaration du président du conseil japonais à une délégation des partis socialiste de gauche et social-démocrate ; il leur déclare :

« J'accepterai de dissoudre la diète après la ratification du traité, mais pas tout de suite. »

Le 17 juin, dans le monde entier, l'impérialisme s'efforce de tirer les leçons des événements. C'est ainsi que le Manchester Guardian écrit :

« Quel est l'ami le plus sûr du mode démocratique de vie en Asie ? Ce n'est pas le président Ngo Dinh Diem, mais M. Nehru, qui est aussi l'ami de M. Khrouchtchev. »

Traduction en langage courant : il nous faut, pour préserver l'ordre bourgeois et les intérêts impérialistes, trouver un accord avec la bureaucratie du Kremlin, et nous appuyer sur les libéraux vaguement socialistes, à la Nehru, aptes, avec la bénédiction de Khrouchtchev, à envoyer de la mitraille aux travailleurs en grève.

Aux Etats-Unis, le sénat, le 17 juin, vote un supplément de crédits de 1 179 millions de dollars au budget présenté par Eisenhower. Les crédits militaires américains, affectés entre autres à la lutte contre la « subversion », s'élèveront à 40 514 897 000 dollars.

Le 17 juin également, étudiants et ouvriers manifestent à nouveau devant la diète qui se réunit ce jour pour la première fois depuis le 20 mai. Les députés en séance entendent les cris des manifestants : « A bas le traité, à bas Kishi ! », et délibèrent au chant de l'Internationale qui monte de la rue. Les étudiants arborent un brassard en signe de deuil. A 11 h. 15, on dénombre 15 000 manifestants ; à 12 h. 10 : 35 000.

18 JUIN

La démocratie bourgeoise n'est qu'une forme particulière de la dictature du capital. Il est vrai qu'avec cette forme de gouvernement, la bourgeoisie est contrainte d'accepter que les libertés démocratiques soient utilisées par le prolétariat dans son action émancipatrice.

Dans ce sens, mais uniquement dans ce sens, le prolétariat n'est pas indifférent à la forme du régime politique par lequel la bourgeoisie assure sa domination, sans pour autant, sous peine de se nier lui-même en abandonnant ses objectifs révolutionnaires, apporter son soutien à la démocratie bourgeoise. La démocratie parlementaire (bourgeoise), au Japon comme partout ailleurs, enserré les travailleurs dans un filet dont les mailles sont assez serrées pour qu'ils ne puissent jamais mettre en cause, pour l'essentiel, la domination capitaliste — à moins de déchirer le filet. C'est ainsi que, malgré l'unanimité de la protestation populaire, la constitution bourgeoise « démocratique » au Japon permettra au « traité d'entrer en vigueur automatiquement 16 minutes après minuit si le parlement est toujours en session ».

C'est pourquoi si, dans la journée, les masses japonaises n'ont pas renversé le gouvernement, chassé les députés, et « planté le drapeau rouge sur le parlement », objectifs que s'est fixé la Zengakuren, le pacte deviendra un fait accompli. Rester, comme le font les staliniens et les socialistes, dans le cadre de la constitution, c'est permettre à l'impérialisme américain et à la bourgeoisie nipponne d'imposer la ratification du traité.

A 15 heures, une tension extraordinaire règne à Tokio. Aux abords de la diète, 40 000 étudiants Zengakuren se préparent pour l'épreuve décisive. Le matin, ouvriers et étudiants ont célébré un service funèbre à la mémoire de Michiko Kamba: « Aux abords de la diète, la Zengakuren a élevé un autel mortuaire: trois immenses photos de Michiko, entourées de fleurs, et devant lesquelles brûlent des centaines de bâtonnets d'encens ».

Les étudiants se rassemblent, armés de pieux, de haches et de bâtons, protégés par des casques. Parmi eux, 500 étudiants en médecine, en blouse blanche, pour soigner les blessés.

Les masses sont prêtes pour la bataille. A cette heure, elle n'est pas encore commencée. Mais chacun sent qu'il se passera quelque chose à minuit, l'heure à laquelle le traité sera définitivement ratifié.

A 15 heures 30, 100 000 ouvriers sont présents sur la place.

A l'intérieur de la diète, 22 000 policiers casqués et munis de masques à gaz sont barricadés. Aux portes, protégées par des chevaux de frise, 40 camions, 4 engins blindés, 5 ambulances et plusieurs voitures de pompiers équipées de lances d'incendie montent la garde. Les forces de répression s'attendent à subir une attaque: un petit hôpital de fortune est installé au rez-de-chaussée de la diète. De longs rideaux de fer — contre le feu — ont été abaissés entre les deux ailes de la diète. L'armée japonaise est consignée dans les casernes avec chars, autos-blindées et mitrailleuses. Plusieurs milliers de manifestants entourent également la résidence privée de Kishi; un hélicoptère survole en permanence la propriété, prêt à enlever le premier ministre si la situation s'aggrave.

A 16 heures, les manifestants sont plus de 300 000. Et, dans la soirée, leur nombre s'élèvera à plus de 400 000. Des délégations d'ouvriers de province, venues renforcer les manifestants de Tokio, sont là, rassemblées derrière des banderoles indiquant la région d'origine. En tête de la manifestation, une délégation de mineurs en tenue de travail et casque jaune.

Les manifestants lancent leurs mots d'ordre:

« A bas Kishi !

*Chassons la diète corrompue !
Enterrons le pacte !
Kishi, tuez-vous !*

Ils chantent l'Internationale. Les drapeaux rouges flottent au vent.

Dans la soirée du 18 juin, le prolétariat japonais, qui a opéré sa mobilisation générale (des milliers de manifestants sont venus d'Osaka, ville située à 8 heures de train de Tokio), est prêt à prendre d'assaut la diète, à disperser les députés, empêchant ainsi la ratification du traité. Le pouvoir est à la portée des masses. Et pourtant:

La manifestation qui grossit d'heure en heure pour atteindre 400 000 personnes s'est contentée uniquement de clamer les mots d'ordre. Aux premières heures de la matinée du 19, il ne restait plus devant la diète que 30 à 40 000 personnes. A 6 heures du matin, Kishi a pu regagner son domicile.

Ainsi, le chef du gouvernement et les députés, qui sont restés pratiquement prisonniers des manifestants durant la nuit du 18 au 19, ont gagné la bataille de la ratification. A 6 h. 15, la manifestation cessait.

Que s'était-il donc passé ?

La réponse est simple. Les informations suivantes donnent toute la mesure de la trahison des dirigeants du P.C. japonais et du parti socialiste de gauche:

A 21 heures, les 20 à 25 000 personnes qui manifestaient devant la résidence du premier ministre se sont dispersées. Dix parlementaires socialistes, qui se trouvent dans la foule, incitent les manifestants à la modération. Le parti socialiste de gauche et le P.C. ont donné des signes dans ce sens. Shiga Yoshio, seul député communiste, et Susuki Mnosaburo, « stratège et penseur » du parti socialiste, interviewés par le reporter de « France-Soir », lui déclarent en substance:

Samedi 18, le Japon fut réellement au bord d'un coup de force ou peut-être d'une révolution. Ce n'aurait été qu'une révolution estudiantine, et les partis de gauche n'auraient pas pu en capitaliser les avantages. Pendant tout l'après-midi et la soirée, Susuki et Shiga le confirment, socialistes, communistes et syndiqués eurent le plus grand mal à retenir les étudiants. Après des heures de tractations, ils y arrivèrent. « Grâce à cela », dit Susuki, « on put éviter que le divorce latent, qui existait entre étudiants et ouvriers, ne devienne total, car, si les étudiants étaient passés à l'action, les partis politiques et les syndicats n'auraient pas suivi ».

Répetons-le: s'il est de fait que les révolutionnaires japonais étaient largement suivis par les étudiants, ils étaient également présents, quoique minoritaires, dans la classe ouvrière et dans les syndicats. De plus, les étudiants, comme nous l'avons montré, n'agis-

saient pas en tant que corps autonome, indépendant de la lutte de classes, mais comme pointe avancée du prolétariat. Et ce n'est pas la masse du prolétariat, ce ne sont pas les militants de base, « socialistes, communistes et syndiqués », qui discutèrent avec les étudiants, ce sont les dirigeants du parti socialiste de gauche, du Sohyo, et du P.C. japonais qui « eurent le plus grand mal » à retenir les dirigeants de la Zengakuren. Ceux-ci exprimaient les aspirations des masses qui chantaient l'Internationale, scandaient: « Chassez la diète corrompue! », « A bas Kishi! », et ne participaient pas à ces discussions d'états-majors. Ouvriers et étudiants, étaient prêts à prendre d'assaut le parlement et à imposer leur propre gouvernement. Il n'y avait aucun « divorce latent » entre eux. D'autre part, si les dirigeants du P.C., du parti socialiste de gauche et du Sohyo ont dû, malgré eux, appeler à la manifestation devant la diète, c'est seulement après avoir été obligés de constater que les révolutionnaires, en lançant ce mot d'ordre, étaient suivis par des centaines de milliers de travailleurs. Staliniens et réformistes s'y associèrent pour ne pas se couper des masses, et reprendre le contrôle du mouvement qui leur avait échappé. Oui, le divorce latent existait, mais c'était entre les directions du P.C. et du P.S.G. et les masses ouvrières et estudiantines. Ce sont les « chefs » traditionnels qui ont fait en sorte que le drapeau rouge ne soit pas planté sur le parlement.

Le 18 juin, le prolétariat japonais s'est montré prêt à prendre le pouvoir, mais il l'était dans la mesure même où il croyait — à tort — que ses dirigeants officiels (staliniens et réformistes), qui participaient à l'action, étaient prêts à assumer leurs responsabilités révolutionnaires. Or, répétons-le, staliniens et réformistes n'ont participé aux manifestations que contraints et forcés, pour en émuquer la combativité, et les faire rentrer finalement dans l'ornière du parlementarisme bourgeois.

Les forces de répression n'auraient pourtant pas pesé lourd devant les 400 000 manifestants. Elles n'auraient certes pas pu les empêcher de planter leurs drapeaux rouges au faite du palais de la diète. Mais une telle action impliquait en même temps le début d'un combat d'une extrême violence entre la nouvelle direction révolutionnaire, qui se dessinait dans l'action, et les dirigeants traditionnels. L'avant-garde prolétarienne n'était pas encore assez forte, au Japon, dans la nuit du 18 au 19 juin 1960, pour engager ce combat avec quelque chance de succès, alors que les masses continuaient à faire confiance aux directions réformiste et stalinienne.

Le 19 juin au matin, une nouvelle étape commençait; un chapitre de la lutte du prolétariat mondial pour la révolution socialiste était clos.

Victor LEPAGE.

Le 30 août 1959

Visite aux camarades Marguerite et Albert Rosmer

CE dimanche d'août, par un temps incertain, nous nous sommes présentés à leur modeste demeure entourée de fleurs. Marguerite Rosmer, la compagne du vieux révolutionnaire de 83 ans, nous accueille et, bien qu'il relève de maladie, Alfred Rosmer consacra trois heures à répondre à nos questions et à nous en poser.

A. Rosmer a pris une part active et personnelle aux grands mouvements de l'histoire déclenchés par la victoire de la révolution russe. Ce qui frappe, dès le premier contact avec Marguerite et Alfred Rosmer, c'est leur sérénité. Aucun scepticisme chez ces vieux révolutionnaires qui ont vécu la première victoire du prolétariat et le drame de sa dégénérescence.

« La période est difficile, mais nul doute que la classe ouvrière retrouvera le chemin de la révolution », affirme Rosmer, après nous avoir interrogés sur le mouvement trotskyste et la situation du mouvement ouvrier français. « Le fil de l'histoire se renouera, comme l'affirmait Trotsky », et Rosmer ajoute, en réponse à une question : « Sa vie était dure, mais toujours, jusques et y compris la veille de son assassinat par Staline, Léon Trotsky a gardé intact son enthousiasme révolutionnaire. »

Aucune amertume chez Marguerite et Alfred Rosmer. Et pourtant, sur le plan de la « réussite » — selon le critère en cours parmi les petits bourgeois, actuellement dirigeants officiels de la classe ouvrière — rien, dans leur vie, ne peut être considéré comme un succès ! Après avoir occupé les plus hautes responsabilités dans le mouvement ouvrier français et international, Rosmer a été exclu du Parti Communiste et du Komintern dont il était l'un des fondateurs. Sans aucun regret, il a accepté de reprendre sa place dans le rang de ceux, peu nombreux, cadres du mouvement communiste, qui ont préféré la fidélité aux principes de la lutte des classes, persuadés que l'émancipation des travailleurs exige autre chose que des « chefs » serviles à l'égard d'une bureaucratie corrompue et avide. « Refus de parvenir », disait André Breton qui, lui aussi, a été l'un des rares à conserver sa dignité de révolutionnaire et d'homme.

Le camarade Alfred Rosmer a connu Lénine et Trotsky, et travaillé avec eux. Très certainement, il est resté un des seuls amis en qui Léon Trotsky ait mis une entière confiance. Nous lui avons parlé de notre intention d'écrire un article sur le vingtième anniversaire de l'assassinat du « Vieux » par le Guépéou de Staline. L'argument en serait : les historiens relatent l'histoire comme faite par des « héros », l'enseignement qui se dégage de l'œuvre théorique et pratique de Trotsky, c'est que les masses, et elles seules, font l'histoire ; les masses dont l'avant-garde ne fait qu'exprimer la plus claire conscience.

« Cela est exact », nous répond en substance Rosmer, « mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de la personnalité dans l'histoire, surtout lorsqu'on examine celle de Léon Trotsky. Observez ce qui s'est passé en 1905. Trotsky est en Suisse, la bataille contre les tendances mencheviks et bolcheviks de la social-démocratie russe fait rage. Trotsky est plus ou moins en dehors des deux fractions. Il retourne en Russie le 26 août 1905, et, rapidement, sans même le rechercher, il est élu à la présidence du soviet de Petrograd, poste auquel il sera de nouveau élu à la veille de la révolution d'octobre 1917. Trotsky, pas plus qu'un autre, n'a évidemment créé le mouvement qui a abouti à la formation des soviets (conseils) dans lesquels les masses ont forgé le premier embryon du pouvoir prolétarien. La première révolution russe, comme tous les mouvements élémentaires de l'histoire (de même que la révolution de 1917), s'est dégagée du besoin spontané qu'avaient les masses d'en finir avec le système d'oppression de classe. Mais Trotsky est théoriquement et pratiquement armé pour agir. Il a assimilé le marxisme, mieux que la plupart des cadres marxistes. Il est orateur, écrivain, organisateur, doué d'une imagination et d'un talent propres à élever le niveau de conscience des masses et à dégager sans hésitation, d'une situation complexe, ce qu'il faut faire et comment le faire. En 1905, comme en 1917, les dirigeants bolche-

viks attendent Lénine, soit en restant immobiles, soit en commettant les plus graves erreurs. Trotsky a admis que, sur la question du parti, Lénine, dans les années 1903-1917, avait raison contre lui. Et nul doute que, connaissant Trotsky comme nous l'avons connu depuis 1917, il acceptait sans réserves toutes les déductions du centralisme démocratique. Le problème central du parti a constitué, dans les années d'avant la révolution, la principale divergence de Trotsky avec Lénine. Mais, dans toutes les grandes circonstances, Lénine et Trotsky se sont toujours rencontrés. A partir du moment où ils sont d'accord, Trotsky est tranquille du côté du parti. Il peut donner toute la mesure d'une personnalité révolutionnaire qui s'apparente par nombre de traits à celle de Marx. Qu'aurait donné le parti sans Lénine ? Février-mars 1917, et ce qui s'est passé après 1924, donne une réponse et à cette question, et à celle du rôle de la personnalité dans l'histoire, particulièrement celle de Trotsky. »

Nous en venons à parler des rapports entre syndicats et parti, et particulièrement de l'indépendance du mouvement syndical. Nous demandons au camarade Rosmer de nous expliquer comment s'est déroulée la discussion sur ces problèmes, au sein de l'Internationale Communiste.

« C'est le deuxième congrès de l'Internationale Communiste qui eut à en discuter. Le congrès de la C.N.T. espagnole, qui s'était réuni au début de 1920, avait voté à l'unanimité l'adhésion à la III^e Internationale ; non que la C.N.T. ait alors adopté les thèses marxistes du bolchevisme ; mais, pour comprendre l'état d'esprit de l'avant-garde ouvrière de toutes tendances à cette époque, il faut se souvenir de ce que représentaient la révolution russe et ses dirigeants. Pour la première fois, et après l'effondrement de 1914, les ouvriers révolutionnaires constataient que les hommes qui, avec Lénine, dirigeaient un parti et un état, faisaient ce qu'ils désiraient. Les anarchistes, comme tous les autres, étaient impressionnés. Le délégué de la C.N.T., Pestaña, arriva au congrès de l'I.C. » Rosmer l'a bien connu. C'était un bon militant. Arrivé à Moscou, Pestaña prend contact avec les anarchistes russes (divisés en cinq ou six tendances) — il faut savoir que, du temps de Lénine, les militants pouvaient rencontrer qui ils voulaient et dans les conditions qu'ils désiraient. Et pourtant, la situation en Union Soviétique était extrêmement difficile dans ces années. La famine sévissait. De l'eau bouillie était servie en guise de thé, le pain était dur et noir. Le camarade Rosmer se souvient encore de l'arrivée des délégués italiens au II^e congrès. Ils avaient amené avec eux, d'Italie, des victuailles en quantité, et s'étaient munis de vêtements spéciaux, sorte de combinaisons fermées aux extrémités, pour se protéger contre le typhus... Malgré ces difficultés matérielles, une liberté réelle régnait, que jamais l'U.R.S.S. n'a connue depuis, en dépit de tous les succès économiques —. Les anarchistes russes reprochèrent à Pestaña de travailler avec les bolcheviks. Pour eux, tout parti était inutile. Le délégué de la C.N.T., impressionné par ces discussions, fit un discours où il critiqua, en termes mesurés d'ailleurs, le rôle du parti. Risquant un parallèle historique avec la révolution française, il contesta que, pour la victoire de la révolution, le parti fût indispensable. Ce fut L. Trotsky qui fut chargé de lui répondre, et il rappela que les Jacobins, qui dirigèrent la révolution française et en assurèrent la victoire contre l'Europe monarchique et la contre-révolution intérieure, étaient rassemblés dans une organisation qui, dans les conditions de l'époque, était un parti.

Le II^e congrès de l'I.C. eut donc à résoudre ce délicat problème des rapports avec les anarchistes espagnols. Les comités de « Shop Stewar », délégués ouvriers élus dans les usines anglaises, estimaient, par ailleurs, que, devant la faillite des grandes organisations officielles en 1914, il valait mieux organiser une minorité concentrée dans les usines. Lénine leur répondit que cette minorité, c'était justement le parti révolutionnaire... Il fallait donc rechercher une solution, qui fut trouvée dans la décision de créer le conseil provisoire des syndicats rouges, où adhèreraient des organisations syndicalistes révolutionnaires, telle la C.N.T. Mais Pestaña, à son retour en Espagne, fut désavoué, et le congrès

décida le retrait de l'adhésion de la C.N.T. au Conseil provisoire des syndicats rouges. Ainsi, contrairement à ce qu'on a pu dire, ce n'est pas l'intransigeance des bolcheviks qui amena la rupture entre P.I.C. et les anarchistes. Il est difficile de se figurer l'atmosphère de P.I.C. dans cette période. Les discussions étaient certes passionnées, mais les rapports étaient empreints d'amitié et de cordialité, forgés par les liens de camaraderie entre militants qui, en dépit de leurs divergences, œuvraient dans le même but révolutionnaire. Jamais Lénine ne cherchait à imposer son point de vue. On votait sur toutes les questions. Et lorsque les divergences posaient des problèmes de principes et de discipline, Lénine et tous les délégués s'efforçaient de trouver les moyens et les formes susceptibles d'assurer la collaboration entre les révolutionnaires. Ainsi, le K.A.B.D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand), mis en minorité sur toute une série de questions (syndicats, attitude à l'égard du parlement, etc.) par le congrès de P.I.C., ne fut pas exclu. Le statut de parti sympathisant lui fut accordé, avec la possibilité de participer librement à tous les débats du Comité Exécutif, avec seulement un droit de vote restreint.

Nous demandons à Rosmer quels sont ses projets : d'abord, écrire un livre de souvenirs sur Trotsky, « non pas la biographie qui reste à faire, mais porter témoignage ; donner à Trotsky sa figure réelle est indispensable ». Le camarade Rosmer hausse les épaules avec mépris en parlant de ceux qui, « mélodramatisant l'histoire », ont voulu décrire, par exemple, la modeste demeure de Trotsky à Coyoacan comme une « forteresse ». Rien n'est plus éloigné du caractère et du contenu que Trotsky a voulu donner à sa vie que le « mélodrame ». Les photos que nous montre Marguerite Rosmer, prises au cours d'une excursion, témoignent que Trotsky faisait, lui aussi, siennes les paroles du poète antique, que Marx aimait à citer : « Rien d'humain ne m'est étranger. »

Ensuite, Rosmer éditera le troisième tome de l'« Histoire du Mouvement Ouvrier pendant la première guerre mondiale ».

Nous quittons Marguerite et Alfred Rosmer, nous promettant de prendre à nouveau le chemin de Périgny.

P. L.

La lettre de démission de Pierre MONATTE du Comité Confédéral de la C.G.T.

Pierre Monatte, l'un des principaux animateurs de la résistance ouvrière pendant la guerre impérialiste mondiale, et pionnier du syndicalisme révolutionnaire en France, vient de mourir. On lira ci-dessous sa lettre de démission du comité confédéral de la C.G.T., avec laquelle, en décembre 1914, se manifesta publiquement, pour la première fois en France l'existence d'une tendance fidèle à l'internationalisme prolétarien. Cette lettre valut d'ailleurs à Monatte, qui appartenait au service auxiliaire, d'être versé dans le service armé, et mobilisé le 5 février 1915 ; cependant, les partisans de l'union sacrée faisaient « la guerre jusqu'au bout » dans leurs bureaux, à l'arrière. Cette lettre est extraite de l'« Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre », d'Alfred Rosmer (tome I, pp. 177-180).

Camarades,

A PRÈS le vote émis, dans sa séance du 6 décembre, par le Comité Confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination :

Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'avais vu :

Le Comité Confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de commissaire à la nation ;

Quelques semaines plus tard, la commission confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes.

Aujourd'hui, le Comité Confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le Comité Confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le *Temps* et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

**

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au Comité d'une invitation à la conférence des socialistes des pays neutres, organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre, par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante :

Que la C.G.T. réponde en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leurs efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie, et que nous faisons des vœux pour le succès de la conférence de Copenhague.

A la séance du 29 novembre, la Fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui fut-elle combattue ? Par quels arguments ? Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du Comité confédéral — 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre — vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouvait devant trois positions : une première, de la Fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la C.G.T. et du Parti sur un texte commun de réponse ; enfin, celle des Métaux.

Le Comité se prononça d'abord sur la proposition — à caractère préjudiciel — du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions.

Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.

**

Ainsi, une nouvelle fois, des appels de socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir (aux classes ouvrières) de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Ce devoir, Keir Hardie et l'*Independent Labour Party*, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russes ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur conférence de Lugano et le parti socialiste américain par son initiative d'un congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht — et avec lui une minorité du parti socialiste allemand — par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre :

« Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés. »

« Seule une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

**

Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissés gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent :

« Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat. »

Nous l'avons eue moins de deux ans après.

Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité Confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour

l'Europe, une guerre capable de porter la liberté et la République à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le Kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète — aux méfaits tant de fois dénoncés — ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

**

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et, loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des états.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais, conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise ! Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, C.G.T. comme Parti Socialiste, Union Syndicale Internationale comme Internationale Socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart, et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme. Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays et de l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées, qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône, que la C.G.T. s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'aviez confié.

PIERRE MONATTE,

*Délégué titulaire de l'Union du Gard,
Délégué suppléant de l'Union du Rhône.*

Les Problèmes du Parti Ouvrier (III)

LA REVOLUTION DE 1848 EN FRANCE

La révolution de 1848 est le premier exemple d'une révolution ouvrière confisquée, trahie, sous le signe de la phrase démocratique. Toute l'histoire des révolutions battues — seule, la révolution d'Octobre échappera à ce destin, grâce à la direction du parti de Lénine et de Trotsky — ne fera que reproduire, sous les formes les plus diverses, celle de la révolution de 1848. Les noms changeront, les situations politiques se modifieront, mais les traits caractéristiques des organisations et des hommes resteront. À travers

toute la révolution de 1917, Lénine se référera à l'expérience de 1848 pour préciser les lignes directrices de la stratégie bolchéviste ; c'est à ce moment qu'il écrira, dans *L'état et la révolution*, après avoir défini les « traits communs à l'évolution moderne de tous les états capitalistes » : « En trois ans, de 1848 à 1851, la France a montré, sous une forme nette et ramassée, dans leurs successions rapides, ces processus de développement propres à l'ensemble du monde capitaliste. » (1)

C'est le caractère prolétarien de la menace révolutionnaire en France qui est à l'origine de l'impuissance de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, en Allemagne, à régler leurs propres problèmes. De cette constatation et de leur analyse, Marx et Engels tireront, comme nous le verrons plus loin, les premiers éléments de la théorie de la révolution permanente. L'étude de la révolution de février, l'analyse des forces sociales qui s'y affrontent, et surtout l'examen du rôle joué par les diverses formations politiques et leurs dirigeants permet de retrouver en eux, sans nullement forcer la réalité, des prototypes historiques, valables encore pour l'histoire dont nous sommes les témoins et les acteurs. La raison en est simple : fondamentalement, les forces sociales qui s'affrontaient dans la France de 1848 sont celles qui s'affrontent dans la France d'aujourd'hui : la bourgeoisie et le prolétariat. C'est pourquoi, malgré toutes les différences (2), y a-t-il des traits communs dans l'attitude des protagonistes, et ces traits communs sont, précisément, les traits essentiels ; en 1848, toutefois, ces caractéristiques de la politique de toute une époque n'étaient pas encore complètement élaborées, alors qu'aujourd'hui, elles le sont pleinement. La richesse du marxisme rend si totalement actuelles les leçons de 1848 que l'impression du vécu se dégage de la lecture des écrits de Marx et d'Engels

sur les événements de 1848, lorsqu'on les confronte avec les expériences les plus récentes de la lutte des classes.

Il est bien entendu que nous ne prétendons nullement écrire ici un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier. Nous nous proposons seulement de dégager, de l'étude des diverses étapes de la lutte des classes, et des conclusions que Marx en a tirées, des leçons utiles aux militants qui veulent construire un parti ouvrier révolutionnaire dans notre pays ; tâche que l'avant-garde se doit d'entreprendre, devant la faillite de la social-démocratie et du stalinisme à remplir les exigences de la lutte pour la révolution prolétarienne. Il serait évidemment impossible d'apprécier les efforts plus que séculaires du prolétariat dans cette voie sans les replacer dans leur contexte. C'est pourquoi il apparaît indispensable de relater sommairement les conditions historiques dans lesquelles s'est élaborée l'idée d'un parti prolétarien indépendant de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ces références historiques ne seront d'ailleurs pas inutiles, dans la mesure où le passé, avec ses traditions — le poids des générations mortes, comme l'écrivit Marx — continue toujours, aujourd'hui comme hier, à peser, en bien et en mal, sur la pensée et l'activité des classes en lutte et de leurs représentants politiques.

Une première faillite historique du "Front Populaire"

À la veille de la révolution de février, des hommes au pouvoir aux diverses oppositions, dynastique, républicaine, démocrate et ouvrière, nul ne s'attendait à une révolution (3). Le 20 février encore, Louis-Philippe espérait s'en tirer avec quelques concessions. Lamartine, représentant un « conservatisme prévoyant » (de nos jours on dirait un « capitalisme éclairé »), devait reprocher plus tard sévèrement aux orléanistes d'avoir fait la révolution (4). Quant à lui, avant la révolution, il définissait son rôle en ces termes : *Je veux créer un homme de réserve... et quand viendront les jours de grand péril, alors un grand flot de terreur me jettera au timon brisé.*

(1) Les premiers articles de cette série ont paru dans les numéros 513 et 515 de « La Vérité ». Nos lecteurs qui le désirent peuvent recevoir ces numéros franco de port en nous adressant 2,50 NF en timbres ou en les versant au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris.

(2) En 1848, le capitalisme reculait encore en lui d'immenses possibilités de développement ; aujourd'hui, il est entré dans sa crise finale. Mais les problèmes de l'attitude de la classe ouvrière face à l'état bourgeois, comme le montre Lénine, et par conséquent le problème de la direction ouvrière, se posent, dans leur essence, de la même manière.

Ledru-Rollin, représentant de la petite bourgeoisie démocrate, disait pour sa part, en 1845 : « Non, nous ne nous tromperons pas, nous ne sommes pas des ultra-révolutionnaires. Ce n'est pas nous qui préférons le bonnet rouge à une bonne action. »

En février 48, quelques jours avant l'insurrection populaire, il refusait la mise en accusation du ministre de Louis-Philippe, Guizot. Dans les journées qui précéderont février, Ledru-Rollin préféra encore laisser à d'autres la responsabilité d'un engagement décisif. Les 22 et 23, son journal, « La Réforme », ne réclamait que la liberté de réunion. Le 24 au matin, il n'était pas encore pour la république. Puis, se rendant à l'Hôtel de Ville avec Lamartine, il lui dit : « Nous marchons au calvaire. » Lamartine nota que « Ledru-Rollin est saisi d'effroi à l'idée d'un soulèvement populaire ».

(3) On trouvera à la fin de l'article une chronologie des événements.

(4) C'est en effet « l'opposition dynastique » (on dirait aujourd'hui « l'opposition de sa majesté ») qui prit l'initiative de la « campagne des banquets » qui devait aboutir aux événements de février.

Quant à Louis Blanc (5), à la veille des journées de février, il prédisait la défaite. Le 23 encore, après le renvoi de Guizot, il écrivait dans « La Réforme » : « *Le ministère est renversé, c'est bien. Nous nous faisons un devoir de rappeler hautement que c'est sur le patriotisme de tous les citoyens organisés en garde nationale que reposent, aux termes de la charte, les garanties de la liberté.* » La charte, c'est le document qui, en 1830, a consacré Louis-Philippe d'Orléans roi des Français !

*

Ce sont les travailleurs parisiens qui, prenant en mains leur propre sort, en dépit des chefs officiels de l'opposition libérale, démocrate et ouvrière, épouvantés devant la chute de la dynastie, renversèrent le trône et imposèrent la république.

Si Blanqui, alors en résidence surveillée, n'a pas participé directement aux journées de février, il faut noter le rôle prépondérant des membres des « sociétés secrètes » (6), qui, encadrant le peuple, ont constitué les chefs des barricades de février.

Au contraire d'une révolution de palais, un véritable mouvement populaire prend toujours à l'improviste, tant les couches dirigeantes, qui en sont les victimes, que les « chefs » officiels de l'opposition, qui volent au secours de la victoire pour mieux en limiter les conséquences.

En Russie (février 1917), en Allemagne (novembre 1919), en Espagne (juillet 1936), le schéma reste le même. Le mouvement révolutionnaire s'est développé souterrainement, à l'insu et contre la volonté des Kerensky, Noske, Blum ou Thorez. Jusqu'à ce jour, c'est seulement dans la Russie de 1917 que la présence du parti bolchevik, dirigé par Lénine, a pu empêcher la bourgeoisie, avec l'aide des démocrates bourgeois et petits bourgeois, et des réformistes (dont les staliniens ont pris la relève, de confisquer la révolution à son profit avant de l'écraser.

**

Le 24 février, sitôt les insurgés eurent-ils remporté la victoire sur les barricades, que Lamartine et Ledru-Rollin se rendirent à l'Hôtel de Ville. Ils craignaient de voir les militants des sociétés secrètes proclamer la « Commune ». Lamartine et Ledru-Rollin n'avaient d'ailleurs pas tort. Les masses, et l'avant-garde militante des sociétés secrètes, fortes de l'expérience des journées de 1830 (7), s'efforcèrent de créer, en divers endroits, sous une forme rudimentaire, une situation de double pouvoir. Au faubourg Saint-Antoine, des délégués furent élus, avec la mission de surveiller le gouvernement provisoire ; à Chartres, un comité provisoire de délégués ouvriers, chargé de contrôler la municipalité, fut constitué. Le gouvernement provisoire bourgeois balayera ces premiers germes d'un pouvoir ouvrier démocratique.

« *D'abord et avant tout, que l'état demeure !* » proclamera dès le premier jour Lamartine. L'état de la bourgeoisie, l'état bureaucratique devait être défendu contre les travailleurs parisiens. Le 2 février, le gouvernement provi-

voire était constitué. Y entraient les républicains bourgeois Marie, Marrast, Garnier-Lagrange, Arago, Dupont ; le représentant de l'opposition dynastique, Crémieux ; les représentants démocrates de la petite bourgeoisie, Ledru-Rollin et Flocon ; les socialistes réformistes, Louis Blanc et Albert ; sans oublier Lamartine, qui entendait ne pas être classé, mais que ses actes allaient situer sans équivoque. On nomma le socialiste Albert... président de la commission des récompenses nationales. Un véritable gouvernement de front populaire avant la lettre !

Le 25 février, les ouvriers en armes voulurent arracher des garanties de leur victoire. Ils occupèrent l'Hôtel de Ville où délibérait le gouvernement provisoire. Brusquement, la porte de la salle où siégeait le gouvernement fut forcée. Le jeune ouvrier Marche entra, le fusil à la main : « *Citoyens, depuis 24 heures la révolution est faite, le peuple attend encore des résultats. Il m'envoie vous dire qu'il ne souffrira plus de délai. Il veut le droit au travail tout de suite* » (8). Lamartine lui répondit par un beau discours que Marche coupa : « *Assez de phrases comme cela, assez de poésie, le peuple n'en veut plus. Il est le maître, et vous ordonne de décréter sans plus de retard le droit au travail.* » Lamartine et Louis Blanc accumulèrent phrases sur phrases, jusqu'à ce que le représentant des ouvriers en armes céda. Il déclara : « *Eh bien ! Oui, nous attendrons. Nous avons confiance dans notre gouvernement puisqu'il a confiance en nous. Le peuple attendra. Il met trois mois de misère au service de la république.* » Louis Blanc félicita Marche.

Ce dialogue, cette hésitation des ouvriers, leurs illusions, leur générosité annonçaient leur future défaite. Les ouvriers pouvaient tout. Mais l'expérience leur faisait complètement défaut, et il n'y avait pas d'organisation révolutionnaire pour leur montrer qu'il leur fallait absolument imposer le départ des ministres bourgeois d'un gouvernement qui venait de s'installer au pouvoir grâce à la révolution faite par eux seuls, les ouvriers.

Ce même 25 février, Lamartine fit décider par le gouvernement provisoire la création de la garde mobile (remplaçant la vieille garde nationale en liquéfaction). Pour que « *l'état (bourgeois) demeure* », il lui fallait une force réactionnaire de répression à son service. Celle-ci s'illustrera en juin contre les ouvriers. Lamartine fit également voter cette première proclamation : « *L'unité de la nation formée désormais de toutes les classes de citoyens qui la composent, le gouvernement de la nation par elle-même, la liberté, l'égalité et la fraternité par principe, le peuple pour devoir et mot d'ordre, voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même et que nos efforts sauront lui assurer.* » A ce verbiage humanitaire de collaboration des classes, qui ne visait qu'à endormir le peuple pour mieux l'écraser ensuite, s'associèrent les représentants des ouvriers, Louis Blanc et Albert.

Le 26 février, les masses inquiètes manifestèrent de nouveau, s'efforçant de reprendre l'initiative. Elles manifestèrent pour le drapeau rouge. Louis Blanc, au début, approuvait la manifestation. Puis il capitula, comme il le fera constamment, sous la pression de Lamartine et Ledru-Rollin. Ces derniers ne voulaient pas d'autre emblème que le drapeau tricolore. Un « compromis » fut trouvé : on attachait à la hampe du drapeau tricolore un petit morceau d'étoffe rouge (qui, d'ailleurs, disparut rapidement par la suite) !

Le 27 février, les gardes nationaux bourgeois reconnaissants défilèrent au cri de : « *Vive Lamartine !* »

Le 28 février, de nouveau, les masses armées manifestèrent, avec des mots d'ordre de classe, encore que reflétant leurs illusions : « *Pas de marchandage, dix heures de travail, ministère du travail, ministère du progrès, abolition de*

(5) Théoricien socialiste réformiste, auteur d'une brochure intitulée « *l'organisation du travail* » (1840) qui eut un très grand retentissement. Rejetant le principe de la lutte de classes, il prétendait réaliser pacifiquement la transformation de la société capitaliste en société socialiste grâce à l'organisation d'Ateliers nationaux soutenus par l'état.

(6) Sous Louis-Philippe (1830-1848), les révolutionnaires (républicains, petits-bourgeois et communistes de diverses tendances), contraints à l'illégalité, s'étaient organisés en « sociétés secrètes » à l'exemple des carbonari italiens. Ce sont deux de ces sociétés (la « *Société des familles* » de Barbès, et la « *Société des Saisons* » de Blanqui) qui organisèrent l'insurrection du 12 mai 1839, qui fut immédiatement noyée dans le sang et entraîna la condamnation à la réclusion de ses instigateurs.

(7) En 1830, les travailleurs parisiens abattirent Charles X au cours des « *Trois Glorieuses* » journées (27-28-29 juillet). Mais le banquier « libéral » Laffitte installa Louis-Philippe à l'Hôtel de Ville, avec un gouvernement provisoire, avant que les travailleurs ne puissent réagir.

(8) La crise économique mondiale de 1847 avait engendré un chômage qui faisait cruellement souffrir les ouvriers.

l'exploitation de l'homme par l'homme. Une délégation se rendit à la salle des séances du gouvernement provisoire : Lamartine, Ledru-Rollin, Flocon s'opposèrent aux revendications ouvrières. Louis Blanc et Albert menacèrent de démissionner. Arago proposa une transaction : il n'y aurait pas de ministère du travail et du progrès, mais une commission du travail pour « *étudier l'amélioration du sort des ouvriers* » ! Louis Blanc accepta la présidence de la commission du Luxembourg, qui n'eut d'autre fonction que d'apaiser les conflits entre les classes, dans une situation où la bourgeoisie n'avait pas encore la force de dire non aux revendications. Cette commission était le digne ancêtre de celle qui s'est réunie à l'hôtel Matignon en juin 36, et de la multitude des comités et commissions qui ont siégé depuis 1944. Constitué sur le même modèle tripartite (représentants du gouvernement, du patronat et des travailleurs) et sans pouvoir réel, ces organisations de collaboration des classes n'ont jamais eu d'autre raison d'être que d'endormir les travailleurs et d'entraver leur action de classe.

La première étape de la révolution de février était close. Les ouvriers s'étaient laissés frustrer de leur victoire ; ils n'avaient pas pu détruire l'état bourgeois et instaurer leur propre pouvoir. Mais ils étaient encore debout ; ils avaient des armes : il faudrait les désarmer. Trois mois furent consacrés à préparer leur écrasement ; c'est à cette tâche que se consacra le gouvernement provisoire.

Le ministre bourgeois Marie, organisateur des « ateliers nationaux » (9), fruit de l'activité de la commission du Luxembourg, donna une définition parfaite de la politique de la bourgeoisie : « *L'unique affaire* », déclara-t-il, « *est de gagner du temps, en amusant l'émeute jusqu'à ce que l'on puisse la museler. L'impossibilité d'une résistance efficace de la part des honnêtes gens étant trop évidente pour l'instant, la sagesse commande de louvoyer, et de désintéresser la classe ouvrière par des concessions plus apparentes que réelles, qui donneront à la partie saine de la nation le moyen d'atteindre sans trop de dommage, et de préparer dans l'ombre, et le plus vite possible, des jours meilleurs* ».

Toute la tactique des classes dominantes, face à une révolution, est ici parfaitement et cyniquement exprimée. Mais, pour réaliser cet objectif, il faut à la réaction :

- 1° une force armée de répression ;
- 2° user la combativité ouvrière, tâche à laquelle doivent s'atteler les dirigeants officiels de la classe ouvrière promus au rang de ministres ;
- 3° atteindre dans leur honneur, en les calomniant, les chefs véritablement révolutionnaires, afin de les isoler des masses.

Le deuxième point est d'ailleurs de beaucoup le plus important. Pour réaliser le premier, Arago, ministre de la guerre du gouvernement provisoire, obtint d'énormes crédits pour l'armée : plus de 100 millions en deux mois. Par exemple, le 24 avril, après la victoire électorale bourgeoise du 23, au titre des dépenses urgentes et impérieuses, étaient alloués à l'armée 19.887.000 francs, d'une part, 4.280.000 de l'autre ; le 3 mai, encore 80.119.419 francs. A titre de comparaison, on notera que, du 5 mars au 3 mai, 7.240.200 francs

en tout furent alloués aux ateliers nationaux. Au total 120.705.419 francs furent consacrés, du 7 mars au 3 mai, à forger l'instrument de répression dont Cavaignac devait se servir victorieusement en juin. Les ministres bourgeois savaient parfaitement la signification de ces crédits et leur destination. « *Quand la troupe sera de nouveau dans Paris, alors nous ferons ce que nous voudrions* », déclara Arago.

Déposant devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements de juin 1848, Lamartine dira : « *J'ai obsédé le général Cavaignac de mes observations à cet égard* » (à l'issue du conseil il s'informait du nombre précis et de la marche des troupes). Cavaignac, le 25 novembre, déposant devant ladite commission, confirmera : « *Journellement, M. de Lamartine me demandait : les troupes arrivent-elles ?* » Les troupes étaient là, près de 600.000 hommes.

Relevons que c'est Louis Blanc qui proposa en février la nomination du général « républicain » Cavaignac au poste de gouverneur général de l'Algérie, étape vers son entrée au ministère le 10 mai ; le même Louis Blanc approuva les crédits octroyés à l'armée.

A étudier la tactique utilisée en 1848 par la bourgeoisie pour user la combativité des masses, les duper, les démoraliser et ensuite les briser, la conclusion s'impose qu'il n'y a, en ce domaine, rien de bien nouveau sous le soleil. La méthode est simple. Tout d'abord, s'assurer la collaboration des chefs officiels de la classe ouvrière, qui acceptent avec joie d'être invités à la table de la bourgeoisie pour s'y conduire en « hommes d'état ». « *Il n'est pas mauvais que Louis Blanc soit là* », estime Lamartine en février, après tout, sa présence est préférable ici plutôt qu'en face... Louis Blanc est un homme traitable », ajoute-t-il, « *il n'a pas insisté plus que de raison dans l'affaire du drapeau rouge, il s'est employé à calmer le mécanicien Marche, il a déclaré le 28, aux agités de la place de Grève, qui l'ont ensuite porté en triomphe, que la force du gouvernement provisoire était dans la confiance du peuple et la force du peuple dans sa modération. Louis Blanc distingue le possible de l'impossible. Louis Blanc préservera la foule d'entraînements funestes où pourraient l'induire quelques forcenés* ». Louis Blanc était un homme sur lequel la bourgeoisie pouvait compter. N'avait-il pas déclaré à Lamartine : « *Nous sommes dans cette situation singulière que vous êtes responsable du progrès, et que je suis responsable de l'ordre* ».

La bourgeoisie s'étant assuré du concours des dirigeants officiels de la classe ouvrière, comblés d'être nommés ministres, l'affaire pourra dès lors se nouer. Mais il faut procéder avec prudence.

Le 28 février, les masses avaient montré leur force, il était indispensable de leur faire des concessions, plus apparentes que réelles, il est vrai. La journée de dix heures fut adoptée. Lamartine comprenait, comme il le dira lui-même, la nécessité de jeter du lest, de faire « *la part du feu, d'ouvrir une soupape de sûreté* ». Il convainquit les ministres bourgeois résolument hostiles à toute concession, qui acceptèrent en soupirant : « *La nécessité est une souveraine devant laquelle l'homme le plus fier peut se courber sans honte* ».

La journée du 17 mars

Le 5 mars, un décret annonçait pour le 9 avril l'élection, au suffrage universel, au scrutin de liste et au vote secret, d'une assemblée constituante qui se réunirait le 20 avril. La manœuvre était claire et compréhensible pour tous, aussi bien pour les bourgeois que pour Louis-Blanc, et que pour

ceux qui, avec Blanqui, s'y opposaient : il s'agissait d'utiliser le poids de la province retardataire contre Paris révolutionnaire et ouvrier. Louis Blanc, au gouvernement, s'était déclaré hostile à ce décret. Dès le 7 mars, Blanqui demanda l'ajournement. Sous son impulsion, tous les clubs, où se rassemblaient les militants ouvriers de toutes tendances, exigèrent l'ajournement des élections à l'assemblée constituante ; tous voulaient, d'autre part, obtenir l'assurance que les troupes de ligne retirées de Paris depuis février n'y seraient pas ramenées insensiblement par petits détachements. Le 14 mars, Blanqui fit adopter par son club, la « *Société républicaine centrale* », une pétition adressée au gouvernement contre les élections. Diffusée en tract à

(9) Les ateliers nationaux, apparemment pris dans le programme de Louis Blanc, furent en fait organisés en opposition directe contre lui et la commission du Luxembourg par le ministre bourgeois Marie ; « *Sous ce nom pompeux se dissimule seulement l'occupation de centaines de milliers d'ouvriers à des travaux de terrassement fastidieux, monotones et imprudents, pour un salaire de 23 sous* » (Marx).

Paris, cette pétition rencontra le plus large écho, et fut à l'origine de la mobilisation des 200.000 manifestants du 17 mars. Blanqui préparait activement la manifestation ouvrière. Une « fausse » manœuvre de la bourgeoisie, et la politique obtuse des dirigeants des clubs ouvriers, à l'exception de Blanqui, détournèrent cette manifestation de masse de ses objectifs de classe.

Le 16 mars, en effet, avait lieu une manifestation de la garde nationale bourgeoise, aux cris de : « *A bas Ledru-Rollin !* » Le soir du même jour, les délégués des clubs (Cabet, Blanqui, Dezannes) se concertaient avec les délégués du Luxembourg (Louis Blanc). Tous proposaient, le lendemain, de manifester pour le soutien du gouvernement provisoire, et réclamaient l'ajournement des élections jusqu'en mai-juin. Seul, Blanqui ne voulait pas placer la manifestation sous la houlette du gouvernement provisoire, et il ajoutait : « *Deux mois ou rien, c'est la même chose.* »

L'appel à la manifestation, rédigé par Cabet, demandait l'éloignement des troupes, et l'ajournement des élections au 31 mai y était accepté.

Le 17 mars, la manifestation pacifique rassembla plus de 200.000 ouvriers, qui défilèrent aux cris de « *Vive Ledru-Rollin, vive Louis Blanc, vive le gouvernement provisoire !* » Une délégation fut reçue par Louis Blanc, au nom du gouvernement provisoire. Louis Blanc l'accueillit en ces termes : « *Les vœux que vous avez exprimés seront pris en grande considération... parce qu'ils se sont produits en termes pleins de modération. Maintenant, retirez-vous, pour qu'il*

soit bien entendu que le gouvernement ne délibère pas sous l'emprise de la menace. »

En mettant à profit la manifestation bourgeoise du 16 pour détourner les masses de leurs objectifs, Lamartine et Ledru-Rollin, avec l'aide de Louis Blanc et de la majeure partie des dirigeants des clubs, avaient réussi à canaliser la manifestation du 17 mars au profit du pire ennemi des travailleurs : le gouvernement provisoire. D'une manifestation conçue et organisée à l'origine par Blanqui, pour exprimer la méfiance populaire envers le gouvernement provisoire bourgeois, elle avait été transformée en une manifestation de confiance au gouvernement ! Combien de fois, depuis, les dirigeants officiels de la classe ouvrière réussissent-ils à duper ainsi les masses ! Enumérer les exemples serait retracer la longue et douloureuse histoire de la trahison du réformisme et du stalinisme tout entière.

Le seul résultat de la journée du 17 mars fut qu'au gouvernement un compromis, une nouvelle fois, mit d'accord Louis Blanc et les ministres bourgeois. Les élections, fixées par le décret du 5 mars au 9 avril, furent repoussées... au 23 avril ! Mais, si la manifestation du 17 mars n'avait pu atteindre les objectifs que Blanqui lui avait assignés, elle n'en démontra pas moins à la bourgeoisie l'immense potentiel révolutionnaire du prolétariat. Il fallait affaiblir la classe ouvrière, lui porter des coups. C'est à quoi s'attelèrent les démocrates petits-bourgeois, Ledru-Rollin en tête, en montant de toutes pièces la provocation du 16 avril.

La provocation du 16 avril et l'aventure du 15 mai

L'obstacle que représentait Blanqui devait être balayé. A cette fin, Ledru-Rollin n'hésita pas à utiliser un faux policier : le « *document Taschereau* », publié dans la presse le 31 mars. Selon ce document calomnieux, Blanqui aurait trahi en prison ses compagnons, les conjurés de 1839. La calomnie porta. Blanqui, que la plus dure des répressions n'a jamais fait plier, fléchit sous l'orage. Il dut consacrer des jours et des jours à répondre au faux, et, pendant ce temps, Ledru-Rollin monta sa provocation contre le mouvement des masses. Louis Blanc lui fournit l'occasion qu'il cherchait de devenir enfin un véritable homme d'état, reconnu comme tel par la bourgeoisie, pas pour longtemps d'ailleurs. Les élections s'annonçaient fort mal. Louis Blanc le comprit : une vague de réaction commençait à submerger le pays. Il se sentit menacé, et, pour conserver sa position au sein du gouvernement provisoire, il chercha à peser sur la bourgeoisie : il prépara une manifestation pacifique au Champ de Mars pour le 16 avril.

Le 15 avril, Ledru-Rollin annonçait au gouvernement la manifestation populaire du lendemain, dont les objectifs étaient : l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'organisation du travail par l'association. Les clubs et Louis Blanc étaient à l'origine de cette démonstration. Ledru-Rollin était parfaitement au courant de cette manifestation : Louis Blanc lui en avait parlé ; il ne s'y était pas opposé.

Le 16 avril, après s'être rassemblés au Champ de Mars, les ouvriers décidèrent de se rendre en cortège au siège du gouvernement provisoire, pour y remettre le montant d'une collecte patriotique. Ledru-Rollin, en accord avec ses autres ministres (et malgré les protestations de Louis Blanc et Albert, protestations émises dans le secret du cabinet seulement), fit alors battre le rappel de la garde nationale bourgeoise pour protéger la « *société contre l'anarchie* ». Lamartine, devant les gardes bourgeois rassemblées à l'Hôtel de Ville, dénonça une conspiration visant à remplacer le gouvernement provisoire par un comité de salut public.

Les manifestants arrivèrent à l'Hôtel de Ville, ne se doutant de rien. Ils défilèrent entre les gardes qui les menacèrent. Les travailleurs s'étonnaient, ne comprenant pas. Louis Blanc qui, lui, savait pourtant à quoi s'en tenir quant à la provocation montée par Ledru-Rollin, leur mentit effrontément : « *Des hommes ardents, des forcenés sont mêlés à ce mouvement afin de le faire aboutir au désordre. Le rappel a été ordonné contre ces hommes et non contre vous* », leur affirma-t-il. Les ouvriers se dispersèrent. Les bourgeois armés restaient maîtres de la rue. Le soir même, pour la première fois depuis le 15, les gardes nationaux bourgeois se sentirent assez d'audace pour affronter la classe ouvrière. Ils attaquèrent les clubs pour tenter de les disperser. A la Société républicaine centrale de Blanqui, dont nous avons vu la position les jours précédents, ils furent reçus comme il convient, et mis en fuite par la riposte des blanquistes. Mais la classe ouvrière avait subi un premier et terrible échec. La provocation bourgeoise avait pleinement réussi. Le gouvernement put enfin décider de rappeler l'armée à Paris. Le 20 avril, l'armée rentra officiellement dans la capitale.

Le 23 avril, les électeurs envoyaient une large majorité bourgeoise à l'Assemblée Constituante. Le 27 avril, à Rouen, la troupe tira sur un cortège d'ouvriers manifestant contre la fraude électorale. 34 morts, 244 arrestations. Il n'est pas inutile, à ce propos, de signaler que tous les préfets nommés par Louis-Philippe, sauf 12, avaient conservé leur place. Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, comme Lamartine n'a qu'un seul objectif : assurer la permanence de l'appareil bureaucratique de l'état bourgeois ; il n'a évidemment pas l'intention de l'épurer. Car le maintien de l'état en tant qu'instrument de la classe dirigeante, est essentiel pour le salut de la société bourgeoise.

✱

Après les élections du 23 avril, la réaction bourgeoise s'installa. Louis Blanc avait fait son temps. La bourgeoisie n'avait plus besoin du réformisme. Elle entendait prendre elle-même ses affaires en mains. Lorsque l'assemblée se réunit le 4 mai, elle décida d'éliminer Louis Blanc et Albert

du bureau exécutif temporaire mis en place sous le nom de « commission exécutive ». Lamartine accepta sans sourcilier l'élimination de Louis Blanc, mais, lorsque la majorité bourgeoise entendit se passer également de Ledru-Rollin, il s'y opposa. Ledru-Rollin symbolisait la république. La bourgeoisie ne devait pas préjuger de ses propres forces. La classe ouvrière avait subi de rudes coups, mais elle n'était pas encore défaite. Il fallait encore garder le petit bourgeois radical Ledru-Rollin. L'assemblée se rendit de mauvaise grâce. Ledru-Rollin fit donc partie de ladite commission exécutive, élu d'ailleurs bon dernier, avec Arago, Garnier-Pagès, Marie et Lamartine.

Pendant les masses et les militants des clubs se sentaient menacés. Le comité de centralisation des clubs, qui fédérait tous les clubs ouvriers et révolutionnaires de Paris, décida d'organiser pour le 15 mai une manifestation contre la répression russe en Pologne.

Le 13 mai, à la société républicaine centrale, Blanqui s'efforça de dissuader les militants. Il comprenait que le rapport des forces n'était pas favorable aux travailleurs et que le 15 mai risquait d'être une aventure. Depuis le 17 mars, la bourgeoisie s'était considérablement renforcée. Il ne fallait pas risquer d'aller au devant d'un échec qui lui donnerait encore plus d'audace. Le 14 mai, Barbès, qui avait accumulé les fautes depuis le 24 février et s'était laissé jouer par Lamartine, Ledru-Rollin et Louis Blanc, s'opposa également à ce projet de manifestation. Mais la pression de la base impatiente fut la plus forte. Elle s'imposa aux dirigeants. Devant la Haute Cour, en 1849, Blanqui s'expliquera en ces termes : « *Mon avis en faveur de l'abstention a échoué, j'ai dû céder ce jour-là ; alors j'ai dit : "Vous voulez aller à la manifestation, allons-y, mais prenons garde aux sottises. Le peuple n'est pas un automate, on ne dirige pas à volonté les mouvements populaires".* »

La manifestation eut donc lieu. Toute la profondeur du mouvement spontané des masses, conscientes de la menace contre-révolutionnaire, allait s'y révéler. Et, en même temps, apparaîtraient les conséquences désastreuses de l'absence d'une véritable direction révolutionnaire, capable d'empêcher, à un moment défavorable, un choc décisif. En juillet 1917, Lénine s'est trouvé devant une situation analogue. Sa supériorité sur Blanqui résidait en ceci, qu'il avait su forger une organisation de l'avant-garde la plus consciente, organisation basée sur la doctrine scientifique élaborée par Marx et Engels, et qui put empêcher les manifestations de juillet d'aboutir à une épreuve de force décisive à un moment où les masses risquaient, après quelques succès partiels, d'être écrasées par la force, supérieure pour un temps encore, de la réaction. En janvier 1919, en Allemagne, Rosa Luxembourg et Liebknecht ne disposaient pas d'une telle organisation, et les manifestations spontanées, se développant dans une situation défavorable, furent durement réprimées.

Le 15 mai, la commission exécutive mobilisa pour la protection de l'assemblée les légions de la garde nationale des

quartiers bourgeois, et la garde mobile. Mais la manifestation fut d'une telle ampleur qu'elle bouscula le dispositif mis en place. Les manifestants envahirent l'assemblée nationale. C'est alors que Louis Blanc, bien qu'il eut été bafoué par la bourgeoisie, demanda au président de l'assemblée de l'autoriser à intervenir au nom de cette même assemblée — qui ne cachait pas sa volonté de le liquider, lui, Louis Blanc — pour calmer les manifestants. Il s'offrit à lire la pétition, comme c'était son droit de représentant du peuple : « *Il était important* », écrira-t-il plus tard, « *que cette lecture eut lieu : unique chance qui se présentait de faire évacuer la salle en ôtant tout motif d'y rester.* »

De son côté également, Blanqui s'efforçait de canaliser le mouvement avec des motifs tout autres. Blanqui estimait à juste titre, comme nous l'avons vu, que les conditions de la victoire (le renversement de l'assemblée) n'étaient pas réunies. Il prit la parole, s'éleva contre la répression antiouvrière à Rouen, Ledru-Rollin, qui cherchait à gagner du temps, en appela aux « *sentiments de justice et de convenance du peuple, pour obtenir l'évacuation de l'assemblée* ». Les manifestants crièrent : « *Votez par acclamation.* » Barbès exigea le renvoi des troupes. Dans le tumulte, on lança les noms d'un gouvernement provisoire. Les manifestants s'ébranlèrent, comme le 24 février, en direction de l'Hôtel de Ville. Les gardes bourgeois laissèrent défilé la manifestation. Marrast (10) fit alors appel aux légions de la Garde Nationale. Lamartine et Ledru-Rollin mobilisèrent les régiments de dragons qui étaient casernés dans la capitale depuis le 20 avril. Les bataillons cernèrent l'Hôtel de Ville, et crièrent : « *Vive l'Assemblée Nationale, A bas les communistes !* »

Barbès et Albert furent arrêtés et, sous la protection des gardes nationaux bourgeois et des gardes mobiles (11), les députés rentrèrent en séance. Louis Blanc, qui s'était refusé à aller à l'Hôtel de Ville avec les masses, revint également en séance. Le futur député à l'Assemblée versaillaise de 1871 y fut accueilli par les gardes avec des injures, des menaces de mort, et des coups. La bourgeoisie ne témoigne jamais de reconnaissance à ses valets ! L'assemblée, sur la proposition du républicain démocrate Flocon, vota des félicitations à l'armée et à la garde mobile. Elle ne se décida pourtant pas à arrêter Louis Blanc, mais réagit violemment contre Caussidière (12). Celui-ci, pour sa défense, fit placarder une affiche qui rejetait la responsabilité sur Blanqui.

Le 26 mai, Blanqui fut arrêté, et plus de 4.000 militants, qui auraient pu constituer les cadres du mouvement de juin, avec lui. Dans son livre : « *Les luttes de classes en France* », Marx caractérisera ainsi le mouvement du 4 mai : « *Le prolétariat précipite la décision le 15 mai. Il envahit l'assemblée nationale, tentant vainement de reconquérir son influence révolutionnaire, sans autre résultat que de livrer ses chefs énergiques aux géoliers de la bourgeoisie. Il faut en finir ! Par ce cri, l'assemblée nationale donnait libre cours à sa résolution de contraindre le prolétariat au combat décisif.* »

Les journées de juin

Sans organisation révolutionnaire suffisamment solide pour les encadrer, les masses s'étaient lancées, le 15 mai, dans une action élémentaire contre la bourgeoisie et son état. Aucun mot d'ordre précis, aucun objectif clair ne les guidait. Elles durent refluer. Dès lors, la bourgeoisie se sentit suffisamment puissante. Elle avait la situation bien en mains. Il lui fallait parfaire sa victoire, écraser les masses. Il lui fallait exorciser, en versant le sang ouvrier, le fantôme prolétarien de février. La commission exécutive,

(10) Marrast Armand : libéral bourgeois, directeur du « National » à partir de 1838. Membre du gouvernement provisoire en février 1848, il était devenu maire de Paris le 6 mars.

(11) Vingt-quatre bataillons de gardes mobiles, de 1.000 hommes chacun, composés de jeunes hommes de 15 à 20 ans, appartenant pour la plupart au lumpen-prolétariat, avaient été formés par le gouvernement provisoire.

organisme de collaboration des classes qui avait bien servi la bourgeoisie en endormant et en trompant les masses, n'était plus adaptée à cette tâche. Le général républicain Cavaignac, cher au cœur de Louis Blanc, était tout désigné pour l'exécuter. Marrast organisa l'affaire. Sur sa proposition, l'assemblée, le 31 mai, désigna une commission parlementaire chargée d'examiner la demande d'autorisation des poursuites contre Louis Blanc. Celui-ci distribua un mémoire justificatif : « *Je n'étais pas à l'Hôtel de Ville le 15 mai.* » Marrast continua malgré tout à affirmer que son ex-collègue du gouvernement provisoire y était ! La commission d'enquête se prononça, par 15 voix contre 3, pour l'autorisation

(12) Caussidière Marc : employé à Saint-Etienne, il avait participé à l'insurrection lyonnaise de 1834. En février 1848, après avoir combattu sur les barricades, il avait pris possession de la préfecture de police où il était demeuré.

des poursuites. Ce fut Jules Favre, ancien collaborateur de Ledru-Rollin et le futur versaillais de 1871, qui fut chargé du rapport. Louis Blanc se défendit avec « indignation ». L'assemblée, néanmoins, par 369 voix contre 337, ne vota pas l'autorisation des poursuites. La bourgeoisie ne cherchait pas encore à crever l'abcès sur le plan parlementaire. Elle avait obtenu ce qu'elle désirait : la capitulation totale de Louis Blanc qui, en défendant son loyalisme envers elle, était passé définitivement du camp du prolétariat à celui de la classe capitaliste. Elle poursuivit, jusqu'aux journées de juin, ses avantages. Marrast exigea de la commission exécutive une loi contre la presse ; pour se sauver elle-même, la commission exécutive accepta. Ses membres utilisèrent dès lors la même tactique que Louis Blanc. Ils acceptèrent de se déjuger sans cesse de nouveau ; ils se discréditèrent toujours davantage par leurs capitulations successives. Lamartine lui-même commença à être attaqué. Le 12 juin, il se défendit en ces termes : « *Je n'ai agi que pour maintenir l'ordre et la liberté. Oui, j'ai conspiré avec Blanqui ; comme le paratonnerre conspire avec le nuage qui porte la foudre.* »

Le politicien-poète tombera tout comme Louis Blanc et Ledru-Rollin, victime de son crétinisme parlementaire. Au demeurant, il ne s'agissait pas là d'une erreur d'appréciation de sa part. Lorsque la classe dominante est menacée, sa représentation parlementaire, libéraux bourgeois et petits bourgeois, et les dirigeants ouvriers partisans de la collaboration des classes ne balancent pas un seul instant : ils se rangent du côté de l'« ordre » et de la liberté bourgeoise, foulant aux pieds leurs « principes sacrés ». Puis, quand les travailleurs ont été défaits avec leur aide, ils s'étonnent de voir la réaction les liquider les uns après les autres, au fur et à mesure que leurs services sont devenus inutiles, et s'indignent alors de ce qu'ils appellent la passivité et la veulerie des masses.

Mais, pour la réaction bourgeoise, la stratégie parlementaire, qui visait avec succès à déconsidérer les héros de février, ne suffisait pas. Il fallait écraser le prolétariat ; et l'assemblée organisa alors la provocation de juin. Les ateliers nationaux furent dissous. Des ouvriers, par milliers, furent réduits au chômage. Les travailleurs se trouvaient ainsi contraints à la bataille.

« *Le 21 juin — écrivait Marx — les ouvriers, devant les provocations de l'assemblée, n'avaient plus le choix. Il leur fallait, ou mourir de faim, ou engager la lutte. Ils répondront le 22 juin par la formidable insurrection où fut livrée la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois. Le voile qui cachait la république se déchirait.* »

Quand les travailleurs entrèrent en lutte, ils trouvèrent en face d'eux, du côté de l'« ordre », Ledru-Rollin, Lamartine, Arago et toute la commission exécutive. Ils avaient perdu la plupart de leurs cadres, emprisonnés après les journées de mai. Le blanquiste De Flotte, lieutenant de vaisseau, l'ouvrier Marche, qui avait traité Lamartine de beau parleur le 27 février, combattirent avec les ouvriers du faubourg Saint-Antoine. La commission exécutive se rendit à l'assemblée, qui devint l'état-major de la répression. Cavaignac, ministre de la Guerre, prit le commandement des forces de répression. Louis Blanc lui-même fut du côté des massacreurs. Déposant le 25 août devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements de juin, il devait expliquer qu'il « *a réprouvé l'insurrection de juin* ».

Les choses étaient devenues claires, les hommes prenaient leur véritable place ; les programmes et les organisations sont toujours mis à l'épreuve des faits, lorsque les forces sociales antagonistes livrent une bataille décisive.

Au début, Arago tenta en vain, par la persuasion, de faire se retirer les ouvriers du quartier du Panthéon dans le calme. Ayant échoué, le bon Arago, libéral, républicain, ami du progrès et ennemi acharné de Blanqui, donna, la larme à

l'œil, l'ordre de l'assaut aux forces de répression. Avec lui, tous les membres de la commission exécutive, anxieux, se tournèrent vers Cavaignac. « *Vaincra-t-il ?* » se demandaient-ils tous avec angoisse. L'homme qui prêchait la collaboration des classes, l'insertion du prolétariat dans le système capitaliste par l'organisation du travail, le « déserteur » Louis Blanc siégeait sans désespérer à l'Assemblée Nationale ! qui siégeait elle-même sans désespérer, dans l'attente de la victoire de Cavaignac.

Les ouvriers résistèrent héroïquement : 100.000 fusils furent saisis, 25.000 arrestations opérées, et 11.057 ouvriers furent maintenus en état d'arrestation, 1.500 fusillés sans jugement. Des milliers de travailleurs furent tués. La bourgeoisie, lorsque ses intérêts de classe sont en jeu, est toujours d'une férocité implacable.

F Engels, dans la « *Neue Rheinische Zeitung* », avant même que ne fut connue la défaite ouvrière, tira les premières leçons de l'insurrection ouvrière : « *Les ouvriers du 23 juin* », écrivit-il, « *luttent pour leur existence. La patrie a perdu pour eux toute signification. La Marseillaise et tous les souvenirs de la grande révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793. L'unanimité de la révolution de février a disparu, cette unanimité politique pleine d'illusions éblouissantes, pleine de beaux mensonges, et qui fut représentée si dignement par le traître aux belles phrases : Lamartine. De bonne heure, le matin, le peuple commence en silence à élever ses barricades. Elles étaient plus hautes, plus solides que jamais. Sur la barricade à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, flottait un immense drapeau rouge...* »



Marx et Engels ont abordé la révolution de février avec une stratégie (pour la France, où la révolution bourgeoise était accomplie depuis 1789) qu'Engels définit en ces termes, à la veille de la chute de Louis-Philippe : « *Il est souhaitable et nécessaire en ce moment, à la veille de la révolution, que le prolétariat se rapproche du parti de la petite bourgeoisie.* » Ce parti est celui où collabore le socialiste réformiste Louis Blanc avec les dirigeants radicaux Ledru-Rollin et Flocon et le bourgeois humanitaire Arago. L'insurrection de juin 1848, les positions prises par les leaders démocrates petits-bourgeois et réformistes, amèneront Marx et Engels à rompre définitivement avec Louis Blanc et Ledru-Rollin et, dès lors, à lutter pour un parti ouvrier indépendant. Dans un article rédigé par Marx le 31 décembre 1848, celui-ci formule nettement l'objectif à atteindre pour le parti prolétarien. « *Renversement de la bourgeoisie, triomphe du prolétariat français ! Il n'y a qu'un seul mot d'ordre : l'émancipation de la classe ouvrière.* »

La perspective, la stratégie et la tactique se sont donc modifiées. L'expérience historique a parlé. Face au mouvement prolétarien, les représentants politiques de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie se sont jetés dans les bras de la réaction bourgeoise. La politique de collaboration des classes du réformisme s'est soldée par une faillite totale, ouvrant la série des banqueroutes qu'elle a connues depuis jusqu'à nos jours. Les faits ont tranché. Ils seront généralisés, et les conclusions en seront posées comme principes, dans la circulaire du comité central de la Ligue communiste datée de novembre 1850, et rédigée par Marx et Engels. Le schéma classique de la marche des révolutions d'avant 1848 avait été le suivant : au sein du bloc « révolutionnaire », qui s'est constitué au début, chaque classe ou fraction de classe, au fur et à mesure que la montée révolutionnaire se poursuit, cède la place à un groupe plus avancé, jusqu'au moment où la classe progressive (la bourgeoisie) est assurée de la victoire. A la veille de 1848, Marx et Engels avaient encore cette perspective : la révolution bourgeoise accomplie en France donnerait le pouvoir à la petite bourgeoisie, que le prolétariat devait aider — un prolétariat qui n'était pas encore complètement dégagé des formes primitives de l'artisanat. Mais la révolution

ouvrière obéit à d'autres lois. La petite bourgeoisie, incapable d'occuper une place indépendante dans le combat révolutionnaire, se tourne du côté de la bourgeoisie, si le prolétariat n'a pas pris à temps la direction de la lutte. L'expérience de 1848 amènera donc Marx et Engels, posant les premiers éléments de la théorie de la révolution perma-

nente, à réviser leur point de vue antérieur. Pour entraîner les couches les plus basses des villes et des campagnes, le mouvement ouvrier doit combattre sous le drapeau de la révolution prolétarienne, et, avec cette perspective, assurer à chaque moment, de la façon la plus absolue, son indépendance organique de classe.

Les partis de la révolution de 1848

« Qu'est-ce qu'un radical ? Un homme du Droit » (Ledru-Rollin).

L'avocat Ledru-Rollin est véritablement le fondateur du radicalisme moderne (au sens où on l'entend en France). Comme ses arrière-petits-fils, l'ancêtre radical a le cœur sur la main. Il est bon, affirme-t-il, avec le « pauvre », tout au moins jusqu'au moment où celui-ci se révolte. Alors il n'hésite pas un instant à s'associer à la plus féroce des répressions, et même à la diriger. Ensuite, lorsque la bourgeoisie, rassurée, l'élimine du pouvoir, son balancier le fait virer de nouveau à gauche, et il réaffirme, avec d'autant plus de force, ses meilleurs sentiments envers le prolétariat, dont il cherche à piper les voix aux élections.

En 1841, Ledru-Rollin présentait à ses électeurs un programme qui, tenant compte de la crainte que lui inspirait le danger d'une poussée spécifiquement prolétarienne, préconisait une politique associant bourgeois et travailleurs. Le parti bourgeois du « national » Thiers préconisait l'exercice du pouvoir par toute la bourgeoisie, alors que la monarchie de Louis-Philippe excluait toutes les fractions de la bourgeoisie, et notamment les industriels, de la gestion des affaires communes, au profit de la seule aristocratie financière des banquiers. Contre lui Ledru-Rollin mit en avant une politique de conquête pacifique et légale par la petite bourgeoisie des positions gouvernementales. Le 29 juillet 1843, il fonda avec Flocon et Louis Blanc le journal « La Réforme », où il appela les ouvriers à s'unir à la bourgeoisie éclairée « en vue de réaliser la démocratie de l'avenir. »

A la veille de février, il conseillait la passivité aux masses, avec le rituel salut aux grands ancêtres : « A la première révolution, quand nos pères faisaient une journée, ils l'avaient préparée longtemps à l'avance. Avous-nous des armes, des munitions, des hommes organisés ? Les troupes n'attendent qu'un signal pour nous écraser. Mon opinion est qu'une affaire engagée dans les conditions où nous sommes n'est qu'une folie. »

La révolution qu'il n'avait ni préparée, ni souhaitée fut victorieuse. Elle lui servit de marchepied pour se hisser dans la position d'« homme d'état » reconnu comme tel par la bourgeoisie, satisfaisant ainsi chez lui cette suprême ambition du petit bourgeois. Ministre de l'intérieur d'un gouvernement de collaboration des classes, qui n'avait d'autre raison d'être que de frustrer de leur victoire sur la monarchie les masses révoltées, il se tourna contre elles, foulant aux pieds les « grands » principes dont il se voulait l'incarnation.

A la veille de la révolution, Ledru-Rollin pensait que la France révolutionnaire aurait pour tâche de donner la liberté à l'Europe. Ce messianisme national de la petite bourgeoisie recouvrait, comme l'avenir devait le prouver, un chauvinisme cocardier. Mais, une fois au pouvoir, en 1848, le ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire fit une tout autre politique. Quand les républicains belges créèrent aventureusement une légion pour délivrer la Belgique de son roi, Ledru-Rollin déclara : « Comme homme, j'approuve cette expédition, comme ministre, je ne puis y prendre part ». Dupant les légionnaires belges avec de belles phrases, l'« homme », en tant que « ministre » les envoya au massacre le 30 mars. Il en agit de même avec les Polonais et les Allemands. Le chargé d'affaires du tsar à Paris reconnut alors en Ledru-Rollin un authentique « homme d'état » !

A la veille du 17 mars, Ledru-Rollin « répugnait à rompre en visière, tout en se réservant une porte de sortie ». Il ne savait pas jusqu'où pourrait aller le mouvement des masses. La manifestation du 17 mars, dont le but était d'obtenir le renvoi des élections, était essentiellement dirigée, on l'a vu, contre les républicains bourgeois. Aidé de Louis Blanc, Ledru-Rollin, paré de son auréole de démocrate, réussit à disperser les manifestants avec de bonnes paroles.

Le 16 avril, Ledru-Rollin hésita jusqu'au dernier moment. De quel côté se trouvait l'intérêt de... l'état ? Il devait aller finalement rejoindre Lamartine et les forces de répression : « Nous avons remporté une victoire sur quelques forcés », devait-il expliquer ensuite à la constituante. Le 15 mai, Ledru-Rollin était « de cœur » avec les manifestants, mais il se rendit avec Lamartine à l'Hôtel de Ville, pour y organiser et y diriger la répression contre-révolutionnaire, en compagnie des réactionnaires cléricaux Mornay et Falloux !

L'insurrection de juin opposa le prolétariat à la bourgeoisie. Les petits bourgeois furent, soit passifs, soit mobilisés par la contre-révolution. Ledru-Rollin devait exposer à la tribune de l'assemblée, un peu plus tard, ses « angoisses et sa perplexité » : « On (la bourgeoisie) le suspectait. Il s'employa partout à ramener sur la capitale les gardes nationaux et les troupes disponibles des départements voisins pour aider Cavaignac. » N'avait-il pas dit, deux mois auparavant : « Le peuple c'est l'armée, l'armée c'est le peuple... Gloire à l'armée ! »

La première étape, la plus dangereuse, de la révolution, s'était terminée par la défaite des masses. Ledru-Rollin et les démocrates étaient dès lors inutiles au sein du gouvernement. L'assemblée les élimina. Mais ce dernier pouvait encore servir la bourgeoisie dans l'opposition. Aussi, dès la fin de l'année 1848, après avoir contribué à écraser les ouvriers, voulut-il créer le « Grand parti de la république démocratique et sociale ». Les élections approchaient. Ledru-Rollin espérait piper des voix populaires, et se mettre ainsi en selle. Il fonda l'association de la « Solidarité républicaine », dont l'objectif était de promouvoir « un développement pacifique et régulier des réformes sociales qui doivent être le but et la conséquence des institutions démocratiques ».

Mais les clubs socialistes, que Ledru-Rollin aurait voulu rallier, choisirent comme candidat le socialiste révolutionnaire Raspail, prisonnier d'état, arrêté sur l'ordre de Ledru-Rollin au lendemain du 15 mai. Raspail, de sa prison, défendait un programme qui demandait « la substitution du travail au capital, la séparation absolue de l'église et de l'état ». Aux élections à la présidence de la république, le 10 décembre 1848, face aux deux candidats bourgeois, Louis Napoléon (5.434.226 voix) et Ledru-Rollin (370.119), le candidat ouvrier recueillit 36.920 voix.

Les élections législatives devaient se dérouler le 13 mai 1849. Le « parti social-démocrate », dont la représentation parlementaire se dénomma « La Montagne », fut créé. Il rassemblait les républicains petits bourgeois et les socialistes réformistes. L'historien stalinien de la révolution de 1848, Dautry, caractérise en termes émus ce premier parti d'opposition au régime : « La Montagne », écrit-il, « relève le drapeau républicain. Les petits bourgeois qui la dirigent essaient de combiner les revendications ouvrières et les revendications petites bourgeoises. Ils veulent ramener cette

fraternité des sans-culottes, forte encore en février, et que les journées de juin ont momentanément compromise. Ils insistent sur leur besoin commun de démocratie. La république n'a qu'un ennemi redoutable : la haute bourgeoisie. »

Admirez le style. Le stalinien voudrait que la fraternité entre le massacreur Ledru-Rollin et les ouvriers, momentanément compromise par le massacre de juin, se ressoude ! Toute la politique stalinienne de collaboration des classes est incluse dans ces lignes. Comparons ce qu'écrivit Marx dans « *Le 18 Brumaire* » sur la même question : « *En face de la bourgeoisie coalisée dans le parti de l'ordre s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain de juin 1848. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation, on esquaissa un programme commun, on créa des carnets électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur portée révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique, on enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie... Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le Capital et le Salarial, mais d'atténuer leur antagonisme, et de le transformer en harmonie.* » Autrement dit, c'était une sorte de parti mendessiste avant la lettre !

Les élections législatives du 13 mai 1849 furent l'occasion d'une grande victoire pour ce « *parti social-démocrate* ». Il obtint plus de 200 députés, contre 400 au parti de l'ordre et 70 aux modérés. Le parti de l'ordre était profondément divisé. Au moment de la première réunion de l'assemblée, le 29 mai, le parti social-démocrate, sur le terrain parlementaire, « *à lui seul, était au moins aussi fort que n'importe laquelle des trois fractions du parti de l'ordre prise séparément...* (Mais) *Ledru-Rollin réussit à ruiner en moins de 15 jours, sans espoir de retour, le puissant parti à la tête duquel il se trouvait* » (Marx).

Comment expliquer un tel succès électoral, suivi d'une si rapide débâcle ? Le prolétariat parisien avait subi une profonde défaite en juin 1848. Battu, il est devenu momentanément impuissant à se dresser pour ses propres revendications de classe. Il accepte tout au plus de servir de marchepied, de masse de manœuvre au parti « *démocrate* ». Il abdique son indépendance et vote massivement pour la « *Montagne* », « *qui fait de la patience une profession de foi et se console de ses défaites présentes en prophétisant sa victoire future* ».

**

La constitution de la II^e république bourgeoise proclamait solennellement que la « *république ne porterait pas les armes contre le peuple* ». Elle fut violée par l'expédition romaine, durant laquelle les troupes françaises imposèrent par les armes au peuple romain insurgé l'autorité du pape. Ledru-Rollin s'écria le 11 juin : « *La constitution a été violée, nous la défendrons par tous les moyens possibles, même par les armes* ». Tumulte... Ledru-Rollin, mâle, répéta : « *La constitution est confiée au patriotisme de tous les Français. J'ai dit et je le répète : la constitution violée sera défendue par nous-mêmes, les armes à la main.* »

« *On connaît les événements du 13 juin* », écrit Marx. « *La proclamation d'une partie de la Montagne déclarant Bonaparte et ses ministres « hors la constitution », la progres-*

sion dans les rues de gardes nationaux démocrates qui, sans armes comme ils l'étaient, se dispersèrent à leur première rencontre avec les troupes de Changarnier, etc., etc. Au lieu de tirer un supplément de force du prolétariat, le parti démocrate avait infecté ce dernier de sa propre faiblesse, et, comme cela se produit d'ordinaire lors des prouesses démocratiques, les chefs eurent la satisfaction de pouvoir accuser leur « peuple » de désertion. »

Le 13 juin, la Montagne se réfugia au conservatoire. Quelques coups de fusil ayant été tirés par les forces de l'ordre, Ledru-Rollin s'enfuit en Angleterre, abandonnant ses partisans, qui avaient cru à sa volonté de combat — notamment le chef de la légion d'artillerie Guinard, qui tomba aux mains de la répression.

Ledru-Rollin avait dès lors accompli sa mission. Il avait écrasé, après l'avoir dupé, le prolétariat en juin 1848. Il avait trompé une nouvelle fois le peuple en juin 1849 avec ses fanfaronnades. En exil, superbe, il devait dire en parlant de lui-même : « *La France libre, en février, en se donnant des représentants, s'est par-là même donné des martyrs.* »

A la veille de sa mort, en 1886, prétendant définir ce radicalisme qui allait se perpétuer avec Herriot, Daladier et Mendès-France, Ledru-Rollin vitupérait contre : « *l'inhumanité du capital* ». Il se sentait ému jusqu'aux larmes par la misère ouvrière, mais respectait « *la propriété privée* » et préconisait « *la libre association du capital et du travail* » unissant « *fraternellement les deux grands moteurs de la richesse* ».

**

Avec Marx, Blanqui, qui fut l'objet d'une haine farouche de la part de Ledru-Rollin (l'« *honnête démocrate* » n'hésita pas à manier le faux policier contre son adversaire prolétarien) tira les mêmes leçons de l'expérience de 1848. S'opposant à l'alliance du prolétariat socialiste avec la petite bourgeoisie démocrate, Blanqui, dans un manifeste écrit en novembre 1848, condamne « *les méchants et les fourbes qui ont trahi la république : les suppôts de ce gouvernement provisoire, de cette commission exécutive, opprobre et fléau de la révolution, dont le chef est Ledru-Rollin, le vainqueur du 15 mai, le mitrailleur de juin* ». Il demande « *aux vrais démocrates de se défier de leurs harangues retapées à neuf et coiffées à la socialiste* ».

« *La Montagne de 93* », écrit par ailleurs Blanqui, « *était une vraie force révolutionnaire. La Montagne de 1848 n'est qu'une entreprise de réaction conduite par Ledru-Rollin. Il faut donc abandonner cette Montagne désormais morte, et s'attacher au socialisme, son unique héritier.* »

Marx, dans « *Les luttes de classes en France* », écrit, contre le socialisme petit bourgeois qui faisait alliance avec le radicalisme de Ledru-Rollin au sein de la « *Montagne* » : « *Ainsi donc, pendant que l'utopie, le socialisme doctrinaire, qui... met à la place de la production commune sociale l'activité cérébrale du pédant individuel, et dont la fantaisie supprime la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités, pendant que ce socialisme doctrinaire, qui se borne au fond à idéaliser la société actuelle, est abandonné par le prolétariat à la petite bourgeoisie..., le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est l'affirmation du caractère permanent de la révolution, la dictature de classe du prolétariat comme pont de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différentes classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elle repose, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent des relations sociales.* » Il faut aux travailleurs un parti ouvrier indépendant de la phrase démocratique, telle est l'une des conclusions communes de Marx et de Blanqui.

Du réformisme... à Versailles :

Louis BLANC

Louis Blanc, dans les années qui précédèrent la révolution de février, était l'un des représentants de ce socialisme qui préconise la collaboration des classes. Dans un article de la « *Revue du progrès* » du 15 janvier 1839, Louis Blanc recommandait « *la réorganisation du travail d'après le double point de vue de l'accroissement des produits et de leur répartition équitable entre les capitalistes et les hommes de main-d'œuvre...* ». Trente-deux ans plus tard, en 1871, après l'écrasement de la Commune, il accepta de siéger à l'assemblée des Versaillais.

Entre ces deux moments de sa vie politique, il y eut la révolution de 1848, qui scella son passage du socialisme de collaboration des classes au libéralisme petit-bourgeois.

Jusqu'en février 1848, Marx et Engels préconisèrent la collaboration des révolutionnaires avec le courant réformiste représenté par Louis Blanc. Après la révolution, Marx et Engels rompirent à jamais avec Louis Blanc. Abandonnant le terrain du réformisme ouvrier, celui-ci se plaça désormais ouvertement sur le terrain de la bourgeoisie libérale. En ceci, les fondateurs du marxisme restaient fidèles à l'enseignement du Manifeste Communiste. Communistes, partisans résolus de la lutte des classes, ils considéraient leur parti comme la tendance la plus conséquente d'un mouvement ouvrier qui, dans leur esprit, devait dresser la classe ouvrière en tant que classe, toutes tendances réunies, face à la classe bourgeoise. Marx et Engels luttèrent pour la constitution d'une seule organisation ouvrière avec les autres tendances ouvrières, y compris le réformisme ouvrier. Le seul et unique critère qui justifiait à leurs yeux la rupture, la scission d'avec ces dirigeants réformistes, c'était leur passage dans le camp de la contre-révolution bourgeoise. A la veille de la révolution de 1848, Louis Blanc était partisan de l'organisation du travail par l'émancipation du prolétariat. Certes, il était persuadé, contrairement à Marx et Engels, qu'il lui serait possible de convaincre la classe dirigeante (bourgeoise) que son véritable intérêt consistait à prendre la tête d'une révolution constructive, afin d'éviter une agitation « anarchique », « *inévitabile si le désordre économique continue librement* ». Certes, Louis Blanc, dans ses projets d'organisation du travail, prévoyait que « *les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget, mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs* ». Louis Blanc entendait alors créer un « *ministère du travail, avec mission spéciale de préparer la révolution sociale et d'amener graduellement, pacifiquement, et sans secousse, l'abolition du prolétariat* ».

Utopies réformistes sans nul doute, mais tant que la révolution de février ne s'était pas encore produite, l'avenir de Louis Blanc n'était pas fatal : il lui restait possible, lorsque s'affronteraient le capital, défenseur de la propriété privée des moyens de production, et le prolétariat en lutte pour l'abolition du capitalisme, de ne pas rejoindre le camp de la contre-révolution. Pour Marx et Engels, comme pour Lénine lors de la révolution russe de 1917, la voie la plus économique, la plus pacifique de la révolution socialiste serait que l'action des masses et les efforts des révolutionnaires parviennent à faire rompre aux réformistes la coalition qui les unit à la bourgeoisie.

Dans la mesure où le réformisme de Louis Blanc serait resté sur le terrain de « *l'abolition du prolétariat* », une telle éventualité n'était pas à exclure. Il reste que, si l'éventualité de la rupture par les réformistes de leur coalition avec la classe ennemie, éventualité la plus favorable pour la classe ouvrière, est théoriquement possible, l'histoire de la lutte des classes a montré qu'elle s'est avérée à peu près partout irréalisable, surtout dans une période révolutionnaire. Néanmoins, le fait que, dans certaines circonstances exceptionnelles, comme dans la révolution chinoise

ou yougoslave, elle ait pu se réaliser, montre qu'il ne s'agit pas seulement d'une vue théorique.

Louis Blanc, précédant dans cette voie la social-démocratie et les partis stalinien d'Europe Occidentale d'aujourd'hui, a démontré que les partis officiels de la classe ouvrière préfèrent, presque sans exception, mener le prolétariat à la défaite, plutôt que de rompre les liens qui les unissent à la bourgeoisie. En ce qui le concerne, nous l'avons dit, le théoricien de « *l'organisation du travail* » devait aller plus loin... jusqu'à Versailles, où il siégerait dans les rangs de l'assemblée qui organisa la répression contre la Commune.

Notons que déjà, lors d'un débat à la constituante, en 1848, peu avant sa mise en accusation par l'assemblée et son départ pour l'exil, Louis Blanc vota pour un ordre du jour déposé par Thiers qui condamnait un projet déposé par Proudhon : Thiers fit adopter par les députés une résolution où étaient dénoncés les « *attentats à la morale et à la propriété* ». De dirigeant d'une tendance ouvrière réformiste, Louis Blanc passait ainsi à la défense de la morale et de la propriété privée ! Les néo-socialistes, en 1934, suivront le même chemin.

..

Le 28 février 1848, nous l'avons vu, la manifestation ouvrière contre la bourgeoisie fut canalisée, grâce à Louis Blanc, dans la voie du soutien du gouvernement provisoire. Celui-ci désigna alors une « *commission pour les travailleurs* », commission tripartite où représentants du gouvernement, délégués ouvriers, et représentants patronaux devaient se concerter pour le bien de tous ! Au sein du gouvernement, Louis Blanc, bien placé pour comprendre le caractère manœuvrier d'une telle proposition, s'y opposa. Au nom de la « *politique de présence* », il accepta néanmoins la présidence de cette commission paritaire consultative.

Beauté du réformisme ! Le 1^{er} mars 1848, la commission se réunit. Louis Blanc fit un discours dans lequel il assura les ouvriers des bonnes intentions du gouvernement et souligna « *les moyens limités mis à la disposition de la commission* ». Celle-ci devait se borner à étudier les problèmes du travail, et à proposer à la future assemblée nationale des solutions. Son rôle était limité, au maximum, à l'arbitrage. « *Les délégués des ouvriers ont été désignés dans des conditions obscures* », déclara Louis Blanc. Ces délégués étaient pourtant les authentiques mandataires des travailleurs. Deux d'entre eux prirent la parole et, laissant à la durée du travail, et l'abolition du marchandage. L'insurrection était encore toute proche. Les ouvriers étaient en partie armés. L'état bourgeois était en complète liquéfaction : le gouvernement fut dans l'obligation de réduire la journée de travail à 10 heures à Paris et à 11 heures en province, de supprimer le marchandage et le livret de travail. Le gouvernement était hanté par la crainte d'une généralisation des actions ouvrières qui avaient commencé à se développer avec les grèves de Lyon. Le temps n'était pas encore arrivé où le ministre Trelet pouvait déclarer à l'Assemblée nationale (le 4 mai) : « *Il ne s'agit plus que de ramener le travail à ses anciennes conditions.* »

La commission du Luxembourg (c'est là qu'elle siégeait) devait préalablement, sous la présidence de Louis Blanc, préparer les conditions dans lesquelles la bourgeoisie pourrait reprendre, par le fer et par le sang, ce qu'elle avait dû concéder en mars 1848.

Louis Blanc était un « réaliste », un homme « efficace », dirait-on de nos jours. Il était quasi-ministre dans le premier gouvernement de Front Populaire que l'histoire ait connu, et se devait, en conséquence, de montrer à la bourgeoisie

ses qualités d'homme d'état. Il se rendit vite compte qu'il était difficile d'aboutir à un résultat sérieux avec une commission « recrutée au hasard » (de nos jours, on baptiserait les délégués à cette assemblée « irresponsables ») parmi les seuls ouvriers parisiens, dominés « trop souvent par des soucis immédiats, et la recherche d'améliorations de détail sur le plan de la seule profession ». Les événements avaient désorganisé l'économie. Il fallait remettre la France au travail. Pour le précurseur du fameux « Produire d'abord, revendiquer ensuite » de 1945, comme pour son lointain successeur Thorez, toutes les « forces saines de la nation » doivent s'unir : les « patrons patriotes » et les représentants « réalistes » des ouvriers.

Louis Blanc voulut normaliser la représentation des travailleurs à la commission. Chaque profession désignerait trois délégués. Mais cela était encore trop peu « efficace » : l'assemblée était trop nombreuse. Louis Blanc demanda alors aux métiers similaires de choisir les mêmes représentants, « afin de donner ainsi un premier exemple de fraternelle union ». Le chevalier de la phrase démocratique s'y entendait comme pas un pour liquider les éléments de démocratie prolétarienne et de contrôle ouvrier. On a le sentiment que nos modernes staliniens et réformistes n'ont véritablement rien inventé quand, marchant sur les traces de leur lointain émule, ils liquideront, en 1944, tout le potentiel de démocratie ouvrière et de reconstruction de l'économie sous le contrôle des masses qui avait surgi spontanément de l'action des masses ; et ceci, pour en arriver à édifier cette belle architecture d'organismes paritaires qui va des comités d'entreprise au conseil économique, et qui remplaçait le « travail dans ses anciennes conditions ».

Sans attendre les élections, Louis Blanc fit appel, à titre de conseiller à des journalistes et des « théoriciens » (aujourd'hui, il les recruterait parmi les journalistes mendoissistes et les « socialistes du C.N.R.S... »), tel ce Le Play, promoteur d'un ordre social basé sur la religion, la famille et la propriété, qui fut le père du christianisme social, cher à la « gauche » de la C.F.T.C. et à bien d'autres.

Finalement, les 200 ouvriers qui furent élus choisirent un comité permanent de 10 membres qui devaient siéger avec un nombre égal de patrons, et à côté des « théoriciens ». Tous siégèrent régulièrement, s'efforçant de mener à bien, à la fois, des mesures immédiates et des réformes plus profondes. En fait de réformes, les travailleurs ne se virent concéder rien de plus que ce qu'ils avaient arraché par leur action directe. Quant aux mesures immédiates, le rôle de la commission du Luxembourg, pour la période qui va jusqu'aux massacres de juin, se borna, là où la classe ouvrière faisait sentir tout le poids de sa force et de sa volonté de combat encore intactes, à assurer un arbitrage entre les patrons et les diverses catégories d'ouvriers qui menaçaient de se mettre en grève et de paralyser la production.

La commission rendit ainsi son arbitrage dans les grèves des cochers, des paveurs, des imprimeurs sur papiers peints, des chapeliers, des couvreurs, des plombiers, des maréchaux-ferrants, et des blanchisseurs. C'est ainsi que « la commission fut particulièrement satisfaite d'avoir évité une grève des ouvriers boulangers » (13). Durant cette période, les conflits se réglaient en général au prix d'une satisfaction partielle ou totale des revendications. Louis Blanc se plaignit de l'incompréhension des ouvriers : les chapeliers et les imprimeurs, après avoir repris le travail, l'abandonnèrent de nouveau pour exiger une nouvelle augmentation. Les « ingrats », ils ne comprenaient pas les efforts des réformistes. Ce que le réformisme n'arrivera jamais à comprendre, c'est que, derrière la revendication de salaire, il y a quelque chose de plus : la lutte de classe des exploités contre leurs exploités, et le sentiment qu'ont les travailleurs que, si on ne règle pas son compte au capital pendant qu'il en est temps, celui-ci reprendra plus tard le double de ce qu'il a dû concéder au moment où le rapport des forces entre les classes était menaçant pour lui.

Que ce sentiment instinctif des travailleurs correspondît à la réalité, c'est ce que l'histoire allait se charger de démontrer une première fois, en 1848, et combien d'autres fois, hélas, depuis.

Après la réunion de l'assemblée constituante, qui consacra la modification du rapport des forces entre les classes en faveur de la bourgeoisie, la commission du Luxembourg n'avait plus d'objet. Elle avait joué son rôle ; elle avait servi de rempart et de camouflage au pouvoir de la bourgeoisie. Les ouvriers avaient été contraints de ravalier leurs revendications sociales au niveau des revendications immédiates. Celles-ci allaient leur être contestées à leur tour, en juin, dans la bataille de rue. Louis Blanc voulut démissionner. On connaît la suite. La bourgeoisie ne tint aucun compte de la pureté des intentions de Louis Blanc, qui fut obligé de s'exiler.

✱

Lamartine, dont la conscience de classe n'a jamais été prise en défaut, a parfaitement compris ce que représentait Louis Blanc au faite de sa puissance. Sur la manifestation du 17 mars 1848, il écrit :

« La bourgeoisie ne se déguisa pas le sens de cette journée, et elle commença à se délier d'une influence (celle de Louis Blanc) qui avait tout et qui pouvait tout. »

Avec « cette influence qui avait tout et qui pouvait tout », Louis Blanc, le 16 avril — écrit Proudhon — « a organisé une manifestation qui tourna contre le socialisme. »

Ces deux appréciations caractérisent aussi parfaitement le réformisme aujourd'hui que lorsqu'elles ont été formulées.

L'avant-garde révolutionnaire :

BLANQUI

Au cours de cette série d'études consacrées à l'examen des problèmes relatifs à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en France, nous retrouverons souvent Auguste Blanqui. Sur le plan théorique, ses conceptions furent bien souvent inachevées et d'une faiblesse réelle. Il n'en reste pas moins que, si le prolétariat français a donné naissance à d'autres leaders de valeur, aucun ne peut être comparé à Blanqui pour sa fermeté révolutionnaire et son intransigeance dans la fidélité aux intérêts de classe du prolétariat. Dans les questions décisives où se jouait le sort de la révolution, Blanqui sut toujours être du côté des masses, jamais du côté du « réalisme » contre-révolutionnaire.

Interné à Blois, Blanqui se libéra lui-même le 24 février. Le 25, il était à Paris, et il y prenait contact avec les anciens

adhérents de la société des saisons. Lui qui, en 1830, avait pris les armes et avait vu comment la bourgeoisie a frustré le peuple de sa victoire, est inquiet. Le 25 février, il discutait avec un des représentants bourgeois du « National » (14). Blanqui a rapporté lui-même la conversation :

« — Voulez-vous nous renverser ? »

Blanqui : « Non, mais vous barrer la route en arrière. »

(13) Cent ans après, les dirigeants du syndicat des ouvriers boulangers, aidés par Eugène Hénaff, se félicitèrent d'avoir, en 1947, conjuré une grève dans cette corporation en manœuvrant les travailleurs, lesquels sont toujours parmi les plus exploités.

(14) « Le National » : organe des républicains bourgeois sous Louis-Philippe.

Ce dialogue montre que Blanqui avait, le 25 février, la même perspective que Marx et Engels : maintenir un bloc avec les représentants de la petite bourgeoisie, afin de déblayer la voie aux revendications spécifiques du prolétariat révolutionnaire. En fait, Blanqui n'était d'accord avec aucun des dirigeants républicains. Qu'on en juge par ce dialogue :

« — Les révolutions veulent des hommes qui aient foi en elles ; douter de leur triomphe, c'est déjà les trahir. C'est par la logique et l'audace qu'on les réalise et qu'on les sauve. Si vous en manquez, vos ennemis en auront pour vous ; ils ne verront qu'une chose de vos faiblesses : la mesure de leur force ; et leur courage se relèvera en raison directe de votre timidité.

« — Ainsi, tu nous prophétises déjà des malheurs ?

« — Je ne les prophétise pas, je les prévois : c'est assez simple pour qu'il ne faille pas d'autre sortilège que la raison. Comment, vous ne voyez pas que ce sont les premiers pas qui déterminent la route où vous vous engagez, qu'il s'agit de décider si vous êtes pour la république égalitaire ou pour le constitutionnalisme bourgeois ? »

Telle fut, dans les termes où la rapporte, dans une brochure consacrée à Blanqui, Sylvain Molinet, la conversation qu'eut celui-ci, le 25 février 1848, sur la place du Palais-Royal, avec deux anciens chefs du parti républicain bourgeois devenus hauts fonctionnaires du pouvoir nouveau.

L'alternative était clairement posée : ou vous marchez dans la voie de la consolidation de l'état bourgeois « républicain », et vous écraserez la « république égalitaire », ou vous consolidez les conquêtes ouvrières contre le constitutionnalisme bourgeois. Le choix de Blanqui était fait. Mais il n'était pas encore convaincu, par l'expérience, que les républicains constitutionnels avaient, eux, choisi le pouvoir bourgeois. Comme pour Marx et Engels, pour Blanqui, seuls, l'expérience, les faits pouvaient trancher.

Le 26, la manifestation ouvrière à l'Hôtel de Ville exigea que le drapeau rouge devint l'emblème officiel. Blanqui était avec les travailleurs. Contre la capitulation de Louis Blanc devant l'injonction de Lamartine, il écrivit :

« Nous ne sommes plus en 93 ! Nous sommes en 1848. Le drapeau tricolore est celui de Louis Philippe et de la monarchie. C'est le drapeau tricolore qui présidait aux massacres de la rue Transnonain, du faubourg de Vaise, de Saint-Etienne. Il s'est baigné vingt fois dans le sang des ouvriers. Le peuple a arboré les couleurs rouges sur les barricades de 48, comme il les avait arborées sur celles de juin 1832, d'avril 1834, de mai 1839. Hier encore, elles flottaient glorieuses au front de nos édifices. Aujourd'hui, la réaction les renverse. Leur chute est un outrage au peuple, une profanation des martyrs... Le drapeau de la garde municipale (bourgeoise) ombragera leurs tombes. Déjà la réaction se déchaîne. On la reconnaît à ses violences... Ouvriers ! c'est votre drapeau qui tombe. Ecoutez bien ! La république ne tardera pas à le suivre. »

Dès le début de la révolution, Blanqui appréciait correctement les illusions des masses sur le gouvernement provisoire. Lui que l'on a toujours accusé, souventes fois avec raison, d'être partisan d'un coup de force exécuté par une minorité révolutionnaire indépendamment de l'état d'esprit des travailleurs et du rapport des forces entre les classes, concevait toute son activité du moment comme ayant pour but principal une propagande à longue échéance. Les événements devaient dissiper les illusions des masses à l'égard d'un gouvernement qui préparait leur massacre ; ce qu'il fallait, c'était, en attendant cette prise de conscience indispensable pour qu'une nouvelle offensive révolutionnaire fut couronnée de succès, consolider toutes les possibilités d'agitation, toutes les positions ouvrières conquises par la lutte.

Le 2 mars, à la Société républicaine centrale, qui rassemblait sa « fraction », Blanqui déclarait :

« La victoire du peuple a brisé les lois oppressives qui baillonnaient la parole et la presse. Il faut que les résultats de cette victoire soient libellés en décrets authentiques. »

C'est lui qui, pendant la préparation de la manifestation pacifique du 17 mars, s'opposa aux autres dirigeants des clubs ouvriers qui ne saisissaient pas l'importance du recul des élections et acceptaient de transiger. Dans son projet d'adresse pour la préparation de la manifestation, tenant compte de la remontée de la réaction bourgeoise, Blanqui fit un pas en avant. Il dénonça ce qui était sensible à tous, « les tendances réactionnaires d'une partie du gouvernement provisoire ». Blanqui cherchait à donner pour objectif à l'action des masses l'expulsion des ministres bourgeois du gouvernement provisoire. Il voulait contraindre les chefs ouvriers à rompre la « coalition avec la bourgeoisie ». Il ne fut pas suivi.

Le 22 mars, dans une adresse aux clubs, Blanqui définissait la seule orientation qui pouvait permettre à la révolution d'avancer, et contraindre la contre-révolution bourgeoise à reculer :

« La république serait un mensonge si elle ne devait être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre. Il ne suffit pas de changer les mots : il faut changer les choses. La république, c'est l'émancipation des ouvriers. »

Comparons le réalisme prolétarien de la stratégie révolutionnaire de Blanqui aux hésitations et au « réalisme » petit bourgeois des dirigeants des autres clubs ouvriers.

Lamartine qui, au début de mars, a pris contact avec les chefs des clubs (pas avec Blanqui, bien sûr), leur a trouvé à tous beaucoup plus de modération qu'il n'en attendait d'eux sur leur réputation. Notons ici l'importance de la position prise par Blanqui au sujet de la constitution du « club des clubs ». Sous ce nom, et avec l'appui de Ledru-Rollin et de Louis Blanc, les dirigeants des clubs ouvriers et démocratiques décidèrent de se fédérer. Blanqui refusa d'adhérer au club des clubs. Il ne voulait pas aliéner l'indépendance de sa position de classe et, s'il acceptait et recherchait ce que nous appelons aujourd'hui le « Front Unique », il n'entendait pas moins conserver entièrement la liberté de manœuvre pour sa tendance révolutionnaire. Le 31 mars, Blanqui définissait ainsi les buts de son organisation, la société républicaine centrale :

« La république, pour nous, c'est l'émancipation complète des travailleurs. C'est l'avènement d'un ordre nouveau qui fera disparaître la dernière forme de l'esclavage : le prolétariat. La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir. La révolution de février a eu pour but de la briser. Ce but est aussi celui de la société républicaine centrale, et chacun de ses membres s'engage à le poursuivre jusqu'à ce qu'il soit atteint. »

Combien Blanqui voyait juste en voulant préserver la liberté de sa tendance, c'est ce que montre l'attitude de Barbès qui, lors de la manifestation du 16 avril, répondit à l'ordre de mobilisation de la garde bourgeoise décidée par Ledru-Rollin et Lamartine et défendit l'« ordre » contre la manifestation ouvrière. De Barbès, Lamartine dira qu'il trouva en lui « des dispositions à la modération et à la conciliation entre les classes ». Pourtant, Barbès n'était certainement pas un agent de la bourgeoisie. Mais politiquement inconséquent, il ne sut se maintenir, ni lui, ni son club, sur une juste orientation de classe.

✱

Après la manifestation du 17 mars, la contre-révolution bourgeoise, si elle comprenait toute la puissance que pouvait représenter Louis Blanc, savait qu'elle pouvait composer avec lui ; elle savait également qu'elle ne le pouvait pas avec Blanqui. L'honnête Ledru-Rollin se chargea de faire fabriquer un document calomnieux, tendant à souiller l'honneur révolutionnaire de Blanqui : le document Taschereau. Blanqui dut consacrer toute son énergie à se laver des infamies

déversées contre lui. Le 17 mars avait montré la force du prolétariat et le péril que représentait Blanqui pour l'ordre bourgeois. Pour Ledru-Rollin, « *Blanqui est un homme dangereux qui lui inspire les plus grandes méfiances* ». C'est avec l'accord du gouvernement, donc avec celui de Louis Blanc, que Ledru-Rollin contribua à fabriquer le faux Taschereau.

*

La calomnie, incontestablement, porta. Elle isola Blanqui, et avec lui la fraction la plus consciente de la révolution. Elle laissa la classe ouvrière un peu plus encore sans direction. Blanqui apprécia comme il le fallait la signification de la campagne diffamatoire engagée contre lui. Au procès de Bourges (procès intenté aux instigateurs supposés de la manifestation du 15 mai), il déclara :

« N'oubliez pas que tout ce qui m'a frappé a frappé du même coup la révolution... La révolution victorieuse m'avait arraché un moment à mon cachot, la révolution trahie et vaincue m'y laisse retomber. »

Contre Blanqui s'était nouée une coalition où se retrouvaient les politiciens bourgeois modérés, libéraux et réactionnaires, les démocrates petits bourgeois avec Ledru-Rollin, les socialistes de gouvernement avec Louis Blanc et les dirigeants inconséquents (nous dirions de nos jours centristes) des clubs ouvriers, comme Barbès. C'est cette même coalition qui assurera la défaite de la révolution.

Le 16 avril, Blanqui n'était plus à la tête des masses ; ni le 15 mai. Il fut arrêté le 28 mai.

Lui seul, à chaque étape, avait défini l'orientation qui permettait encore de vaincre.

Au soir du 16 avril, à la Société Républicaine, Blanqui déclarait : « *Le peuple ne doit jamais descendre dans la rue sans armes.* » La provocation antiouvrière montée par Ledru-Rollin le 15 avril, allait, comme on le sait, permettre à la bourgeoisie de faire revenir les troupes à Paris. Contre les tenants de la politique de l'« *armée républicaine et patriote* », Blanqui écrivait le 20 avril : « *L'armée n'a pas été réorganisée, ses cadres, préparés par une tyrannie ombrageuse dans des vues meurtrières, sont aujourd'hui ce qu'ils étaient avant les barricades. Citoyens, arrêtez la réaction ! Retenez les troupes loin de la capitale, et faites disparaître cette menace de représailles armées contre la victoire du peuple.* »

Blanqui n'ignorait pas que l'armée est l'instrument de répression de la classe dirigeante. Il lui oppose, dès le 2 mars : « *L'armement et l'organisation immédiate en garde nationale de tous les ouvriers non établis et recevant salaire, sans aucune exception, avec indemnité de deux francs par jour pour chaque jour de service actif.* »

Partisan de l'armement du peuple, Blanqui n'était pas de ceux qui demandent que les travailleurs dissolvent leurs milices, remettent leurs armes à... la police bourgeoise. Blanqui, le 15 mai, comme nous l'avons vu, essaya de freiner les masses qui, spontanément, montaient à l'assaut du régime bourgeois parlementaire. Il savait que ce qui était possible la veille ne l'était plus ce jour-là. Il savait que la bourgeoisie, aidée par les socialistes de gouvernement, avait repris en mains son appareil d'état, que l'armée, ramenée à Paris, constituait une menace directe contre le peuple, que, le 23 avril, les ouvriers de Rouen désarmés avaient été massacrés par le général Gérard. Blanqui voyait monter juin. Il écrivit :

« La contre-révolution vient de se baigner dans le sang du peuple. Justice immédiate des assassins ! Depuis deux mois, la bourgeoisie de Rouen tramait dans l'ombre une Saint-Barthélémy contre les ouvriers. Elle avait de grands approvisionnements de cartouches, l'autorité le savait ; il faut en finir avec les canailles », demandaient les bourgeois. »

Blanqui fit retomber la responsabilité du massacre sur le gouvernement provisoire. Mais sa voix ne portait plus. Les masses, démoralisées, n'étaient plus capables, excepté pendant des actions défensives spontanées, de secouer la tutelle des socialistes de collaboration des classes. La bourgeoisie put arrêter, avec Blanqui, les autres chefs ouvriers, dont Barbès, Raspail, etc. Les massacres de juin étaient à l'ordre du jour.

*

Les conclusions que tira Blanqui de la révolution de 1848 sont en tous points analogues à celles de Marx et Engels.

En 1868, méditant sur les leçons de l'expérience passée, Blanqui nota :

« Le gouvernement provisoire n'était pas composé d'imbéciles. Il savait aussi bien et mieux que les patriotes alarmés ce qui allait advenir, à savoir une constituante royaliste. Il le savait et il le désirait, et il était impatient de l'arrivée de ce pouvoir contre-révolutionnaire. Le gouvernement provisoire n'a pas péché par ignorance. Il a été averti et n'avait pas besoin de l'être. Il connaissait la situation. »

Pour Blanqui, les masses n'étaient pas responsables de la défaite : « *Le peuple ne pouvait pas soupçonner les hommes qu'il avait mis à sa tête. Ses yeux se sont ouverts trop tard.* » La responsabilité retombe sur Ledru-Rollin et Louis Blanc, qu'il nomme « *escamoteurs de la révolution* ».

Comme Marx et Engels, Blanqui se refusa désormais à collaborer avec les escamoteurs.

P. LAMBERT.

CHRONOLOGIE SOMMAIRE DE FÉVRIER A JUIN 1848

25 FÉVRIER : Proclamation de la république et du « droit au travail ».

26 FÉVRIER : Création de la garde mobile (composée de jeunes gens de seize à vingt ans, pris dans le sous-prolétariat et touchant une solde journalière de 1,50 franc).

27 FÉVRIER : Décret sur l'organisation des ateliers nationaux.

28 FÉVRIER : Nomination de la commission gouvernementale pour les questions du travail (« commission du Luxembourg »), sous la présidence de Louis Blanc (1^{er} mars, première séance de cette commission).

16 MARS : Manifestation de la partie bourgeoise de la garde nationale.

17 MARS : Contre-manifestation ouvrière.

16 AVRIL : Manifestation ouvrière au Champ-de-Mars. Échec de la manifestation. Victoire de la bourgeoisie. Ledru-Rollin apparaît comme le « sauveur de l'état ».

23 AVRIL : Élection de l'assemblée nationale.

4 MAI : Ouverture de l'assemblée constituante.

10 MAI : Nomination de la commission exécutive. Président : Arago. Formation du 1^{er} ministère (Cavaignac, ministre de la guerre).

15 MAI : Manifestation en faveur de la reconstitution de la Pologne. Une délégation

ouvrière pénètre à l'assemblée nationale. Échec de la manifestation, arrestation de Barbès, suivie, le 28 mai, de celle de Blanqui.

21 JUIN : Décret de la commission exécutive sur l'incorporation dans l'armée de tous les ouvriers célibataires âgés de 18 à 25 ans, inscrits sur les listes des ateliers nationaux.

22 JUIN : Manifestation ouvrière. Députation des ouvriers à la commission exécutive.

23-27 JUIN : Insurrection ouvrière. Dictature de Cavaignac, qui dirige le massacre avec la collaboration de Lamoricière, de Bèdeau et de Perrot. Proclamation de l'état de siège.

Remarques sur le développement du marxisme

I. - NOTES INTRODUCTIVES

LE monde contemporain est « fini », il ne comprend plus de zones isolées ; chaque problème a son prolongement à l'échelle mondiale, n'est susceptible de recevoir une solution — autre que partielle et provisoire — qu'à cette échelle. Ces constatations ressortent au fond commun et banal de la pensée sociale actuelle. Pourtant, les études des problèmes contemporains « sous l'angle

international » (1) dépassent rarement la banalité, qui devient ici erreur et mensonge. Paradoxe par trop compréhensible : où il faudrait joindre à une connaissance encyclopédique l'ensemble des ressources d'une dialectique élaborée, la juxtaposition de thèmes de réflexion à l'énumération de faits bruts devient absurde. Si le monde est « fini », la compréhension de cette « finitude » reste balbutiante.

Le marxisme a — dès ses origines — été porteur d'une exigence internationaliste ; corrélativement à l'affirmation que le communisme constituait l'issue positive aux contradictions du capitalisme, l'unification de la planète était postulée (cette unification que le capitalisme a réalisée négativement, et qui est pour lui une contradiction supplémentaire) (2).

Cette exigence d'universalité, que les meilleurs penseurs de la bourgeoisie montante avaient exprimée abstraitement (faute de pouvoir la relier au développement réel), devenait, pour la première fois dans l'histoire, concrète. Et la « vocation » internationaliste du prolétariat s'est manifestée dès ses premières actions ; elle s'incarna dans ses organisations, qui débordèrent les cadres nationaux. Le mot d'ordre du « Manifeste » : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », doit être accepté en son sens le plus fort, et non comme un vœu pieux ou un bon

conseil. C'est une condition essentielle de la réalisation du communisme.

Quelques avatars qu'ait subis l'internationalisme, et bien que les organisations qui s'en réclamaient aient successivement fait faillite (3), il est aussi valable aujourd'hui qu'en 1848, ce qu'il n'est pas inutile de souligner, à une époque où le mouvement ouvrier semble disloqué dans le cadre d'états nationaux. Mais c'est là une apparence, on l'a bien vu au moment de la révolution hongroise : en même temps que la classe ouvrière déchirait le masque officieux qui lui était imposé jusque là, de nombreuses questions relatives au devenir du socialisme étaient posées ouvertement, et pas seulement en Hongrie. Le « dégel » atteignit la France : là, un essor de la pensée et de l'action s'annonça (encore timide), parce que les ouvriers d'un pays ridiculement petit avaient pris les armes, décidant que le communisme était leur propre affaire, et se battaient dans des villes aux noms inconnus, la veille encore, de la majeure partie des ouvriers français.

La preuve inverse nous a été administrée en mai 1958 : à la défaite sans combat des ouvriers, succédèrent les discussions sans fin sur la nécessité d'une « grande révision ». Les uns jetaient le marxisme aux orties, les autres découvraient brusquement le besoin d'un programme. Quand les ouvriers, en 1946-1953, se heurtaient au pouvoir bourgeois, ces gens se souciaient comme d'un guignon de la nature du communisme et des moyens d'y parvenir ; il fallait que la classe ouvrière soit battue pour qu'ils réclament une stratégie.

(3) Essentiellement, la deuxième et la troisième Internationales.

Parfois, les mêmes hommes ont participé à ces deux discussions. Dans la première, il s'agissait, pour certains, de rompre le cordon ombilical les rattachant au stalinisme, et de rejoindre la classe ouvrière. Le meilleur outil, pour ce faire, était le marxisme. Dans la seconde, il s'agit de « dépasser » ce marxisme — à peine retrouvé — en fait, d'habiller de mots nouveaux un réformisme qui ne l'est pas.

1956 : La crise du stalinisme éclate au grand jour. Dans les premiers craquements du dégel, la classe ouvrière tend à se remettre en mouvement. Le marxisme est l'instrument de cette remise en question.

1960 : Les ouvriers sont battus. Les révisionnistes prolifèrent, qui enterrent à la fois la classe ouvrière et le marxisme.

Ces variations ne tiennent pas à l'acquisition de nouvelles connaissances par les « hommes de gauche » (en quatre ans, ils ont plutôt oublié qu'appris), mais bien évidemment à une modification de la situation objective.

Naturellement, les problèmes de fond du marxisme sont les mêmes en 1956 et en 1960. Mais en 1956, le marxisme était pour certains « hommes de gauche » une ouverture vers l'action, en 1960 ils lui demandent une connaissance privée de perspectives. Et de constater que cette connaissance retarde sur les faits, en certains cas, et de conclure à une « crise du marxisme ». Il est vrai qu'à feuilleter les revues françaises prétendument marxistes, le lecteur n'apprendra pas grand-chose sur des questions aussi essentielles que l'évolution du capitalisme contemporain, l'évolution de l'U.R.S.S., la révolution dans les colonies. Il semble qu'il y ait une fuite

(1) Cette terminologie est employée couramment dans les ouvrages où les faits sociaux sont « triés » d'après leur incidence internationale. Inversement, dans la plupart des manuels (d'économie politique, par exemple) le cadre national est supposé — à priori — englober les faits, tandis qu'une dernière partie analyse sommairement les « relations internationales ». Dans l'un et l'autre cas, une même erreur (découpage arbitraire de la réalité) conduit au même résultat : une compréhension fragmentaire et erronée.

(2) A la coexistence de formations économique-sociales différentes et plus ou moins isolées, a succédé, avec le capitalisme, une domination progressive à l'échelle de la planète qui suppose, contradictoirement, la persistance d'économies pré-capitalistes. Avec le communisme, une même formation économique-sociale recouvrira la planète.

devant la réalité (4), une préférence pour la répétition de schémas anciens (5).

Si des gens qui se disent marxistes (le lecteur pourra ici aligner à son gré les noms qu'il retrouve dans France-Observateur, les Cahiers internationaux, Economie et Politique, etc.), prennent peur devant la réalité et cherchent un refuge derrière la barbe de Marx, cela ne prouve rien ni pour ni contre le marxisme.

En fait, cette attitude n'est pas seulement une fuite, elle est aussi une utilisation de Marx pour dissimuler une politique qui n'ose s'avouer sans ambiguïté.

Certes, on peut feindre de voir dans quelques études parues sous le label officiel du marxisme l'aboutissant de l'œuvre de Marx. Mais qui, sérieusement, irait demander à Garaudy ou Kanapa, par exemple, le compte pertes et profits du marxisme ?

Et si on se refuse à accepter sans preuve tout ce qui se prétend marxiste, alors se pose la question : Où se situe le marxisme vivant ? Et plus généralement : Quel a été le développement du marxisme ?

Dans un article récent, Goldmann constatait que la « courbe du marxisme » avait passé par un maximum aux alentours de 1910-1920. Il se référait ici plus spécialement à la « philosophie » marxiste. Il est vrai que les grands livres du marxisme (exception — notable — faite pour certains ouvrages de Trotsky) ont paru, pour la plupart, dans la période antérieure à la première guerre mondiale. La raison du déclin qui a suivi, une raison essentielle en tout cas, c'est le stalinisme, véritable cancer de la pensée. On sait maintenant que Lefebvre en France, Lukacs en Hongrie (pour ne citer que ces deux noms), ont été châtrés par le stalinisme, et on le sait de source sûre, ce sont eux-mêmes qui s'en sont plaints, bien après l'opération. Lisez Lefebvre, cet homme a eu de grands malheurs : il avait pour maîtresse une fille gentille nommée Philosophie, et de grands malpropres ont mis leur nez dans les jeux charmants qu'il inventait pour elle, sous prétexte qu'il était communiste et qu'il ne devait pas avoir de secret

(4) Il faut faire exception pour « Socialisme ou Barbarie », qui part d'une conception erronée, mais cohérente. Cela devient particulièrement flagrant à la lecture des textes de cette revue consacrés à la révolution dans les colonies. L'explication y est remplacée par une description volontiers phénoménologique, car elle ne pourrait s'intégrer dans les schémas de « Socialisme ou Barbarie ».

(5) Un exemple suffira : combien d'« études marxistes » qui passent sous silence le fait qu'un état moderne contrôle directement 25 à 30 % du produit national ? Les réformistes en concluent que le capitalisme n'est plus le capitalisme. Et, certes, cette « explication » est risible. Encore faudrait-il inclure ces faits dans une explication. A les ignorer, on se prive d'une compréhension réelle du capitalisme, c'est-à-dire que l'on accepte, en fin de compte, de le combattre avec des chances diminuées.

pour son parti. Eh bien ! c'est fini, maintenant il jouera aux billes tout seul. Et les méchants qui l'ont exclu seront bien punis à leur tour, si dieu prête longue vie à Khrouchtchev.

Lefebvre est une pâle et tardive imitation de Lukacs. Il n'a pas eu à subir l'oppression d'un Rakosi. Et je n'oublie pas non plus que Lukacs fait preuve d'une certaine dignité, autrement estimable que les bavardages plaintifs de Lefebvre. Il reste que leur situation a quelque chose de commun : ils incarnent, à des titres divers, l'intellectuel que le stalinisme a brisé. Et il n'est pas peu surprenant de lire les éloges décernés à l'un et à l'autre : on les loue, non d'avoir été staliens, mais de l'avoir été avec réticence, en gardant une part de lucidité pour leur usage intime. En somme, on les loue d'avoir menti en pleine conscience (et sans doute, mais cela on le sait, d'avoir fait la preuve qu'il est possible de s'installer dans le stalinisme).

Les possibilités d'un tel double jeu sont douteuses à long terme. Et qu'ont à nous dire aujourd'hui Lukacs et Lefebvre ? Rien qui nous concerne réellement. Le marxiste révolutionnaire qui était peut-être en eux est mort depuis bien longtemps. Et il y a des chemins qu'on ne peut parcourir en sens inverse. Mais nous aurions tort de pleurer ces cadavres qui ne sont pas les nôtres : que les bourgeois ou les staliens les enterrent si le cœur leur en dit.

Retenons que des militants, en Hongrie (et ailleurs), ont préféré se taire, tandis que d'autres laissaient publier leur pensée falsifiée. Dans certaines situations, il vaut mieux se taire, et ce n'est la faute de personne en particulier si les trente dernières années ont été telles. Nous savons encore le nom de communistes qui ont tout avoué au cours de procès infâmes, nous ne savons jamais le nom de ceux qui ont préféré se tuer que de comparaître à des procès truqués. Mais nous savons que ceux-ci étaient des révolutionnaires, et il y a en fin de compte quelque réconfort à ce qu'ils soient anonymes dans le souvenir que nous en gardons.

Avec le stalinisme, la « crise » du marxisme est devenue crise du mouvement ouvrier. Il faut considérer l'ensemble de la période historique, y intégrer le stalinisme de sa montée à sa désagrégation avec ses contradictions, il faut examiner le devenir mondial de la classe ouvrière.

On admettra (sans qu'il soit possible d'insister sur ce point dans le cadre de cet article) que la révolution polonaise et la révolution hongroise ont marqué le début d'une nouvelle époque dans l'histoire du mouvement ouvrier. Pour le passé, Lénine en avait distingué plusieurs qui coïncidaient en gros avec la 1^{re}, la 2^e et la 3^e Internationales. La révolution hongroise marque la fin de la période stalinienne, en même temps qu'elle annonce le début d'une nouvelle époque où la classe ouvrière s'affirmera contre les appareils.

La période qui va de la première révolution prolétarienne victorieuse à la chute du pouvoir bourgeois dans le monde entier a été (et sera) incomparablement plus longue que prévu — ce qui pose de nombreuses questions. Et les marxistes doivent répondre à ces questions en ayant pour critère le progrès du mouvement des masses, et leurs revendications profondes (quelques formes que puisse prendre ce développement, et même si ces formes sont un obstacle).

Parler du marxisme en faisant abstraction de ce mouvement, c'est le réduire à une philosophie. Pendant les trente dernières années, en France, les problèmes du mouvement ouvrier se sont posés presque exclusivement dans le cadre et dans les termes du stalinisme. Dans le cadre, car le stalinisme se développait, et apparaissait comme seule issue possible aux ouvriers. Dans les termes, car la bureaucratization des grandes organisations s'est achevée pendant cette période, et tendait à imposer aux ouvriers les normes des appareils. Cette situation instable, car elle supposait un équilibre relatif du capitalisme, et l'absence de mouvements de grande envergure dans les colonies, a été bouleversée, sous ce double rapport, dès la fin de la deuxième guerre mondiale. Les révolutions hongroise et polonaise ont, par ailleurs, mis en question, de l'intérieur, les régimes bureaucratiques. L'action des masses doit désormais — à une étape ou à une autre — se faire contre l'ensemble des appareils (et non contre certains au profit d'autres). Avec la montée des appareils s'est cristallisé le « marxisme officiel » (ou stalinisme), dont la fonction est de constituer l'armature idéologique de l'appareil (6). Si le stalinisme avait eu un avenir historique, il aurait essayé d'ordonner son idéologie et de la prolonger. Ce n'est pas le cas, et Staline figea le « marxisme » dans un dogmatisme épais, incompatible avec toute recherche sérieuse.

Il serait absurde, dans ces conditions, de voir dans le stalinisme un produit et une preuve de la « crise » du marxisme.

Une erreur symétrique, et qui procède du même opportunisme, serait de coller le marxisme à la conscience immédiate des masses, le réduisant à l'expression de cette conscience. Il est exact que, dans les circonstances « courantes », les masses ne se posent pas les problèmes du socialisme. Faut-

(6) Il faut, cependant, souligner que le stalinisme n'a pas été le premier « marxisme officiel » (bien que sa virulence ait dépassé toutes les limites du fait que Staline était au pouvoir, et qu'il ait débordé dans tous les domaines). L'austro-marxisme était, à sa manière, un « marxisme officiel », cimenté par une puissante organisation (et il n'avait rien de révolutionnaire). Dans les organisations de masse — même formellement marxistes — le marxisme a été, sauf circonstances particulières, le fait d'une minorité.

il en conclure que la conscience de classe se désagrège, ne recouvre plus les thèses de Marx, ou que l'avant-garde doit montrer patiemment aux masses comment leurs revendications immédiates aboutissent à poser ces problèmes ?

Il y aurait quelque ironie, à l'époque où les économistes bourgeois s'essaient à la prévision à long terme, à ce que les marxistes contractent une myopie prononcée les empêchant d'apercevoir l'avenir.

Des faits et des situations nouveaux n'ont pas été analysés par le marxisme, et, pour résumer toute une argumentation, le marxisme ne répondrait plus aux exigences de l'actualité. Il y a là un défaut logique : du fait qu'on ne dispose pas d'une analyse marxiste de certaines situations, il serait hasardeux de conclure que le marxisme ne peut pas en rendre compte. Par ce saut, nullement dialectique, on escamoterait une épreuve nécessaire. Les révisionnistes actuels dressent ainsi (ou mieux) un catalogue de questions auxquelles le marxisme n'a pas répondu, et concluent que cette carence doit être imputée à une impuissance originelle du marxisme. Mais y répondent-ils mieux, eux qui « dépassent » le marxisme ? Et qui les empêchait de le développer ?

Tout cela est fort bon, pensera peut-être le lecteur, mais de qui se moque-t-on ici ? S'il est vrai qu'il n'aborde pas certaines questions importantes, que peut signifier le marxisme contemporain, à quoi sert-il ? C'est là en effet un autre aspect de la question. Il y a eu une vulgarisation du marxisme (au sens le plus vulgaire du terme), et maintenant le marxisme est comme un « milieu » où les intellectuels se propulsent avec une plus ou moins grande vélocité. Ce n'était pas le cas il y a cinquante ans : alors, étaient marxistes des militants qui travaillaient dans des organisations ouvrières. Aujourd'hui, par contre, n'importe qui peut se dire marxiste : un Gilles Martinet frappe au coin du « bon sens » « marxiste » ses articles, sans que personne y trouve à redire. A des degrés divers, les intellectuels de « gauche » sont teintés de marxisme, alors qu'il y a cinquante ans ils l'ignoraient purement et simplement, sans avoir mauvaise conscience (7).

Le marxisme authentique (c'est-à-dire révolutionnaire) est resté sur la défensive pendant trente ans, limité à une avant-garde restreinte. Sur le plan théorique, il a avant tout procédé à la critique de la bureaucratie. Dans la même période s'est développé le stalinisme, ce « marxisme », orthodoxe aux yeux de beaucoup, et qui est, en

(7) Il est vrai, qu'il y a cinquante ans, Marx était connu comme révolutionnaire et comme l'auteur de *Capital*, livre qui offre peu d'accès aux divagations intellectuelles. Aujourd'hui, on le présente comme sociologue et philosophe, c'est un peu différent.

réalité, d'une part l'antiphrase du marxisme, et d'autre part un monstrueux amalgame théorique.

A la faveur du stalinisme, des intellectuels étrangers au mouvement ouvrier (8) ont pu utiliser le marxisme, voire le développer périphériquement.

Je m'explique sur ce dernier point : si je lis une étude intéressante et suggestive, inspirée du marxisme, sur le jansénisme, je serai prêt, sous bénéfice de vérification, à accorder un préjugé favorable à son auteur. Naturellement je me renseignerai sur son œuvre, et, s'il se trouve que cet auteur s'est consacré au XVII^e siècle (9), je penserai que c'est un spécialiste. Autrement dit, un technicien. Il y a des physiciens spécialisés dans l'électronique, des intellectuels spécialistes de la philosophie, des ouvriers qui mettent des maquereaux en boîte, etc., bref, une division du travail engendrant une société où le travailleur meurt d'ennui, quand il ne meurt pas de faim, ou meurt de faim et d'ennui. Dans cette société, les spécialistes, par la maîtrise qu'ils ont d'une technique, sont indispensables, et leur travail est parfois irréprochable. Les physiciens qui ont dirigé la fabrication des premières bombes atomiques peuvent être cités en exemple à cet égard. Leur travail approchait de la perfection : Hiroshima et Nagasaki ont été rasées. Il est rare, cependant, que se posent de façon aussi évidente ces questions que certains physiciens américains se sont posées plus tard : Peut-on construire une bombe en faisant abstraction de son usage ? Quel est le sens d'une technique qui aboutit à un massacre, etc. ? La réponse, ici, ne fait pas de doute, mais il faut bien voir que, dans une société où l'homme est aliéné, il en va de même pour chaque « technique ». Le rêve d'une « technique » neutre est imbécile. Il est vrai aussi que, dans une certaine mesure, le sens d'une technique peut être retourné, et utilisé pour une libération des hommes. Le livre sur la liberté d'un philosophe gâteux pourra, dans un régime fasciste, sonner comme un appel de révolte. Et, dans un tel régime, les marxistes seront bien aises d'utiliser des techniques parfois périmées ; quand on ne peut exprimer directement la réalité, les techniques servent à la traduire. Et quand la censure sévit, la propagande ne peut se faire qu'indirectement, à travers un langage chiffré.

Ce n'est pas (ou ce n'était pas !) le cas en France depuis 1945. Alors on peut se demander : à quoi pensaient les para-marxistes

(8) Ne pas voir ici l'expression d'un ouvriérisme attardé. Il est de fait que des intellectuels, pour qui la lutte révolutionnaire et la réalisation du communisme sont des abstractions de peu d'intérêt, peuvent, parfois avec succès, utiliser le marxisme pour des analyses sociologiques ou historiques. Et, à la limite, ils se diront marxistes. Mais que vaut cette image du marxisme ?

(9) Est-il besoin de préciser que Goldmann n'est ici qu'un prétexte ?

tes, qui écrivaient sur tout, sauf sur les problèmes essentiels de leur temps ?

A quoi pensaient-ils, le dimanche, après une semaine de travail ?

Et aussi : sont-ils marxistes ?

La réponse ne peut pas être univoque. Un livre peut être marxiste sans que son auteur le soit. Pierre Naville a écrit quelques ouvrages qui ne dépareraient pas une collection consacrée au marxisme. Mais, lorsqu'il abordait l'actualité (10), sa prose devenait soudainement curieusement elliptique et stalinophile. Le marxisme n'est pourtant pas l'art des parenthèses et des silences.

Voyez le rêve présent de Lefebvre : il s'imagina en témoin de son époque. Le philosophe ou la distribution des prix. Quelque part, Goldmann veut bien nous avertir qu'il y a deux ou trois positions fondamentales du socialisme, plus la sienne, sans daigner autrement nous la préciser. Ces « marxistes » sont étrangement vertueux, la politique leur semble un jeu trop cocheux pour qu'ils y participent.

Actuellement, alors que chacun prône le dégageant, les « critiques » reprochent aux « philosophes » d'avoir confondu, à la Libération, la philosophie et la politique. Ce reproche est curieux, car, en vérité, les marxistes « reconnus » n'ont jamais fait aussi peu de politique qu'après la Libération : s'ils n'étaient pas stalinien, ils se taisaient ; s'ils étaient stalinien, ils se bornaient à glisser çà et là des extraits du dernier article de Staline, ou, plus vulgairement, de Thorez.

Il aurait pourtant été intéressant de connaître ce qu'ils pensaient des perspectives des luttes ouvrières, des conseils ouvriers, de la révolution dans les pays capitalistes avancés, du socialisme, etc.

Faute de le savoir, il faut bien conclure qu'ils n'en pensaient rien.

Affirmer le marxisme, ce n'est pas répéter une douzaine d'axiomes auxquels souscriraient les marxistes, c'est, avant tout, répondre aux problèmes de notre époque, en développant le programme communiste. Cela n'exclut pas les discussions entre marxistes. Certaines, dans le passé, sont restées célèbres. Ainsi, des controverses entre Lénine et Rosa Luxemburg. S'agissant de la question nationale, il s'est avéré que Lénine avait raison, s'agissant des fondements économiques de l'impérialisme, la controverse, pour moi, est loin d'être tranchée. Ces discussions se déroulaient à partir d'une conception commune de la révolution. Châtrer le marxisme de ce contenu révolutionnaire, c'est le réduire à une idéologie, ni plus ni moins critiquable que les autres. C'est le priver de son originalité profonde.

(10) Après le rapport Khrouchtchev, son audace s'est quelque peu affirmée.

II - VULGARISATION ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le marxisme s'est constitué, il se meut dans un milieu social fondamentalement hostile. Cette constatation évidente n'en est pas moins vitale : l'hostilité peut prendre, et a effectivement pris des formes diverses, s'est exercée différemment sur tel ou tel aspect du marxisme (11).

L'idéologie bourgeoise a digéré des fragments de marxisme. A mesure que celui-ci gagnait en profondeur, il n'était plus possible de l'ignorer. A la Sorbonne, il est concevable, actuellement, qu'un professeur se réclame du marxisme. En un sens, c'est une victoire (bien qu'imprévue !). Cette vulgarisation du marxisme peut avoir une certaine utilité. Mais, par la force des choses, l'« enseignement » officiel du marxisme émousse son tranchant révolutionnaire. Il faut avoir la naïveté des laudateurs de Garaudy pour s'imaginer que la soutenance d'une thèse en Sorbonne constitue une victoire idéologique. Si un marxiste a besoin de lauriers, il ira les couper ailleurs.

Il est vrai que la recherche, dans le domaine des sciences dites humaines comme dans celui des sciences de la nature, suppose actuellement un appareil coûteux, qui tend à la limiter aux cadres officiels. Une organisation ouvrière (si puissante soit-elle) ne peut pas disposer des moyens nécessaires pour impulser la recherche dans certains domaines — en admettant même qu'elle s'en préoccupe sérieusement. Après tout, la nécessité du socialisme vient aussi de ce que la recherche scientifique exige, pour pouvoir se développer librement, une autre organisation sociale (12). En tant que recherche, le marxisme se heurte à d'inévitables limites. S'il est apte à fournir une connaissance aiguë de la réalité, celle-ci est inséparable de la lutte révolutionnaire. En son sens le plus large, le marxisme est une introduction au communisme. Il suppose la destruction du capitalisme. Pourquoi s'étonner si ce dernier se défend avec acharnement ? Il ne serait pas si faux d'avancer que la fécondité de la méthode marxiste se révélera pleinement après la révolution.

La nécessité de comprendre le capitalisme n'est pas séparable de la volonté de le détruire. En un mot, pour bien comprendre le capitalisme, il faut être révolutionnaire. (Dans quelques siècles, il se trouvera peut-être des écrivains pour dire que nous avons passé à côté de ce « je ne sais quoi » qui constituait le goût même du capitalisme. Les révolutionnaires ne peuvent pas se lancer à la recherche incertaine du temps perdu).

Ces dernières années (sauf erreur, c'est Lefebvre qui a, le premier, formulé cette accusation), il a été reproché aux stalinien

entravé le développement d'une « sociologie marxiste ». S'il s'agit d'insister sur la nécessité d'analyser les contradictions du capitalisme contemporain (et des régimes bureaucratiques), il n'y aurait à objecter que la terminologie employée. Objection réelle, non pas formelle. Les « sciences sociales » se sont développées considérablement depuis quelques décennies. Elles ont été institutionnalisées. Mais la recherche fonctionne mal, faute en partie de moyens suffisants, faute aussi d'une organisation rationnelle, les besoins propres de la recherche s'accordant mal avec les cadres hiérarchisés et cloisonnés de l'enseignement (13). La multiplication d'organismes autonomes recouvrant le même champ de recherches, les frontières qui y ont été arbitrairement tracées, conduisent à un gaspillage considérable. Des ajustements pourraient être opérés, des réformes effectuées (qui le sont ou le seront en partie). De là à s'imaginer que, dans un nouveau cadre, les marxistes pourraient travailler en tant que tels, il y a un pas que certains rêvent de franchir. C'est faire bon marché de la réalité du marxisme qui ne saurait tolérer l'éparpillement de la recherche officielle. Les sciences sociales restent en grande partie stériles parce qu'elles s'attachent à un fragment de réalité (qui n'a pas d'autonomie). Depuis longtemps, Marx a montré qu'il était erroné d'analyser séparément telle ou telle partie de la réalité sociale. Aujourd'hui, les marxistes pourraient, devraient se spécialiser, impulser la recherche dans divers domaines. Cela ne peut s'effectuer valablement que dans le cadre du marxisme.

La division du travail, et son corollaire dans la recherche scientifique, la spécialisation, peuvent accélérer le développement de la science jusqu'à un certain point. Au-delà, elles le freinent. Les efforts tendant à rationaliser le processus de la recherche dans le cadre du capitalisme se heurtent rapidement à des difficultés insurmontables (ne serait-ce que par suite du financement prioritaire de la recherche la plus rentable dans l'immédiat, du point de vue des exigences de la « libre entreprise », ou des nécessités politiques ou militaires de l'état bourgeois).

Le marxisme permet de surmonter les déficiences méthodologiques ; cela n'exclut pas d'autres difficultés. Un développement cohérent suppose l'existence d'un régime socialiste. Ici et maintenant, le marxisme est obligé de réfuter l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire de se placer sur le terrain de l'ennemi, de combattre sur des fronts parfois secondaires. De plus, chaque développement du marxisme est investi par l'ennemi de classe, et un souci en soi sain conduira à éviter de donner des armes à l'adversaire. Ceci pourrait expliquer, sinon justifier, le dogmatisme de certaines études marxistes. Mais la vitalité du marxisme doit permettre de briser cette carapace.

III - MARXISME ET HISTOIRE

Le marxisme a remporté de grandes victoires théoriques dans le domaine des études historiques, et beaucoup d'historiens bourgeois concéderaient que le matérialisme historique constitue un acquis

important des « méthodes historiques ». (Ce qui, pour le moins, est ambigu !) Doit-on cependant conclure à une victoire décisive du marxisme ?

(11) Une certaine « critique » du marxisme consiste à nier que l'approche marxiste de la réalité est une. On prétend décomposer le marxisme, et retenir éventuellement certaines « théories » ! Lukacs a montré excellemment le caractère erroné de cette « critique ». La validité du marxisme tient à sa méthode, et non à la vérification des propositions particulières énoncées.

(12) Dans les sciences de la nature, la recherche fondamentale est la parente pauvre, écrasée par les travaux d'application industrielle ou militaire immédiats. Il en va de même pour les sciences sociales, où, de plus, les moyens d'état servent autant à falsifier les données de base (statistiques des prix, recensements de la population s'efforçant de dissimuler les rapports de classe, etc.) qu'à les rassembler.

Baucoup de manuels d'histoire, apparemment objectifs, présentent une histoire desséchée et morte. L'historien est trop souvent un entomologiste, épinglant les faits dans une collection, à l'écart des regards indiscrets. Est-il suffisant d'accuser le manque de génie ? Le malaise que nous éprouvons à lire certains livres qui paraissent donner une relation exacte des faits, et où quelque chose d'essentiel manque, ne proviendrait-il pas d'une méthode déficiente ? Formulons la chose brutalement : faut-il être révolutionnaire pour comprendre l'histoire ?

(13) Cela est valable surtout en France ; l'existence du capitalisme est la raison fondamentale de la stérilité des sciences sociales.

Que l'histoire doit être objective, c'est entendu. Les événements portent en eux leur nécessité. Expliquer leur développement par des causes extérieures, ce ne serait pas faire œuvre d'historien. Mais l'historien bute ici sur le problème de la liberté. Quand il aura expliqué les événements, démontré leur connexion, quand il aura atteint le « fond » des choses, fort de ces connaissances, l'historien sera tenté d'apprécier ironiquement les « acteurs » de l'histoire (14). Ballotés au gré des événements, les hommes en ont une conscience illusoire, et si certains arrivent à en avoir une compréhension plus exacte, la réalité brise leurs projets. La liberté se confond avec l'illusion, elle est un trou dans l'histoire, ne jaillit qu'à ses fissures, lors de ces « accidents » historiques que l'historien s'efforce précieusement de réduire.

Les stalinien se sont révélés incomparables à ces jeux de construction. Et s'il ne s'était agi que de constater le manque de cohérence des individus dans le régime capitaliste, c'eût été une banalité (à moins de passer à l'étude concrète de cette incohérence, de ses formes, de son développement). Mais leur projet était autre ; il s'agissait de détruire la subjectivité ; ou bien elle est en accord avec la ligne du parti, et se dissout dans le bloc massif de « l'objectivité » ; ou bien elle existe en tant que telle, différence déjà suspecte, trahison bientôt, de toute manière épiphénomène. Le stalinisme a réussi ce tour de force : rendre la subjectivité malheureuse, en la faisant exister au deuxième degré (15).

Et en effet, où trouver apparemment une justification plus évidente de cette méthode, si ce n'est dans l'histoire matérialiste ? Qu'est-ce que l'histoire, sinon le triomphe du fait accompli (16) ? La subjectivité aura beau ergoter, elle restera impuissante, ne pourra même pas égratigner un fait passé. Car l'histoire s'écrit au passé, se coagule, énorme masse objective, immuable pour l'éternité. Les stalinien adorent écrire l'histoire en termes de nécessité — et comme on les comprend ! Ce faisant, ils ont aussi la satisfaction d'être en accord avec le sens commun, pour lequel le passé s'identifie à l'irréparable et à l'irréparable (17). Mais un révolutionnaire ne peut accepter cette façon de présenter les choses.

1) L'histoire ne saurait s'échapper sur l'axe du temps, avec, à droite, un passé figé pour l'éternité ; à gauche, un avenir pourvu d'une liberté aussi infinie qu'indéterminée ; au point zéro, un présent instable.

Il n'y a qu'une histoire, et cette histoire comprend l'avenir, elle est donc inachevée (et le restera, tant qu'elle existera comme possibilité). Le passé comme l'avenir (bien qu'en des sens différents) sont, l'un et l'autre, malléables. L'avenir n'est pas déterminé auto-

(14) Il serait curieux d'étudier sociologiquement les historiens bourgeois contemporains sous l'angle du scepticisme. Dans quelle mesure leurs réflexions générales d'historiens viennent-elles renforcer leur scepticisme bourgeois (dû au fait que la bourgeoisie n'a plus d'avenir) ? Dans quelle mesure ces érudits aboutissent-ils à une indifférence, plus profonde peut-être que celle qui précède la connaissance, mais pas tellement différente ?

(15) L'attrait qu'il a exercé sur les intellectuels trouverait-il ici son origine ?

(16) Marcel Boll, dans un livre où il entreprend de mettre les secrets de l'atome à la portée de tous, se fait le farouche défenseur du déterminisme par des exemples du type : au printemps un jeune homme devient... amoureux, par suite de divers... mouvements moléculaires. Ce scientisme peut tout au plus provoquer quelques bâillements. Un déterminisme métaphysique ou scientiste, en plus de l'ennui qu'il dégage, est en général réactionnaire, car il justifie en fin de compte la réalité présente.

(17) Le thème du « temps des cerises » serait-il un des thèmes fondamentaux de la chanson populaire, s'il était possible de vivre réellement à vingt ans ? La chanson est, ici, à la fois vœu pieux, mensonge et vérité ; car la vieillesse sera d'autant plus amère qu'elle détruira ce qui n'a pas été.

matiquement par le jeu de forces aveugles (fatalisme). Il n'est pas non plus entièrement soumis à notre volonté présente (utopie anarchiste, pour laquelle, à partir de la révolution, tout devient immédiatement possible. Pour l'anarchiste, l'homme communiste existe déjà, bien qu'ignorant de sa réalité, dans le présent capitaliste. Il existe, enfoui sous la gangue de l'oppression. Qu'on abolisse l'exploitation sous ses formes multiples : salariat, état, etc... et, la gangue brisée, l'homme n'aura plus qu'à se déployer).

Pour certains marxistes, l'homme communiste ne serait qu'une possibilité, il existerait comme virtualité. Sa « définition » serait laissée au bon compte de l'avenir.

Cette question — la possibilité, la « construction », l'invention de l'homme communiste — est moins métaphysique qu'il ne paraît de prime abord.

Moins simple aussi que ne le laisse entendre un marxisme sommaire, pour lequel la réponse aux questions gênantes est abandonnée à l'avenir.

Inversement, le passé n'est pas une chose morte dont la mémoire se saisirait à son gré. Il est vrai, le passé est aussi mémoire (individuelle et collective). La classe ouvrière ne surgit pas neuve chaque matin sur le chemin de l'usine. Neuve, c'est-à-dire prête à toutes les expériences. Il en est qu'elle ne fera pas — car les conditions ne s'y prêtent plus, mais aussi parce qu'elle ne veut plus les faire. (La conscience de classe englobe un passé, est mémoire, réflexion sur ce passé, réflexion qui pèse sur les décisions à prendre.)

L'expérience est peut-être d'une plus grande efficacité s'agissant d'une classe que s'agissant d'un individu. La mémoire collective enregistre et ordonne une masse de faits bien plus importante que ne peut le faire une mémoire individuelle. Et les faits présentent ici, ou peuvent présenter, un caractère de répétition qui fait défaut dans la vie individuelle.

Depuis la guerre, la classe ouvrière française a traversé deux situations révolutionnaires. Et on peut être assuré qu'en 1953, l'expérience qu'elle avait tirée de l'échec de 45-46 a pesé. Pour une interprétation mécaniste, la pesée de l'expérience serait ici négative, et la conclusion serait que la classe ouvrière est incapable de prendre le pouvoir, qu'elle se dégrade politiquement — ou je ne sais quel.

En réalité il n'est guère douteux que la conscience de classe était plus lucide en 1953 qu'en 1945, grâce à l'expérience réfléchie du passé. Le poids négatif des appareils, leur fonction contre-révolutionnaire étaient devenus plus perceptibles — bien qu'encore confusément. En un mot, des obstacles à l'action révolutionnaire, saisis a posteriori en 1945, étaient saisis d'emblée en 1953. D'où le peu d'enthousiasme à rallier les organisations, une certaine lourdeur du mouvement. Il est vrai que l'enthousiasme était moins grand en 1953 qu'en 1945, mais cela résultait d'une compréhension acquise par la classe de la difficulté à incarner dans l'action ses aspirations — du besoin d'une issue en dehors (et contre) les organisations traditionnelles, et du fait que cette issue n'était pas encore possible.

La reprise du passé par le présent (et du présent par le passé) joue pour le meilleur et pour le pire.

Le passé, c'est le règne permanent de l'exploitation, de l'aliénation (avec ses corollaires), c'est aussi l'échec de toutes les tentatives visant à mettre un terme à l'exploitation. Il serait stupide d'arguer ici du « progrès historique ». Car si le « progrès » est un fait, dont l'aboutissant sera le communisme, jusqu'à la révolution le progrès restera antagonique : développement des forces productives — et renforcement de l'exploitation, de l'aliénation.

Ce qui est normal, c'est l'exploitation. Cette norme héritée du passé, on n'en finira pas si aisément avec elle (avec ses conséquences idéologiques, entre autres).

Le socialisme ne peut être que l'apprentissage de la liberté par les masses jusqu'alors opprimées (non pas une liberté métaphysique, mais une liberté agissante, s'incarnant dans les multiples activités des hommes). Rien, dans le passé, ne prépare positivement les masses à cette tâche.

Les conditions de la révolution : niveau des forces productives, contradictions du capitalisme (ou des régimes bureaucratiques), rendent possible la révolution ; mais la seule condition positive, la conscience des masses, c'est au prolétariat qu'il appartient de la créer (aidé en cela par l'avant-garde).

Par une analogie grossière, on pourrait dire que, si le rendement d'une machine est nul quand l'ouvrier en ignore le mode d'emploi, de même, la société socialiste fera banqueroute si la classe ouvrière ne se rend pas maîtresse des forces productives. Or, ces forces productives, elle les reçoit du capitalisme avec leur mode d'emploi capitaliste. Le mode d'emploi socialiste est à inventer. Cela ne saurait se faire sans essais, sans erreurs. Bien futiles seraient les révolutionnaires qui s'en remettraient à la spontanéité des masses et à l'avenir.

Parce que la période de transition du capitalisme au socialisme s'avère plus longue et plus complexe que ne l'avaient prévu les

classiques du marxisme, parce que la révolution va des pays les moins industrialisés vers les pays les plus industrialisés, parce que le socialisme ne peut qu'être créé consciemment par les hommes (à la différence du capitalisme, dont la base économique garantissait la survie), le socialisme naissant sera fragile, les dangers de bureaucratisme seront grands. Certes, aucune « garantie » ne peut nous prémunir contre ces dangers. Encore faut-il ne pas leur offrir un terrain favorable de développement. Le silence ici n'est pas la meilleure tactique. A bavarder sur les succès de l'« économie planifiée » (18) en ignorant ce qui fait la différence irréductible entre le socialisme et les autres régimes : le socialisme sera le produit d'une activité consciente des hommes (et le critère est, ici, la satisfaction des besoins des masses) — on en arriverait facilement à légitimer le rôle de la bureaucratie.

2) La liberté s'écrit aussi au passé. L'histoire, comme relation écrite des événements, serait partielle et partielle si elle se bornait à montrer leur nécessaire enchaînement. Dégageant le déterminisme en son sens le plus profond, la compréhension des événements passés doit aussi saisir que ce déterminisme n'est pas extérieur aux hommes, mais résulte de leur libre activité. Comme l'a écrit Marx, les hommes font librement leur histoire à partir d'une situation qui ne dépend pas d'eux. Cette donnée brute qui est une dimension nécessaire de l'histoire, c'est précisément le passé. Et, si chaque régime a une structure temporelle qui lui est propre, le passé, dans le régime capitaliste, a une place privilégiée.

IV. - LE CAPITALISME ET LA DÉTERMINATION DU PRÉSENT PAR LE PASSÉ

Le capitalisme a comme institutionnalisé la domination du présent par le passé. Dans les régimes antérieurs, cette domination s'exerçait aussi, mais elle n'avait pas le caractère tyrannique qu'elle revêt maintenant. Ces régimes évoluaient lentement, au contraire du capitalisme, qui est miné par un progrès technique saccadé : techniques, forces nouvelles apparaissent ici constamment en rébellion contre l'héritage du passé.

Celui-ci exerce sa domination sur tous les plans et à tous les niveaux — des faits matériels aux faits de conscience (et si, d'une manière générale, la conscience retarde sur l'événement — bien qu'elle puisse aussi anticiper, au moins partiellement — ce retard est surdéterminé en régime capitaliste, car tout le poids du passé contribue à l'augmenter).

On pourrait ici multiplier les exemples ; deux suffiront.

Dans une entreprise moderne, les investissements sont considérables. Ce capital accumulé, cristallisation du travail passé, travail mort (19), comme l'appelle Marx, devrait être, si son usure entraînait seule en compte, amorti sur une longue période. Mais le progrès technique permet la construction de machines plus efficaces et, bien souvent, les machines, encore en bon état, seront mises au rebut, car d'autres machines, plus modernes, pourront les remplacer.

L'amortissement devra donc être plus rapide, pour tenir compte du remplacement anticipé des machines. Plus vite il doit se faire, plus le gaspillage sera considérable, et les grandes firmes seront

seules à pouvoir le supporter. Le gaspillage, en fin de compte, est gaspillage de travail social ; une fraction non négligeable du travail social est employée à fabriquer du vent : des machines qui seront mises au rebut avant d'être usées. Ce gâchis, à un certain niveau, mettrait en cause la rentabilité des entreprises. Les « remèdes » sont connus : la rotation du capital est accélérée, essentiellement au prix d'une intensification du travail ouvrier, le progrès technique est freiné, par des accords entre trusts, par la stérilisation des brevets, etc., la gestion des entreprises s'essaie à prévoir et à intégrer l'avenir. Sur le plan technique, ces dernières méthodes peuvent contenir un embryon de solution, mais les contradictions réapparaissent à un niveau plus élevé. Un régime d'exploitation ne peut permettre une gestion rationnelle, qui supposerait une participation consciente de l'ensemble des travailleurs décidant des fins sociales et des moyens ; ce qui est exclu à priori, quand il y a exploitation.

Les signes de la domination du passé sont visibles partout : le paysage rural, le paysage urbain sont faits des concrétions du passé, strates accumulées du travail humain, et aussi travail du présent dans la pâte du passé, reprise incessante de cette pâte.

L'exploitation tend à se perpétuer en un double sens :

— d'une part elle est ici et maintenant ;

— d'autre part, elle est portée, prolongée par un passé en accord profond avec elle.

Et, au départ, la destruction de l'exploitation restera partiellement impuissante à surmonter l'exploitation passée, solidifiée dans le présent (et qui tend à la recréer).

Ainsi, les grandes villes, monstruosité du régime capitaliste (dont l'existence actuelle pose des problèmes insolubles), sont un aboutissant de l'évolution du capitalisme, de la division du travail, de la concentration, etc... Elles seront une donnée (importante — bien que

(18) On remarquera avec quelle discrétion la presse de « gauche » examine le fonctionnement de l'économie soviétique. Aucun économiste sérieux n'admettrait de porter un jugement sur l'économie française, par exemple, à partir des seuls indices de production. S'agissant de l'économie soviétique, les « économistes » (!?) de « gauche » se satisferont avec les chiffres du plan.

(19) On voit quelle image on pourrait tirer de cette formulation : en régime capitaliste, le travail mort domine le travail vivant. Ici la vie sert à engrosser la mort.

non essentielle — et parmi beaucoup d'autres) de la période transitoire, une donnée, c'est-à-dire quelque chose d'imposé, qu'il sera difficile de briser, d'intégrer dans un développement organique et conscient (20).

Il ne faut ni surestimer — ni sous-estimer — ces difficultés. Le présent est pensé en termes de passé, comme répétition imbécile. Il n'y a pas de vaccin qui permette d'éviter complètement d'en

passer par là. Une des tâches du socialisme sera d'intégrer le passé en le dominant. La structure temporelle du socialisme sera bien différente de celle du passé. Ici comme ailleurs, certaines antinomies auront été brisées.

En attendant, il appartient aux marxistes de ne pas projeter dans l'avenir un passé, seulement formellement modifié.

V - CLASSE, PARTI, POLITIQUE

Il devrait être clair (après des années de discussion et à partir d'une expérience historique incalculablement riche), que les contradictions inhérentes au capitalisme ne provoqueront jamais, à elles seules, la dislocation du système (comme éclate une chaudière surchauffée). La destruction du capitalisme suppose l'intervention active des masses. Davantage : il faut que les masses aient la volonté de détruire le capitalisme — que cette volonté soit primordiale pour elles — qu'elle contienne celle de construire le socialisme. Il faut que les masses soient prêtes à inventer le socialisme au moment même où elles détruisent le capitalisme. Un parti ouvrier peut faire beaucoup, mais il ne peut pas inventer une autre société, car une société ne se construit pas de l'extérieur. Ce sont les masses qui, par leurs actions quotidiennes, reprises, effacées, prolongées, écrivent l'histoire du socialisme. Rien ni personne ne peut faire qu'à un moment déterminé les masses soient « mûres » pour le socialisme. La conscience, l'expérience des masses peuvent s'élaborer avec l'aide du parti. Mais la classe ouvrière est, pour employer une terminologie contestable, le sujet de l'histoire ; la classe et non le parti.

Je parle ici du parti par référence au stalinisme, pour qui le P.C. est le « parti de la classe ouvrière ». L'avantage politique de cet axiome est évident : il rend le parti irresponsable (devant la classe). Sartre — après beaucoup d'autres — a fondé ses analyses politiques sur l'acceptation préalable de cet axiome. Sur ce point au moins, les révolutionnaires mis à part, adversaires et partisans du stalinisme sont d'accord, bien que leurs objectifs diffèrent. Et si, apparemment, l'histoire des dix dernières années semble leur avoir donné raison, c'est tant pis pour eux.

On se bornera ici à rappeler que cet axiome est bien peu marxiste. Et, en tout état de cause, qu'il existe un ou plusieurs partis ouvriers, cela ne règle en rien la question des rapports entre classe et parti. La classe est peut-être « chosifiée », « massifiée » sous le régime capitaliste (Sartre semble considérer comme une découverte capitale cette « massification » de la classe, qui se produirait quand ses liens avec le parti sont rompus), c'est là une tendance inhérente au capitalisme, et qui s'exprime, depuis que le capitalisme existe, sous des formes diverses. Qu'est-ce que la politique bourgeoise, au niveau de l'usine comme à celui des « organisations » et à celui de la société, sinon une tentative perpétuelle de « contrôle » social, c'est-à-dire un essai de désintégration de la classe ouvrière ? Ici, c'est en achetant France-Soir et en ouvrant sa radio que l'ouvrier s'aliène, là, c'est en prison qu'on essaie de le réduire. Différence qui n'est pas négligeable, c'est vrai, pas plus qu'il n'est indifférent que « l'ordre » bourgeois soit celui d'une démocratie parlementaire ou d'un fascisme. Si cette tendance du capitalisme ne se heurtait à rien, jamais la classe ouvrière n'aurait pu prendre conscience

d'elle-même (et, à fortiori, s'organiser). Mais le capitalisme crée aussi les conditions qui permettent le développement de la tendance contraire, qui permettent à la classe exploitée de prendre conscience de ses intérêts ; et le moment révolutionnaire est celui où elle parvient à son maximum de conscience. Il ne surgit pas d'un procès extérieur à l'histoire du capitalisme, il est, à la fois, le produit de cette histoire, la contradiction du régime à son plus haut degré, la solution positive de cette contradiction.

Pour le malheur de notre époque, les analyses politiques ont généralement ceci de commun, qu'elles acceptent cette mystification qui identifie le (ou les) partis à la classe. Une politique sera jugée par rapport à la politique des partis, par rapport à leurs possibilités. Pourtant, il va de soi que la politique d'un parti (révolutionnaire) n'est pas une fin, mais un moyen. A la prendre pour fin, on participe à ce jeu morne et abstrait qui s'achève par d'imbéciles spéculations parlementaires. Si une politique ne peut se juger in abstracto, mais appelle un critère, celui-ci — dans le cas qui nous intéresse — ne saurait se trouver ailleurs que dans les besoins des masses (et plus particulièrement de la classe ouvrière) (21).

Qui décidera de ces besoins, en dernier ressort, si ce n'est cette classe elle-même ? Qui pourrait en décider à sa place ? Plus précisément, comment la classe peut-elle exprimer ses besoins (les plus immédiats, comme les plus larges, qui se confondent avec l'exigence d'une société nouvelle) ? Par son action. Et la fonction d'un parti révolutionnaire est de porter cette action à sa plus haute conscience. Il serait absurde de concevoir le procès historique comme la maturation d'un fruit. L'erreur, ici, tient au schématisme, elle est celle des « spontanéistes ». L'erreur inverse serait de considérer la « maturité » de la classe comme ayant atteint son maximum (la conséquence étant que, si les organisations traîtres n'étaient pas rapidement balayées, leur gangrène gagnerait la classe). Sur ce point, précisément, les trotskystes ont (avec d'autres, bien que pour de meilleures raisons !), partagé cette erreur : nous avons sans doute, dans le passé, surestimé la rapidité du processus révolutionnaire. La classe fait lentement l'apprentissage des organisations qu'elle a forgées, et tout à la fois celui du capitalisme. La révolution détruira, et le capitalisme, et les organisations d'origine ouvrière qui sont devenues ses instruments.

Certes, on peut contester cette appréciation, prétendre que l'expérience historique la dément, que les masses s'aliènent de plus en plus dans les appareils. On peut dire que cette tendance (sur laquelle nous nous fondons pour affirmer la possibilité objective du socialisme) n'est pas lisible dans l'histoire, qu'elle est le fruit de spéculations irréelles. Mais il faudrait alors ajouter qu'on tient le socialisme pour utopie ; ou encore que ce qu'on appelle socialisme est tout autre chose que ce qu'entendaient par là les classiques du marxisme.

Les « penseurs » politiques préfèrent passer ces questions sous silence. Ce qui explique pourquoi, depuis la fin de la guerre, les analyses politiques sont si incroyablement banales en France.

(21) Etant entendu que le terme besoin est pris ici en son sens le plus large, incluant la conscience.

(20) Les conséquences pour les travailleurs (longs trajets, etc.) n'en sont pas négligeables. Il ne serait pas sérieux de se borner à invoquer l'essor des forces productives qui permettra de résoudre élégamment ces questions en une ou deux générations. D'abord, parce que nous n'avons pas de prise sur les générations à venir, et que nous ne pouvons nous en remettre à elles du soin de réaliser le socialisme. Ensuite, parce qu'il s'agit de questions concrètes, et que le régime transitoire sera jugé à la manière dont il résoudra ces questions.

S'agissant des bourgeois, ce n'est pas surprenant ; ils sont au pouvoir, et font leur politique — une politique qui, depuis longtemps, n'est plus animée par un grand dessein, si l'on n'accorde pas ce qualificatif au souci de durer — et cette politique n'a pas à être discutée sur la place publique.

Ce sont les « para-marxistes » qui mettent finement en question la politique bourgeoise (22). Ces gens se croient assez riches pour prêter leurs intentions à MM. Queuille, Mendès-France, Bourguès-Maunoury, Mollet, à un quelconque de Gaulle. Après la guerre, la bourgeoisie française a reconstruit son économie et son appareil d'état, s'est débattue au milieu de difficultés coloniales, a amorcé une « rationalisation ». Mais les « para-marxistes » n'ont pas jugé utile d'analyser les contradictions spécifiques du capitalisme français. Il était préférable, à leurs yeux, de discourir sur les possibilités parlementaires. Certains ont parlé d'une « voie française » vers le socialisme. Sans la définir autrement. Le reste à l'avenant. La faillite politique des organisations traditionnelles s'exprime aussi sur le plan de la pensée.

J'entends bien qu'un lecteur peut demander avec ironie : qu'apportent les trotskystes à ce bilan ? Et il y aurait peut-être un grain de vérité dans l'affirmation que les trotskystes ont dû, trop souvent, dénoncer la trahison des sociaux-démocrates et des stalinien, sans pouvoir apporter quelque chose de positif. On ne choisit malheureusement pas son champ de bataille, et il faut rappeler qu'au lende-

main de la libération, les révolutionnaires durent conquérir physiquement le droit de s'exprimer dans la classe. (Depuis, il y a eu le rapport Khrouchtchev et pas mal d'autres choses...)

Il reste qu'il est temps maintenant, et qu'il est possible de montrer ce que peut le marxisme. Certes, ce n'est pas tâche facile ; des ouvriers peuvent, par découragement, imputer au marxisme la faillite trop évidente des organisations qui s'en réclament.

Ce sera dans la mesure où les marxistes sauront parler clairement que le reflux idéologique actuel pourra être limité, mais surtout que les conditions d'un essor ultérieur seront réunies.

La classe ouvrière est capable (elle l'a prouvé maintes fois) de se battre héroïquement, même si son combat est sans espoir dans l'im-médiat. A plus forte raison se battra-t-elle, si elle sait pourquoi elle se bat, si elle peut espérer raisonnablement construire une société socialiste, si l'espoir socialiste en vaut la chandelle. Qui pourrait concrétiser cet espoir à ses yeux, sinon les révolutionnaires ? C'est peut-être là une vérité d'évidence, mais la notion même du socialisme a été si souvent émasculée par les efforts conjoints des sociaux-démocrates et des stalinien qu'il est nécessaire d'expliquer que le socialisme n'est pas ce qui existe en Russie, et tout aussi nécessaire d'expliquer ce qu'il sera. Il faut reprendre dans son ensemble, inlassablement, la question du programme socialiste. Ce que, seuls, peuvent faire les marxistes, et ce que les faillis du marxisme ne peuvent faire en aucun cas.

VI - POURQUOI LE MARXISME

On le sait maintenant : l'entre-deux-guerres a été le cimetière des révolutionnaires. L'avant-garde qui, impatiente d'en finir avec le vieux monde, entraînait les masses, au chant de l'Internationale, dans les années 20, a été décimée, brisée. Et nous savons bien quelles voies s'offrent au révolutionnaire qui veut prendre sa « retraite », et qu'elles sont sans issue. Il est clair, cependant, que cette période — qui, à l'échelle historique, sera simple épisode, recul passager — fut, pour deux générations, une catastrophe sans précédent. Et l'ombre de cette catastrophe obscurcit encore le présent que nous vivons. Des questions qui semblaient résolues définitivement se posent à nouveau, et il faut reprendre l'abécédaire, au moment même où se posent des problèmes entièrement nouveaux qui appellent des réponses nouvelles.

Dans cette situation, les intellectuels — tel l'adolescent rageur qui rejette le livre, parce que la tête du maître lui est décidément antipathique — s'en prennent au marxisme. Non sans souffrances, ils avaient cru l'assimiler (ce qui exigeait le renoncement à un certain nombre de ces habitudes, à dire vrai intolérables, si nécessaires à l'intelligentsia parisienne). Ils espéraient la terre promise, et se retrouvent au milieu des décombres. Alors, ils jurent qu'on ne les y reprendra plus, et, telle une oie trop gavée, ils vomissent le marxisme, qui leur avait été, non sans mal, injecté. Quoi ! l'ouvrier ne porte plus casquette, il mange de la viande en semaine, et, le dimanche, il va au cinéma, à moins qu'il ne préfère se promener dans sa voiture. Le socialisme devait naître de la révolte des ventres. Si les ventres sont pleins, il est vain de vouloir troubler la sieste des hommes. Heureux est leur sommeil !

Ces « approximations conceptuelles » (23) sont à la mode, et le stalinisme sert ici de repoussoir commode. Pourquoi Thorez défend-il,

(22) Aucun homme d'état n'a jugé bon d'appliquer les conseils de *France-Observateur*, qui n'a cessé d'expliquer aux bourgeois comment ils devraient s'y prendre pour sauver leur régime.

(23) Le jargon philosophique n'a jamais fait autant de

contre une apparente évidence, la théorie de la paupérisation absolue ? De toutes les raisons qu'il peut avoir, une au moins est claire : persuadant les ouvriers que leur condition va de mal en pis, il les convainc corrélativement de lui accorder une confiance incon-ditionnelle. A leur expliquer que la satisfaction provisoire de quelques besoins élémentaires ne règle en rien les problèmes fondamentaux, et que seule leur activité révolutionnaire pourra, en définitive, régler l'ensemble des questions qui se posent à eux, on les appelle à une action réfléchie, autonome, qui peut aller à l'encontre des mots d'ordre stéréotypés.

Naturellement, si les besoins élémentaires étaient effectivement satisfaits, la thèse (24) de la paupérisation absolue deviendrait absurde. Mais, pour de larges couches de la classe ouvrière (25), il n'en est rien et, par ailleurs, les ouvriers « privilégiés » éprouvent quotidiennement la précarité de leur situation. Aussi, cette thèse, fautive au sens strict, peut être acceptée, faute d'une explication plus profonde, dans la mesure où elle exprime une hantise permanente.

ravages. On n'étudie pas le capitalisme, mais le concept de capitalisme, la notion de structure, la catégorie de la totalité et des sous-totalités, le tout et les parties, les ensembles, l'ouverture et la fermeture, la somme et le reste. Curieuse résurgence de l'idéalisme ! Quand aucune anthologie marxiste n'omet le célèbre texte de Marx sur le concept du fruit...

(24) On peut regretter la pauvreté des études sur les besoins dans la société contemporaine. Le conditionnement social des besoins est à peine exploré, et toujours sous la forme la plus superficielle, qui ne dépasse pas de vagues commentaires sur les statistiques de consommation. La potentialité croissante des besoins, leur structuration arbitraire (le besoin de fumer, par exemple, ne nécessite pas $n+1$ marques de cigarettes), vont de pair avec l'étouffement et la perversion de besoins fondamentaux. Les économistes qui tracent des courbes d'élasticité et déterminent des seuils de satisfaction raisonnent toujours sur un « homo economicus » qui est l'homme bourgeois.

(25) Sans parler des quelque deux milliards d'hommes qui, dans les pays « sous-développés », ne sont même pas assurés d'assouvir leur faim le dimanche.

La réponse des réformistes tient en la généralisation de quelques faits épisodiques. Voudrait-on dénoncer la signification donnée à ces faits, en essayant de les replacer dans une perspective d'ensemble, les réformistes protestent que l'histoire n'est pas « unilatérale », et que la réalité est trop mouvante pour se laisser enfermer dans un schéma préfabriqué.

L'époque est aux falsifications grossières : Lénine et Trotsky, aussi bien que Marx et Engels, se montraient prudents à l'extrême dans leurs prévisions. Ils ressentait, mieux que quiconque, la nécessité d'une stratégie mondiale, mais ils étaient prêts à remettre en question celle sur laquelle ils faisaient fond, chaque fois que des faits nouveaux venaient la contraindre. Ils ont commis, dans l'appréciation de certains faits, des erreurs qu'il serait stupide de grossir démesurément (26) ; je doute qu'on y trouve beaucoup d'erreurs de méthode. Par contre, la « micro-politique » contemporaine des réformistes, digne pendant de la « micro-sociologie » de certains révisionnistes, est fondée sur le privilège exorbitant accordé à certains faits pris parmi les autres, parce qu'ils sont plus visibles sur le moment. L'absence de perspectives conduira, par exemple, J. Duvinlaud à s'interroger sur les possibilités d'un « micro-socialisme » à l'usage de groupes restreints. J'entends bien que c'est la possibilité même d'une perspective mondiale qui est mise en cause — à l'instant où la finitude du monde est reconnue — y compris par les staliniens (27).

La création du marché mondial ne date pas d'hier, et la réalité de l'économie mondiale est indéniable. Certes, la généralisation d'un mode de production n'entraîne pas l'uniformisation des idéologies. A ce niveau, des conflits peuvent naître. Ainsi, l'introduction du capitalisme dans un pays sous-développé n'entraîne pas, l'hypothèse coloniale une fois levée, un développement calqué sur ceux qu'ont connus au XIX^e siècle les capitalismes européens. Entre autres raisons, parce que les possibilités d'un développement autonome du capitalisme y sont extrêmement réduites. Le trait le plus visible du capitalisme de l'Inde est son parasitisme, ce parasitisme qui n'est apparu en Europe qu'au terme d'une longue histoire. Il y a donc une expérience originale des pays dits « sous-développés » qu'il n'est plus possible d'ignorer. Et, depuis la fin de la guerre, un nombre impressionnant d'études est paru qui traitent des problèmes du « Tiers-Monde ». La pauvreté des solutions proposées est affligeante. Comment industrialiser les « pays sous-développés » ? Grâce à une étatisation partielle ou totale de l'économie, grâce à une aide extérieure désintéressée. Sur le second point, on notera que l'aide fournie aux pays sous-développés, soit par des organismes internationaux, soit par des caisses spéciales (comme le « Fonds d'investissement et de développement économique et social ») est importante en valeur absolue (28), bien que faible en valeur relative.

(26) Marx serait dépassé, nous dit-on : homme du 19^e siècle, il aurait vieilli avec son temps. La lecture comparée de Marx et de ses contemporains bourgeois est, à cet égard, instructive. Le langage de Marx est encore neuf, tandis que, pour retrouver quelques vérités chez Comte, par exemple, il faut, au préalable, briser la croûte épaisse d'une bouffonnerie d'époque.

(27) Les spécialistes insistent sur les possibilités — réelles — de heurts entre la Chine et l'U.R.S.S. Un autre aspect de la question, au moins aussi intéressant, est plus ignoré. Quels sont les rapports, non pas des états, mais des sociétés chinoise et russe ? On s'attendrait à ce qu'elles « éclatent » littéralement l'une à la rencontre de l'autre, tendant à former une symbiose parfaite. A tout le moins, il paraîtrait normal que des dizaines de milliers de Russes choisissent de passer leurs vacances en Chine, et vice-versa. Or il n'en est rien. Les rapports sont limités, ils s'expriment par les mêmes formes que ceux des régimes capitalistes (ambassades, missions, etc.). Poser cette question, n'est-ce pas mettre en cause le caractère « socialiste » de la Chine et de l'U.R.S.S. ?

(28) De 1954 à 1958, l'aide économique internationale aux pays sous-développés s'est élevée à 13.792 millions de dollars. La part de la France sur ce total est de 3.675 millions de dollars. A titre de comparaison, le produit national brut des

Mais, s'il est exact que le capitalisme consent aujourd'hui des dépenses économiquement non rentables, il est non moins vrai que ces investissements sont effectués dans l'espoir d'un gain politique. Que les « pays sous-développés » puissent jouer, dans une certaine mesure, sur l'antagonisme U.S.A.-U.R.S.S. ne règle pas la question, car les sommes investies ne suffisent même pas à empêcher leur retard d'augmenter. De plus, on sait que les exportations des pays sous-développés sont souvent constituées par un nombre restreint de produits, et, par conséquent, sont très sensibles aux variations du cours de ces produits. Une baisse de l'arachide sur le marché mondial suffira, pour certains pays, à annuler l'aide apportée de l'extérieur !

Restent les réformes de structure. Autrement dit, la nécessité d'une révolution sociale. En l'absence de révolution dans les pays capitalistes avancés, une dégénérescence de la révolution dans les colonies est probable, accompagnée d'une « stalinisation », d'un étouffement des besoins des masses, d'une bureaucratization et d'un renforcement démesuré du poids de l'état, en un mot du développement rapide d'un nouveau parasitisme.

Au niveau où se posent les problèmes, on voit bien qu'il n'y a pas de solution médiane. Seule une solution mondiale, globale, peut être efficace. Cela n'exclut pas, évidemment, la définition d'un régime de croisière pour les pays sous-développés, la recherche d'un développement économique qui tienne compte des conditions concrètes. Les marxistes ont ici un apport important à fournir (29).

Les pays « sous-développés » ont servi d'exemple pour illustrer ce qui apparaît comme fondamental : l'urgente nécessité d'un développement de la pensée marxiste. Il y a cinquante ans, personne, dans le mouvement ouvrier, ne pensait que la révolution aurait pour première tâche d'unifier économiquement le monde, de combler des retards aussi gigantesques. Les sectaires, ici, prétendent que « sur la base des techniques nouvelles », cette tâche est aisée. Rien n'est moins certain. Et, en tout cas, il est préférable d'aborder ouvertement le problème. Marx a montré que l'homme était une force productive ; ce que les bureaucrates oublient quand ils planifient. La libre activité des masses peut résoudre des questions, autrement insolubles. Cela ne signifie pas que les marxistes doivent parler « vague ». Le langage marxiste doit et peut être direct, concret. Si la nécessité de la révolution est aussi grande aujourd'hui qu'en 1850, le programme n'est plus exactement le même, il demande à être actualisé. C'est là une tâche évidente pour les marxistes. Et si l'on demande : quels marxistes ? il faut répondre sans hésiter : les marxistes révolutionnaires. Car le développement nécessaire du marxisme ne doit pas être un affadissement réformiste, il doit partir du contenu profondément révolutionnaire du marxisme. A cette seule condition, il servira à autre chose qu'à engraisser les oies stupides de la « pensée théorique ». Il est vrai que, jusqu'ici, le marxisme révolutionnaire n'a pas été à la hauteur des tâches théoriques de l'époque. Il est non moins vrai que sa victoire matérielle dépendra, en fin de compte, de son aptitude à répondre aux questions posées. Et, dans cette partie, le trotskysme a un rôle décisif à jouer.

Le monde contemporain est encore neuf pour les marxistes, il ne tient qu'à eux d'en prendre possession.

H. LANGLOIS,
3 août 1960.

U.S.A. s'est élevé à 434.000 millions de dollars en 1957, et les dépenses militaires annuelles des U.S.A. ont oscillé approximativement entre 40.000 et 50.000 millions de dollars entre 1954 et 1958.

(29) L'introduction du capitalisme dans ces pays a été, en fait, l'introduction de la barbarie capitaliste, privée de l'efficacité qui fut le propre du capitalisme en Europe occidentale.

NOTE DE LECTURE

Jean BABY :

CRITIQUE DE BASE

UN nouveau genre est né, ces derniers temps, en littérature politique : celui de l'auto-justification des exclus du P.C.F. Ceux qui pratiquent ce genre, pourvu qu'ils aient occupé quelque poste dans l'appareil, ont, quelles que soient d'ailleurs les positions politiques qu'ils aient prises depuis leur exclusion, ce souci commun : jeter un voile pudique sur certains aspects de leur passé. Cette loi se vérifie, qu'il s'agisse d'Auguste Lecœur, de Pierre Hervé, de Henri Lefebvre ou de Jean Baby (1).

Ainsi, Lefebvre, dans son pesant et insipide ouvrage : « La somme et le reste », nous apprend que venaient à lui, en 1935-1939, « les échos et les rumeurs de ce qui se passait en U.R.S.S. ». Staline assassinait alors, par dizaines de milliers, les survivants de la vieille garde bolchévique. Henri Lefebvre savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les crimes de Staline. Ce qui ne l'empêchait pas, en 1946, lors d'une conférence à l'ancienne faculté des lettres de Toulouse, lui, le moraliste de « La somme et le reste », de légitimer froidement la « liquidation » des compagnons de Lénine. Une contradiction trotskyste lui fut portée. Que fit le très démocrate philosophe ? N'ayant rien à répondre, et pour cause, il tenta d'ameuter la salle contre le contradicteur, avec les procédés habituels aux stalinien.

Pourtant, ces exclus auraient pu arguer qu'ils ont accepté de se taire devant l'énéantisme des fondateurs de l'U.R.S.S., de l'approuver même, parce qu'ils croyaient contribuer ainsi à la défense de l'U.R.S.S. (alors qu'ils ne faisaient que défendre la bureaucratie de Staline et ses privilèges). Mais aucun de ceux que nous avons cités n'a cette élémentaire honnêteté de dire tout simplement la vérité. Ce n'est pas par hasard : Lefebvre, Hervé, Baby ou Lecœur, dans leurs critiques ou auto-critiques, cherchent tous à faire croire à leurs lecteurs qu'entrés

au P.C.F. il y a 20, 30 ans ou plus, ils en sont sortis sans avoir eu jamais connaissance, de quelque manière que ce soit, des crimes de Staline. Il est loin, le temps de leur jeunesse, où ils sont devenus membres du P.C.F. avec la volonté de participer ainsi à la lutte pour la défense et l'extension de la révolution d'octobre. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Pour s'accrocher au P.C.F., il leur a fallu légitimer, en gros et en détail, le stalinisme. Tenter de faire retomber leur responsabilité à eux sur les épaules de Thorez est une pure et simple dérobade ; et cette attitude contribue à fausser tous les problèmes. Le mensonge par omission ou le mensonge dicté par Staline sont également sources de démoralisation.

Ainsi Lecœur, au lieu de nous conter des secrets de polichinelle concernant l'appareil, ne ferait-il pas mieux, par exemple, d'exposer aux mineurs comment Staline lui a intimé l'ordre de saboter leur grève générale de décembre 1948 ? Car enfin, c'est bien lui, en tant que secrétaire d'organisation, qui a fait le voyage de Moscou et est revenu avec l'ordre de mettre fin à la grève. Cela, et d'autres épisodes de la lutte des classes, où l'appareil, pour les besoins contre-révolutionnaires de Staline, brisait le mouvement des travailleurs — et auxquels ils ont participé —, Lecœur, Hervé, Lefebvre, Baby ou autres entendent les enfouir au fin fond de leur mauvaise conscience, cette mauvaise conscience qui est le trait le plus manifeste de ces exclus du P.C.F.

Il serait néanmoins erroné de confondre tous ces exclus. Si aucun d'entre eux ne cherche à renouer avec le marxisme, ils ont chacun, en écrivant leur livre, des préoccupations différentes. Lecœur et Hervé sont passés dans le camp de Mollet, avec armes et bagages. Ce n'est pas le cas de Lefebvre, ni celui de Baby, dont nous nous occupons particulièrement ici. L'exercice auquel se livre ce dernier consiste à en appeler au bon Khrouchtchev contre le sectaire Thorez, afin d'œuvrer au redressement du P.C.F., de le « rendre plus fort ». Mais Khrouchtchev, lors de son récent voyage à Paris, n'a-t-il pas manifesté avec le plus d'éclat possible l'accord de la bureaucratie russe avec Thorez ? Comment résoudre cette contradiction ? Baby n'y arrive évidemment pas, et sa « critique de base » apparaît comme la critique superficielle d'un homme mécontent de la mauvaise tenue de Thorez à son égard.

LE P.C.F.
VU PAR UN DE SES CADRES

Toute une série de passages de « Critique de base » sont consacrés à dépeindre assez exactement la vie intérieure du P.C.F. :

« Au mois de mai 1958, écrit Baby, le Parti n'a pas été en mesure d'empêcher l'arrivée au pouvoir de De Gaulle ».

L'aveu, en lui-même, a sa valeur. Mais Baby s'empresse, à la ligne suivante, de rejeter sur le sort contraire les responsabilités de la défaite :

« Il est probable, ajoute-t-il, que, de toute façon, cette défaite était inéluctable ».

Ce balancement, entre une affirmation correcte et une autre qui la contredit, à seule fin de justifier l'appareil, est pratiqué constamment. Sur la démocratie dans le P.C.F., Baby note :

« Comment fonctionne le P.C.F. ? En fait, le C.C. n'est pas réellement élu par le congrès, il est choisi par une Commission politique, qui reçoit elle-même des propositions élaborées par le Secrétaire Général avec l'aide de quelques dirigeants qui ont sa confiance. Cette liste, dûment arrêtée, est ensuite approuvée à l'unanimité par le congrès... (À la veille du congrès) tout un appareil fidèle, capable de défendre, à tous les échelons, les candidats bien vus par la direction, est mis en branle pour opérer le filtrage. L'opération commence dans la cellule. Si les éléments récalcitrants sont mis en minorité, ils n'auront droit à aucune représentation à l'échelon supérieur, la conférence de section. S'il arrive qu'une ou plusieurs cellules parviennent à faire élire à la conférence de section des délégués qui ont des critiques de principe à formuler, ils sont assurés d'être mis en minorité, parce que la plupart des cellules fonctionnent mal, parce que les discussions politiques y sont inexistantes, et qu'il est donc facile d'y faire désigner, souvent de façon très formelle, des délégués qui sont a priori d'accord avec tout ce que proposera le parti... Quand la conférence de section désigne les délégués à l'échelon supérieur, la conférence fédérale, le tri a déjà été sérieusement amélioré. Il faut un concours

(1) L'exception qui confirme la règle est représentée par Edgar Morin qui, dans son « Auto-critique », reconnaît qu'il n'ignorait nullement, quand il est entré au P.C.F., les crimes de Staline, mais qu'il pensait qu'il fallait garder le silence, au nom de la cause du socialisme, incarnée, malgré tout, par le P.C.F. — il reconnaît d'ailleurs sans tarder qu'il y avait là une erreur tragique de sa part. C'est la seule attitude honnête que puisse prendre un exclu du P.C.F. — et qu'on est en droit, indépendamment de la valeur des positions qu'il peut prendre par la suite, et préalablement à toute discussion sur ces positions, d'exiger de lui.

de circonstances exceptionnelles pour que soient délégués à cet échelon des camarades ayant manifesté des désaccords sur quelques points importants. Formellement, les règles de la démocratie ont été observées. A chaque échelon... les délégués ont été élus, mais tout ceci n'est que décor... Les jeux étaient faits d'avance. La critique a été, non pas encouragée, mais étouffée... Les dirigeants du P.C.F. ont transformé leurs subordonnés en serviteurs... (Les résultats en sont) la baisse des effectifs, le militantisme électoral, aucune information sur le nombre des cartes et timbres, le faible rayonnement du P.C.F., et le déclin de son autorité... Les diverses organisations qui devraient permettre au parti d'avoir une liaison constante avec la plus grande partie de la population fonctionnent très mal. Qu'il s'agisse des diverses organisations de la jeunesse — après la guerre, l'U.J.R.F. comptait 300.000 membres, à l'époque du 14^e congrès elle n'en comptait plus que 30.000. Pourquoi le parti n'est-il pas en mesure d'éveiller la confiance et l'enthousiasme de la jeunesse? — du mouvement de la paix, de l'U.F.F. et de bien d'autres, le spectacle est le même ».

Baby nous montre donc une direction transformant ses « subordonnés » (2) en « serviteurs », étouffant la démocratie, empêchant toute discussion politique dans les cellules, se montrant impuissante à « empêcher l'arrivée au pouvoir de De Gaulle », responsable de la baisse d'effectifs du « Parti », de l'effondrement de l'U.J.R.F., et de bien d'autres méfaits, dont le moindre n'est certainement pas de s'être faite complice des crimes de Staline et de son « passé malodorant ». A ce point, le lecteur se dira : Baby va très certainement conclure qu'une direction chargée de tant de crimes devrait être chassée. Que non pas ! Le lecteur n'est pas au fait d'une pensée façonnée par 30 ans de gymnastique stalinienne. La ruse et la servilité ne sont-elles pas les qualités maîtresses pour monter dans l'appareil ? Ainsi, après avoir accablé la direction du P.C.F., le « subordonné » Baby, réduit par Thorez au rang de « serviteur » pendant deux ou trois dizaines d'années, se lance dans le plus écœurant panégyrique :

« Je n'accuse pas la grande majorité (3) des membres du C.C. de manquer de courage. Ce sont des camarades dévoués, sincères, courageux et souvent compétents (4)... Les directions des diverses organisations de l'U.J.R.F., de l'U.F.F., du Mouvement de la Paix, de France-U.R.S.S., et de bien d'autres, sont animées des meilleures intentions, et voudraient, avec plus ou moins d'habileté, pratiquer une politique de large union... je tiens à déclarer que Maurice Thorez est un grand dirigeant, qui a rendu des

services inoubliables au P.C.F. Il possède une grande culture, une intelligence supérieure, une fermeté qui pourrait être une grande vertu. Il serait regrettable qu'il ne puisse faire profiter le Parti de ces qualités précieuses... ».

Comment un militant ouvrier sérieux, devant ce morceau de flagornerie, précédé d'une critique acerbe, ne comprendrait-il pas que les dirigeants du P.C.F. et Thorez aient exclu Baby ? Un homme qui, après les avoir accusés de tous les péchés d'Israël (complices du criminel Staline, responsables de la chute des effectifs, bureaucrates étouffant la démocratie, satrapes réduisant leurs « subordonnés » à l'état de « serviteurs »...), pare ces mêmes dirigeants de si belles qualités : dévouement, sincérité, courage, compétence, intelligence supérieure, grande culture, fermeté ? Le militant ouvrier de base du P.C.F. ne verra, à juste titre, dans ces exercices de voltige que la manifestation d'une duplicité sans égale. D'autant plus que, sur toutes les questions politiques essentielles, Baby ne cesse de proclamer son accord avec Thorez.

LA POLITIQUE DE L' « OPPOSANT » BABY

Voici, définies par Baby, les positions politiques de l' « opposant » dont il se veut le porte-parole :

« Le P.C.F. est la plus forte organisation politique de notre pays... Il a une structure solide, est capable de résister à de dures tempêtes, a un passé glorieux, enfin l'avenir lui est ouvert... Les thèses du 14^e congrès déclaraient que le C.C. et tout le Parti sont demeurés fidèles au drapeau de Lénine. En gros, ce n'est pas inexact... (5) Il faut ajouter que, si la classe ouvrière, dans sa grande majorité, conserve sa confiance au parti, c'est d'abord parce que, dans son activité générale, le parti a mérité cette confiance... Le thème central du 15^e congrès a été la démocratie : « la tâche capitale à accomplir est la restauration et la rénovation de la démocratie en France ». Est-ce juste ? Certainement. »

Alors où sont donc les « divergences de principes » qui, à en croire Baby, l'opposent à la direction du P.C.F. ? Cet « opposant de principe » ne manque d'ailleurs pas une seule occasion de manifester avec enthousiasme son acceptation des thèses de Khrouchtchev et des positions éminemment démocratiques du XX^e congrès du P.C. russe, matérialisées comme on sait à Budapest :

« Il fut bien vite facile de comprendre que, si les troupes soviétiques n'étaient pas venues au secours du peuple travailleur, le socialisme aurait été rapidement liquidé en Hongrie. Il était clair que le P.C.F. avait le devoir de rester inébranlable sur le principe de la défense à tout prix du monde socialiste, face aux entreprises de la réaction, et,

par conséquent, d'approuver sans hésitation l'intervention des troupes soviétiques, qui était une obligation inéluctable... (car) le devoir de tout communiste est de défendre sans compromission l'internationalisme prolétarien. »

Ainsi, même langage, même politique « de principe », chez Baby et chez Thorez. Sommes-nous donc en face d'une discussion ésotérique entre partisans de deux interprétations différentes des mêmes canons khrouchtcheviens ? Ne s'agit-il que d'incompatibilités personnelles ? Il serait pourtant erroné de ne voir dans « Critique de base » que l'œuvre d'un bon et loyal stalinien, simplement écœuré, pour les avoir longtemps supportées, des mauvaises manières de Thorez et de son équipe.

LES TENDANCES RÉFORMISTES DE L'APPAREIL

Cependant, il va de soi que les motivations personnelles jouent leur rôle dans le comportement des bureaucrates. Encore que la psychologie politique d'un Staline, d'un Thorez ou d'un Khrouchtchev ne puisse être considérée comme une donnée immuable, indépendamment des conditions sociales et politiques. Trotsky, à qui l'on doit d'autre part cette remarque profonde à propos des procès de Moscou : « Staline n'est pas responsable de l'histoire, mais il est responsable de ce qu'il fait dans l'histoire », note, dans sa biographie de Staline, que, si celui-ci avait prévu, en 1923, qu'il serait amené à massacrer toute la vieille garde bolchévique, il aurait sans doute reculé d'effroi. Assurément, le caractère de Staline en faisait, parmi tous les dirigeants bolchéviks, le plus apte à devenir le chef de la bureaucratie en voie de cristallisation ; assurément, certains aspects des procès de Moscou reflètent fidèlement tel ou tel trait de caractère de leur metteur en scène ; mais l'orientation fondamentale de son activité politique, à dater de 1923, ne s'explique qu'à partir des forces sociales qui l'ont porté au pouvoir, des privilèges de la caste bureaucratique et de leur défense. Sa cruauté, son goût de la vengeance, n'ont pu se satisfaire à une telle échelle que dans des conditions objectives déterminées. Considérer, comme le font nos khrouchtcheviens, les crimes de Staline comme le produit de certains vices de son caractère et du culte de sa personnalité, c'est, non seulement renoncer au matérialisme historique, mais donner en fait au culte de la personnalité une extension nouvelle, — c'est continuer à faire de Staline le demiurge qui, en bien comme en mal, a façonné l'histoire à sa guise.

Il est clair, de reste, que les hommes du Kremlin et leurs adeptes internationaux ne peuvent analyser les racines sociales des crimes de Staline : savoir, les privilèges de la caste bureaucratique russe, dont Khrouchtchev le « libéral », tout comme Staline, est le porte-parole et le défenseur acharné.

Lénine, à partir de 1914, appliqua cette même méthode matérialiste à l'analyse de

(2) Admirez, au passage, le terme « subordonnés » employé tout naturellement pour désigner les militants !

(3) Si « la grande majorité des membres du C.C. » a tant de qualités, que faut-il penser de la petite minorité des autres ? Et puis... ces méchants, qui sont-ils ?

(4) « Souvent compétents ». Ainsi, le style du courtisan dissimule les épines sous les roses...

(5) « En gros »... Où est le détail ?

la dégenérescence de la social-démocratie, qui avait sombré dans l'union sacrée. Il montra que les partis sociaux-démocrates étaient devenus les courroies de transmission des intérêts de classe de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, parce qu'ils exprimaient les sentiments d'une aristocratie ouvrière qui reçoit quelques miettes des superprofits réalisés par le capital financier aux colonies, et dont les intérêts sont donc liés à ceux du capitalisme des monopoles, de l'impérialisme. La pierre de touche d'une politique marxiste était, pour Lénine, dans l'attitude par rapport à l'état bourgeois. Il est significatif de voir ici Baby, malgré ses affirmations verbales de fidélité aux principes léninistes, épouser sans réserve la position réformiste, anti-marxiste, de la conquête pacifique de l'état bourgeois par la classe ouvrière :

« Ce qui est original précisément aujourd'hui », écrit Baby, « ce sont les possibilités nouvelles de révolution sans violence... Mais, de toute façon, une révolution est inévitable, et il faut entendre par révolution le changement qualitatif qui fait passer la propriété des moyens de production de la forme privée à la forme collective, et qui soustrait l'état à la domination des monopoles. »

La position de Lénine est diamétralement opposée. Dans « L'état et la révolution », il expose en détail les divergences de principe opposant le marxisme au réformisme. Il faut caractériser le contenu de classe de l'état, écrit-il, et il rappelle que, pour Marx et Engels, l'état est l'expression de la violence organisée de la classe dirigeante contre les classes opprimées. Le prolétariat, pour accomplir ses tâches socialistes, ne peut se contenter de s'emparer de l'état bourgeois ; celui-ci ne peut, par sa structure, ses traditions, les hommes qui le constituent, que servir la bourgeoisie ; le prolétariat doit briser l'état bourgeois, l'anéantir, et instaurer sa dictature de classe, il doit construire son propre état, l'état de la démocratie socialiste, l'état des conseils ouvriers. Nous attendons que Baby nous démontre que l'état français d'aujourd'hui est assez « original » pour être autre chose que l'instrument de la violence organisée de la bourgeoisie contre le prolétariat, l'instrument de la domination du capital financier.

Comme un vulgaire réformiste, Baby propose, avec « originalité », non de briser cet état, mais de le « soustraire à la domination des monopoles » ! Ce qui revient à dire que le prolétariat pourra réaliser le « changement qualitatif qui fait passer la propriété des moyens de production de la forme privée à la forme collective » en utilisant, pour ses propres fins, l'état au service de la bourgeoisie française ; alors que cet état est précisément pour fonction de préserver la propriété privée des moyens de production ; Léon Blum n'expliquait pas autre chose.

C'est un fait que, sur cette question de l'état, Thorez et son « critique de base » sont en parfait accord. Toute la politique

du P.C.F. ne tend, tout au plus, qu'à rétablir une démocratie parlementaire plus ou moins « renouvelée », et certes pas à détruire, par l'action révolutionnaire des masses, l'appareil de l'état bourgeois. Baby comme Thorez, Thorez comme Baby, sont des adeptes de la théorie des « voies parlementaires vers le socialisme » énoncée par Nikita Khrouchtchev au 20^e congrès du P.C.U.S.

Où se situent donc les véritables divergences entre Thorez et son « critique de base » ? En ceci, que ce dernier exige de Thorez qu'il pousse jusqu'à ses conséquences ultimes sa pratique réformiste, en vue d'une intégration complète à la démocratie bourgeoise. Ce que le non-marxiste Baby est incapable de comprendre, c'est que ce réformisme qui sourd de tous les pores de l'appareil du P.C.F. a néanmoins une base sociale différente de celle de la social-démocratie. L'appareil réformiste est l'agence directe de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. L'appareil stalinien international est, certes, lui aussi « passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois », ainsi que Trotsky l'a constaté en 1933, mais en tant que défenseur des privilèges de la bureaucratie russe. En U.R.S.S., les conquêtes sociales de la révolution d'octobre (propriété étatique de l'industrie, planification, monopole du commerce extérieur) servent de base aux privilèges de la bureaucratie qui a usurpé le pouvoir politique. Ces privilèges, Staline hier, Khrouchtchev aujourd'hui, les défendent contre le prolétariat, qui combat pour chasser la bureaucratie du pouvoir, pour supprimer la racine de ses privilèges, en restaurant le contrôle démocratique des travailleurs sur l'économie. Telle est la signification historique de l'héroïque révolution hongroise des conseils ouvriers en octobre 1956. Mais Staline hier, et Khrouchtchev aujourd'hui doivent également — et c'est en cela qu'ils diffèrent de la social-démocratie — résister à l'impérialisme mondial qui entend réintégrer l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire dans l'orbite de son exploitation, en détruisant la propriété d'état, sur laquelle reposent les privilèges de la bureaucratie. Ainsi, d'une part, contre la révolution, la bureaucratie du Kremlin est facteur d'ordre (1944, 1953, 1958, Algérie) (6) ; elle est hostile à toute nouvelle victoire des masses, qui donnerait une impulsion à la lutte des travailleurs russes contre ses privilèges ; d'autre part, elle doit préserver les bases économiques de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme. Cette dualité implique que l'appareil du P.C.F. ne saurait, au moins tant qu'il reste dépendant de la bureaucratie russe, devenir, comme l'appareil réformiste, une simple agence de son propre impérialisme « national », c'est-à-dire s'intégrer totalement, comme le désire Baby, à la démocratie bourgeoise. Une constatation s'impose : combien plus puissant doit être le réformisme engendré par l'appareil, pour qu'aucun des militants y ayant occupé des responsabilités plus ou moins élevées, dans tel ou tel secteur,

(6) Baby, qui constate la faillite du P.C.F. dans la lutte contre la guerre d'Algérie, ne peut l'expliquer que par des « relents de chauvinisme » (d'ailleurs très réels). Il se refuse, comme pour l'impuissance du P.C.F. contre de Gaulle en mai 1958, à en chercher l'explication dans la politique dictée par le Kremlin.

Lecœur, Hervé, Lefebvre, Baby, n'ait pu abandonner le terrain stalinien qu'en s'alignant, sous une forme ou sous une autre, sur les thèses social-démocrates les plus évoluées.

L'INTELLECTUEL EX-STALINIEN VU A TRAVERS BABY

Il est frappant de constater à quel point les questions qui préoccupent la classe ouvrière intéressent peu Baby. Ses pensées participent essentiellement des préoccupations des intellectuels qui ont quitté le P.C.F., et dont il prétend assurer la défense contre l'appareil. Notons que, dans ce domaine, Baby se place du point de vue de l'appareil. Le stalinisme n'a fait que reprendre et adapter à ses besoins la néfaste division sociale du travail, sur laquelle repose toute société de classes, entre le travail manuel et le travail intellectuel. En fait, dans un parti marxiste digne de ce nom, la distinction entre « intellectuels » et « manuels » est abolie. L'adhésion au parti révolutionnaire efface toute différenciation sociale ; manuels ou intellectuels, les uns comme les autres, ne sont plus, au sein du parti marxiste que des militants révolutionnaires. Il est indubitable qu'en adhérant au P.C.F. l'intellectuel entendait participer au combat émancipateur du prolétariat. Le malheur, pour lui, c'est que l'appareil l'amène à identifier les intérêts étrangers au socialisme dont il a la charge (ceux de la bureaucratie russe) avec les intérêts de la classe ouvrière. Coupés des ouvriers, les intellectuels du P.C.F. sont confinés par l'appareil dans le travail dit « large » auprès des couches de la petite bourgeoisie, ou dans la légitimation « théorique » des cabrioles imposées au P.C.F. par le Kremlin. C'est pourquoi Baby, n'exprime pas seulement l'idéologie réformiste de la petite bourgeoisie, mais continue à se confiner dans la position mineure que l'appareil lui a confiée.

Aussi bien, si, par certains côtés, ce qu'écrit Baby de l'action « verbale » et « impuissante » du « Parti » dans la lutte contre la guerre d'Algérie touche juste, le fond de sa critique reste adapté aux besoins des milieux de l'intelligentsia bourgeoise et petite-bourgeoise. Proclamant, avec elle, son adhésion à la politique bourgeoise de l'autodétermination définie par De Gaulle, Baby écrit :

« Pour imposer la négociation et la paix en Algérie, il fallait absolument mobiliser les masses décisives de la population, c'est-à-dire réaliser l'unité d'action la plus large contre la guerre ».

Quelles sont donc ces « masses décisives » ? Baby, dans un méli-mélo invraisemblable, en dresse ainsi l'inventaire :

« Dans les consciences de plus en plus nombreuses de laïques et aussi de chrétiens, des gens de gauche en général, mais pas seulement de gauche, des sentiments d'indignation contre la guerre d'Algérie n'ont cessé de se développer... Il aurait été certainement possible de rassembler tous ces braves gens. Beau-

coup de protestations contre la guerre d'Algérie s'exprimaient dans des hebdomadaires comme *France-Observateur* et *l'Express*, ou des revues comme les *Temps Modernes* de J.-P. Sartre... ».

Qui sont les « braves gens de France » ? Quels intérêts de classe défendent-ils ? Quels objectifs poursuivent-ils ? Questions sans aucune importance pour l'intellectuel petit-bourgeois, moralisateur, et pseudo-marxiste.

Fervent adepte de la collaboration des classes, Baby est partisan de

« créer une sorte d'association pour la paix en Algérie par la négociation, un organisme national entièrement nouveau susceptible d'inspirer une confiance absolue à tous ceux qui, en dépit de leurs préjugés anticommunistes, comprennent la nécessité de rassembler toutes les forces possibles pour atteindre ce but précis ».

Lequel « but précis » est l'application de la politique gaulliste de l'autodétermination, politique qui consiste à réaliser la paix par la construction à terme d'un état bourgeois algérien politiquement indépendant, préservant les intérêts stratégiques, économiques et financiers de l'impérialisme français. Que voilà une critique de principe ! Partageant le mépris des intellectuels pour les ouvriers, Baby ne voit en eux que des sous-hommes, uniquement préoccupés d'« obtenir toujours plus, de nombreux succès partiels qui finiront par aboutir à un changement qualitatif, c'est-à-dire à une rupture du système capitaliste ».

Bernstein, à l'aube du XX^e siècle, développait, avec infiniment plus de sérieux et de talent, ces thèses réformistes. Les « masses décisives » ont des « porte-paroles » ; pour Baby, ce sont

« François Mauriac, *Le Monde* et *l'Express*, Mendès-France (7), *France-Observateur*, les revues ayant une grande influence sur des hommes et des femmes qui, par leur situation sociale, peuvent rayonner largement autour d'eux, et contribuent aussi pour une bonne part à former ce que l'on nomme l'opinion publique... C'est dans cette direction que le P.C.F. aurait pu trouver des appuis sérieux pour élargir sans cesse la lutte contre la guerre d'Algérie ».

Pas un grain de marxisme dans cette énumération, mais une volonté non équivoque de noyer la lutte de classe du prolétariat dans une « opinion publique » qui n'est pas autre chose que l'opinion de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie démocratique.

BABY COMME MIROIR DE L'OPPOSITION-BIDON

Baby se pose en intraitable défenseur des « principes », contre Thorez qui les abandonne. Dans ces conditions, le lecteur est en droit d'attendre que le « critique de base » s'efforce de rassembler des forces militantes sur une plate-forme afin de battre l'orientation imprimée au P.C.F. par sa direction. Mais on l'a vu, Baby, s'affirmant en parfaite communion avec la plate-forme définie par Thorez, n'a rien à proposer. Aussi bien est-ce pour lui une conclusion logique de sa position que d'écrire :

« Il serait mortel que le parti accepte la création de tendances... La discussion, pour être efficace, doit être dirigée par le seul organisme responsable de tout le fonctionnement du parti, le Comité Central... ».

(7) François Mauriac est un gaulliste fervent. *Le Monde* ne se cache pas de soutenir la V^e République, Mendès-France a inauguré la politique de guerre en Algérie, le 1^{er} novembre 1954...

Le lecteur, plongé dans un abîme de perplexité, se pose, à ce point, des questions insolubles. Pourquoi, et dans quel but, Baby veut-il discuter, puisque, d'accord avec le programme politique de la direction, il en accepte les méthodes bureaucratiques, hostile qu'il est à la création de tendances, et s'en remet complètement au C.C. qui, par ailleurs, est dénoncé par lui comme l'instrument de Thorez réduisant les « subordonnés » à l'état de « serviteurs » ? Qu'est-ce que cette opposition asexuée et invertébrée dont Baby se veut le héraut, se demandera le militant ouvrier du P.C.F. qui constate l'inefficacité des grèves tournantes, le contenu de division qu'ont les revendications hiérarchisées ? Pourquoi le parti a-t-il laissé isolés les jeunes rappelés en 1955-56, alors que par centaines de milliers les ouvriers aspiraient à la grève générale ? Pourquoi le parti a-t-il voté les pouvoirs spéciaux de guerre totale avec la réaction et les socialistes le 12 mars 1956 ? Autant de questions qui restent sans réponse dans « Critique de base ». Le militant ouvrier du P.C.F. conclura alors que, si Baby a publiquement attaqué le parti, ce n'est que pour des raisons personnelles. En conséquence, pour lui, la direction aura agi correctement en éliminant Baby.

**

Le cercle est fermé. L'aventure de l'intellectuel stalinien, qui, courbant l'échine, a abdiqué toute pensée autonome, a abandonné il y a bien longtemps le marxisme et la lutte des classes, est terminée. Il ne reste qu'un exclu du P.C.F., aigri, amer, procédant par allusions et demi-silences, incapable d'engager une lutte politique de principes.

P. I.

Vient de paraître à la S.P.E.L. :

LEON TROTSKY

" LE MARXISME ET NOTRE ÉPOQUE "

Une brochure de 32 pages. Envoi franco de port contre 1 NF en timbres ou C.C.P.

S.P.E.L. : Paris 6032-01.

SOMMAIRE

De Gaulle, la « gauche » et l'Algérie	1
Le référendum : notre position	3
Léon Trotsky (1879-1940)	4
 VICTOR LEPAGE :	
Les journées de juin 1960 au Japon	8
Visite à Marguerite et Alfred Rosmer	21
La lettre de démission de Pierre Monatte au comité confédéral de la C.G.T.	22
 PIERRE LAMBERT :	
Les problèmes du parti ouvrier (III) : la révolution de 1848 en France	24
 HENRI LANGLOIS :	
Quelques remarques sur le développement du marxisme	36
 NOTE DE LECTURE :	
Jean BABY. — Critique de base	45

LA VÉRITÉ

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris (11^e)

ABONNEMENTS. — Un an (4 n^{os}) : 7,50 NF. — Etranger : Un an (4 n^{os}) : 9 NF.

Soutien : 10 NF et 20 NF.

C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11^e).

L'abonnement donne droit à une brochure venant de paraître, en supplément, avec chaque numéro.

